

TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 21 - Janvier 1984

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs

AMERIQUE CENTRALE

Le rapport Kissinger et le « recours à la force »

(lire page 3)



Les peuples du Maghreb se dressent contre les plans de misère dictés par l'impérialisme (lire pages 3 et 5)

TUNISIE



MAROC



POLOGNE

Jaruzelski s'acharne contre les prisonniers politiques (lire page 8)

Les dossiers de Tribune

Les leçons de la grève Talbot et la situation en France

La grève Talbot au jour le jour

REPRESSION EN ALGERIE

— Des centaines de prisonniers politiques
— 11 personnes arrêtées sous l'accusation d'appartenance à l'Organisation socialiste des travailleurs (section algérienne de « IV^e Internationale-CIR ») (lire page 9)

COMMUNIQUE COMMUN POSI-PCI

Défense des droits des réfugiés basques à vivre librement

A la suite de l'expulsion du territoire français de six réfugiés basques et de l'assignation à résidence de quatre autres, le Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI) et le Parti communiste internationaliste (PCI), respectivement la section en Espagne et la section française de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », ont publié un communiqué commun que nous reproduisons ci-dessous.

Rappelons que des commandos terroristes liés à la police espagnole et bénéficiant de complicités en France ont enlevé des réfugiés basques et récemment assassiné deux d'entre eux. Ce sont les victimes que frappe la « mesure administrative » du gouvernement français.

HIER, 10 janvier, le gouvernement français, par un déploiement policier inhabituel, a réalisé un large coup de filet en arrêtant et en déportant des dizaines de réfugiés basques.

C'est la première fois que le gouvernement Mitterrand-Mauroy mène une telle opération, comme le lui demande depuis longtemps le gouvernement Felipe Gonzalez de la monarchie espagnole.

Les mesures policières d'expulsion et d'assignation à résidence, envoyant les réfugiés basques y compris à l'île d'Yeu ou en Guadeloupe,

transgressent les droits démocratiques les plus élémentaires.

Dans l'Etat espagnol, la guerre sale et la répression sont à l'ordre du jour, dans le but de nier les aspirations du peuple basque.

La répression, la guerre sale, les déportations sont donc la négation de toute solution politique démocratique.

Le PCI et le POSI, organisations de la « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » en France et en Espagne, appellent toutes les organisations qui se réclament des libertés démocratiques à la mobilisation la plus large en défense des droits démocratiques des réfugiés basques. Se faisant l'écho de l'exigence soutenue par le mouvement ouvrier et démocratique pour que le gouvernement Felipe Gonzalez appelle Herri Batasuna et l'ETA, comme représentants du peuple basque, à négocier, le PCI et le POSI réaffirment la nécessité que les gouvernements espagnol et français abandonnent la répression et les déportations.

La majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale et la majorité PSOE-PCE aux Cortès, comme représentantes qui se réclament de la démocratie, doivent annuler les mesures contre les militants basques et respecter les droits du peuple basque du point de vue du droit universel des peuples à disposer d'eux-mêmes. La volonté du peuple basque doit être respectée.

Le PCI et le POSI défendent inconditionnellement le droit des réfugiés basques à vivre librement.

11 janvier 1984



Répression en Syrie

Nous publions ci-dessous une déclaration de la délégation à l'étranger du Parti communiste syrien. Il s'agit de l'organisation qui a refusé la soumission au régime d'Assad. Conformément à notre tradition de défense inconditionnelle des militants ouvriers, de tous ceux qui se réclament de la démocratie et qui sont frappés par la répression, il était évidemment de notre devoir de faire connaître cet appel à nos lecteurs. *Tribune internationale* dénonce la répression qui sévit en Syrie et qui illustre la nature de ce régime prétendument « progressiste ».

Le régime confessionnel en Syrie mène de nouveau une campagne de terreur contre le camarade Riad El-Turk, le premier secrétaire du Parti communiste syrien, qui a été arrêté le 28 octobre 1980 et a été depuis lors, à maintes reprises, soumis aux pires tortures physiques, le jetant dans le coma, au bord de la mort.

Depuis, le régime a été obligé de rebrousser chemin, face à la fermeté du camarade — en dépit de plusieurs séquelles corporelles causées par la torture — et à la campagne de solidarité internationale. Depuis son arrestation, le camarade est interdit de toute relation extérieure. Le premier secrétaire est resté inébranlable face à ce régime despotique et sanguinaire, et est devenu pour tout révolutionnaire un exemple de fermeté et de dévouement pour la sauvegarde de l'honneur du parti, de sa ligne, de son indépendance, de sa politique et de sa pratique révolutionnaire.

Tout cela a donné un nouvel élan à notre parti, qui est resté fidèle à ses martyrs, à ses détenus inflexibles et à tous les martyrs et détenus des autres forces patriotiques et des masses populaires, en s'opposant à toute tentative ou esprit opportuniste, gauchiste infantile ou confessionnel.

Depuis une semaine, le régime a de nouveau transféré le premier secrétaire du parti au centre d'arrêt militaire de Damas, où il a été écroué dans une cellule sombre et soumis de nouveau aux tortures physiques les plus sauvages, dans l'espoir de lui arracher des prises de position contre la ligne du parti, décidée au V^e Congrès en décembre 1978, surtout en ce qui concerne la nature confessionnelle, sanguinaire et capitulaire du régime et la nécessité, face à ce régime, d'une vaste mobilisation des forces populaires dans un large front patriotique en vue de frayer le chemin d'une alliance démocratique-populaire-islamique.

Des nouvelles sûres confirment que la vie du camarade Riad El-Turk est de nouveau en danger imminent. Nous nous adressons à l'opinion démocratique arabe et internationale, à toutes les instances des droits de l'homme et d'amnistie, en leur demandant de tout entreprendre pour que cesse la campagne de tortures physiques contre notre camarade et pour que sa vie soit sauvée.

Nous demandons que soient libérés notre camarade et les milliers de détenus démocrates et patriotes, ou qu'ils soient déférés devant un tribunal légal et constitutionnel où le droit sacré de défense leur sera assuré selon la Charte des droits de l'homme et toutes les jurisprudences internationales.

AFP : pages 1, 2, 5, 10, 12 et IV - Agencia Globo : page 13 - Christian Avril : page II - Damien : pages 4, 14 et I - Plisson : page I - Roger Viollet : page 16 - Sygma : pages 6 et 7 - Sipa-Press : pages 3 et 11 - DR : page 11

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Europe	pli ouvert 100 F
.....	pli fermé 150 F
Algérie - Amérique - Asie	pli ouvert 150 F
.....	pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de
Gérard Ilitis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité éditorial : Gilberto Avelino, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert.

Rédacteurs en chef : Luis Favre, François Forgue.

Comité de rédaction : M. Aklof, G. Avelino, P. Broué, A. Camps, C. Corte, N. Dioli, P. Fougeyrollas, C. Genty, S. Just, M. Orozco, S. Reis, J. Robles, H. Vigier.

Rédaction et correspondance pour tous les pays : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France.

Version en portugais et en espagnol : Palavra Editora Ltda. Rua dos Tupinambas 152 Paraisópolis 04104 Sao Paulo, Brésil.

« L'absence, la voilà... »

IL a fallu attendre le 5 janvier 1984 pour que *Rouge*, organe de la Ligue communiste révolutionnaire (Secrétariat unifié), « informe » de la tenue de la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix qui a eu lieu les 17 et 18 décembre 1983 au Palais des Congrès.

Rouge souligne : « Une Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix s'est tenue les 17 et 18 décembre 1983 et a réuni environ 500 personnes. Présidée par Michel Broué, cette réunion « de personnalités » a été marquée par la venue de délégations de nombreux pays européens, dans lesquelles se trouvaient des dirigeants d'organisations social-démocrates et non des moindres. Parmi elles, un représentant du bureau de l'Internationale socialiste, des représentants officiels du SPD, du Labour Party, du PS suisse, du PASOK grec. On notait de plus en ce qui concerne la France la présence de responsables du PCF. »

En effet, de nombreux dirigeants politiques, des intellectuels, des enseignants, des syndicalistes, et « pas des moindres », se sont réunis pour exprimer la nécessité de défendre le gouvernement légitime du Nicaragua et continuer le combat pour entourer le peuple du Nicaragua et les peuples d'Amérique centrale de la solidarité anti-impérialiste.

Rouge constate cependant un absent : « Le PS français était précisément absent de cette assemblée parce qu'il refusait d'apporter une caution officielle à cette manifestation de soutien au gouvernement sandiniste. »

Signalons qu'un message de soutien, ce qui est peu, du secrétariat national du PS a été lu à la tribune de la Conférence, ce qui n'est pas contradictoire avec le refus du PS « d'apporter une caution officielle à cette manifestation de soutien au gouvernement sandiniste ».

L'absence totale de toute personnalité connue de la LCR, et au-delà, du SU, qui a ignoré de façon olympienne (pas même un message !) la Conférence de défense du gouvernement légitime du Nicaragua répond-elle au même motif ?

La question est d'autant plus pertinente que *Rouge* se plaint : « En soutien aux peuples d'Amérique centrale, un mouvement de masse se développe en Europe occidentale, donnant une nouvelle vigueur au combat anti-impérialiste. La situation française accuse un retard certain au regard de ce qui se passe dans les pays voisins. Il faut d'urgence combler ce retard. »

Ne serait-ce pas la LCR qui « accuse un grave retard » qu'elle devrait combler rapidement... ou bien seules seraient valides les initiatives « unitaires » que la LCR réalise... avec elle-même ?

De cela monte un relent de sectarisme dommageable pour la cause de la lutte anti-impérialiste et du peuple nicaraguayen.

L. F.

APRES LA TUNISIE

Le peuple marocain contre la loi du FMI

EN quelques jours, des centaines de morts... L'armée royale marocaine, secondant la police, n'a pas fait de quartier. La violence et l'ampleur de la répression suffisent à souligner que, contrairement aux affirmations des autorités, il ne s'est pas agi « d'émeutes » limitées et « manipulées », mais d'un mouvement qui a embrasé tout le pays. C'est le peuple marocain qui s'est dressé.

Il s'est dressé contre la volonté de Hassan II de faire respecter, par encore plus de misère, la loi édictée par le Fonds monétaire international, c'est-à-dire par l'impérialisme et d'abord par l'impérialisme américain.

Les augmentations de prix des produits de première nécessité n'avaient pas cessé depuis juillet 1983, c'est-à-dire depuis qu'un budget d'austérité avait, entre autres mesures, diminué de 20 % les subventions de l'Etat aux produits de base. Et le 27 décembre, le roi annonçait de nouvelles hausses. Proclamation bientôt suivie d'effets (augmentations de l'essence, du butane).

Ces mesures qui, inévitablement, ôtaient toute stabilité aux tentatives de Hassan II d'élargir la base politique de son régime, répondaient aux injonctions du FMI qui a consenti à un rééchelonnement de la dette extérieure (égale à 90 % du produit intérieur brut !) et à un nouveau prêt de 315 millions de dollars si l'on appliquait son plan de « réajustement ».

Mais ce « réajustement », c'est pour des millions de Marocains le passage de la pauvreté à la misère, de la misère à la famine...

C'est la jeunesse qui a commencé à manifester. A Marrakech, où dès le 5 janvier, les lycéens manifestent. Puis le mouvement gagne Agadir, Meknès, Rabat, Kenitra, Fès. Chômeurs, jeunes travailleurs manifestent avec les lycéens. A Casablanca, un impressionnant dispositif policier et militaire maintient l'« ordre » tandis que se déroule la conférence islamique.

Au nord du pays, c'est l'explosion dans la ville industrielle de Nador, à Tetouan, à Oujda, où se succèdent de violents affrontements. Véhicules blindés contre des adolescents désarmés...

Le 22 janvier, Hassan II s'adresse au peuple marocain : il menace d'une répression plus féroce encore mais annule le dernier train de hausses prévu. Temporairement, le mouvement s'arrête. Nador, comme d'autres villes, donne l'image d'une cité occupée. Des dirigeants de l'USFP (Union socialiste des forces progressistes), dont pourtant des ministres siègent au gouvernement, sont arrêtés. La censure est rétablie...

L'explosion qui a secoué le Maroc succède de peu à celle qui a ébranlé la Tunisie. Les peuples du Maghreb, qui ont été unis contre la domination directe de l'impérialisme français, voient se reposer la nécessité de leur action commune contre les conséquences du pillage impérialiste de leur pays, contre la subordination des régimes en place aux plans du FMI.

On a voulu présenter l'Algérie comme une oasis de calme. Mais la rigueur de la répression — et la protestation que celle-ci suscite en Algérie même — témoigne de l'instabilité, de l'insécurité du régime de Chadli de plus en plus étroitement subordonné à l'impérialisme.

Réunies en conférence en juillet 1983, les organisations latino-américaines de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » dégagent, à partir de l'analyse de la situation en Amérique latine, une donnée essentielle du développement mondial de la lutte des classes :

« ... L'impérialisme US a engagé une guerre économique, une véritable guerre de rapine qui aboutit à la désagrégation, à la décomposition sociale de toutes les classes, y compris des bourgeoisies nationales d'Amérique latine... Cette guerre de rapine économique devient un puissant facteur pour les explosions révolutionnaires dans chaque pays. »

Cette donnée ne vaut pas que pour l'Amérique latine. Et, après la Tunisie, la mobilisation du peuple marocain contre les affameurs souligne que, nulle part, l'impérialisme et les forces qui lui sont subordonnées ne pourront tenter de mettre en œuvre leurs plans sans par là même tendre à déchaîner l'action des masses.

Les explosions qui, après la Tunisie, ont ébranlé le Maroc, ne constituent pas des événements accidentels et sans suite. Le combat des travailleurs des villes et des campagnes, des jeunes, de toutes les couches opprimées contre les conséquences des plans de misère imposés par l'impérialisme et contre les régimes qui en sont l'instrument n'est pas terminé. C'est la stabilité — toute relative — du Maghreb qui commence à être mise en cause.

F.F.

« L'UTILISATION DE LA FORCE PEUT ÊTRE NECESSAIRE EN DERNIER RECOURS »

Le rapport Kissinger

« C'est un rapport magnifique qui soutient les positions que nous avons prises en Amérique centrale », a dit Ronald Reagan quand il a pris connaissance du rapport de la commission Kissinger. En réalité, ce document ne dit rien de neuf sur la politique développée par l'actuelle administration nord-américaine dans cette région du monde. Plus encore, il en est la réaffirmation : avant tout, la recherche d'une « solution » militaire dudit « conflit centro-américain ».

SELON ce rapport, « des négociations ne peuvent réussir que si ceux que nous entendons persuader comprennent clairement qu'il existe des circonstances dans lesquelles l'utilisation de la force (...) peut être nécessaire en dernier recours ».

En conséquence, le rapport se prononce pour une augmentation massive « la plus grande possible » de l'aide militaire des Etats-Unis au gouvernement salvadorien ; pour la poursuite de l'appui aux contre-révolutionnaires anti-sandinistes ; pour l'accroissement des dépenses militaires au Honduras, pour doter ce pays d'une force de « dissuasion crédible », ainsi que les forces de police du Costa Rica ; et pour la reprise des ventes d'armes au Guatemala.

En outre, ce document conseille de mettre en avant un programme « d'aide économique » en Amérique centrale d'un coût estimé à 24 milliards de dollars, dont les Etats-Unis fourniraient le tiers, pour les 5 prochaines années. En développement de cette orientation, Reagan a d'ores et déjà demandé au Congrès une « aide » de 8,3 milliards de dollars. La moitié de cette somme irait au Salvador.

Il est évident que derrière la couverture « d'aide économique », il n'y aura rien d'autre que la même tentative pour étayer les régimes militaires en crise. Le gouvernement du Nicaragua est bien sûr exclu de ces « bénéfices » économiques. Pour Kissinger comme pour Reagan, le gouvernement sandiniste — « soutenu par Cuba, l'URSS et le bloc de l'Est » — constitue la principale « menace extérieure » dans la région, contre la sécurité des USA. C'est dans cette même optique, qui prétend situer la révolution centro-américaine sur ladite confrontation globale Est-Ouest, qu'est considérée l'avancée des masses et du mouvement de guérilla au Salvador.

Le rapport Kissinger estime que l'aide militaire des Etats-Unis au Salvador (81,3 millions de dollars en 1983) « n'est même pas suffisant » pour maintenir le statu quo, et il recommande donc de l'élever à 400 millions de dollars pour 1984 et 1985.

Une semaine après qu'ait été remis le rapport de la commission Kissinger, on a appris l'existence d'un document « confidentiel » du Pentagone, dont le rapport « s'est inspiré » sans le citer. De fait, le texte des militaires contient les mêmes recommandations.

L'armée des Etats-Unis se prépare

L'occupation du Honduras par des milliers de Marines yankees constitue un pas en avant dans l'intervention directe des Etats-Unis en Amérique centrale, ce à quoi s'ajoute la relance du CONDECA menaçant non seulement le Nicaragua, mais aussi le peuple du Salvador, près des frontières duquel l'armée américaine

réalise des mouvements qui font penser aux préparatifs d'invasion. L'invasion de l'île de la Grenade dans les Caraïbes est une démonstration des plans de guerre de Reagan.

Selon un autre document, un « mémorandum confidentiel du Congrès » (novembre 1983), la pierre angulaire des actions de l'armée américaine en Amérique centrale se trouve au Honduras, pays que le chef du commandement sud stationné dans la zone du canal de Panama qualifie de « plaque tournante entre le Nicaragua et Cuba » (voir l'article sur le Honduras dans ces mêmes pages de *Tribune internationale*).

Cette présence militaire en Amérique centrale et l'accroissement des hostilités contre le Nicaragua, selon le « mémorandum » cité, sont les piliers fondamentaux sur lesquels repose la « phase préparatoire ». L'étape suivante est l'établissement d'installations militaires permanentes au Honduras, aux proportions égales à celles de la base de Guantanamo à Cuba. C'est dans ce sens que vont les constructions à Puerto Castilla sur la côte des Caraïbes.

Les manœuvres Ahuas Tara II, qui ont débuté en septembre dernier et doivent prendre fin en février, constituent une couverture visant à augmenter la présence militaire américaine au Honduras, « grâce à un déploiement apparemment normal d'équipes et de troupes ».

Le Pentagone a déjà annoncé que les prochaines manœuvres de juin, appelées Ahuas Tara III, seront aussi importantes que les précédentes, qu'elles mobiliseront plus de 5 000 soldats nord-américains.

D'autre part, on estime que les installations construites pour les manœuvres seront ensuite conservées en état, comme c'est le cas pour la station-radar située à 32 km au sud-ouest de Tegucigalpa à l'occasion des premières manœuvres (Ahuas Tara I) en janvier 1983. Une autre station-radar est actuellement en cours de construction dans le golfe de Fonseca, ainsi que plusieurs aéroports militaires.

Le « mémorandum » conclut sur l'existence du réel danger pour les Etats-Unis « de se réveiller un jour directement impliqués dans une guerre centro-américaine ». Les contre-révolutionnaires nicaraguayens — ajoute-t-il — ont jusqu'au 1^{er} février, dernier délai, pour donner un réel élan à la guerre, sans que les troupes américaines bougent du Honduras. Les manœuvres pourraient couvrir la retraite des Honduriens et des anti-sandinistes et les deux nouveaux aéroports — Aguacate et Jamastran — pourront être utilisés directement par les « contras ». Par ailleurs, une attaque aérienne « simulée » se déroulera du 29 janvier au 5 février au Honduras, non loin de la frontière avec le Nicaragua, « en réponse à une invasion nicaraguayenne supposée ».

En synthèse, le « mémorandum » indique que « les militaires américains se préparent à la guerre, sans aucun doute avec le soutien de la Maison-Blanche et du Pentagone », et « qu'aucun effort de négociation n'égale en intensité l'effort militaire ».

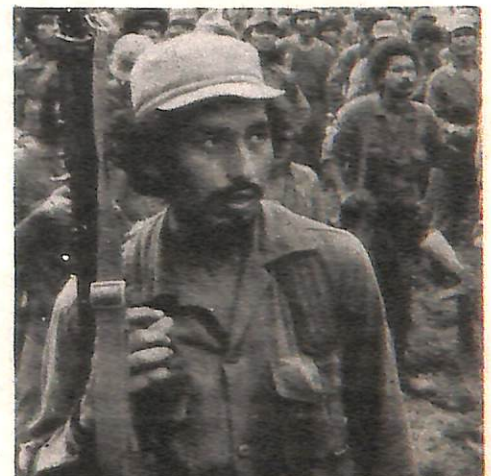
En effet, le rapport Kissinger, tout en incluant plusieurs éloges des initiatives du groupe de Contadora, affirme que « le processus de Contadora n'a pas été encore mis à l'épreuve en ce qui concerne la formulation de mesures spécifiques pour préserver la sécurité de la région. C'est pourquoi les Etats-Unis ne peuvent utiliser le processus de Contadora en substitut de leur propre politique ».

Une manœuvre diplomatique

La commission bi-partite (républicains et démocrates) dirigée par Kissinger n'a pas été autre chose qu'une manœuvre diplomatique dans l'intention de gagner du temps pour les plans de guerre du gouvernement nord-américain en Amérique centrale, ainsi que pour obtenir l'appui du Parti démocrate, en même temps qu'elle n'est pas étrangère à la campagne de Reagan pour sa réélection. Mais le fait même que l'actuelle Administration américaine se voit dans la nécessité d'utiliser un tel recours met également en relief les difficultés politiques dans lesquelles elle se trouve pour mener en avant ses plans. Difficultés que cette commission ne parvient pas à lever, car elle a au contraire attisé les contradictions déjà existantes aux Etats-Unis, y compris avec d'autres gouvernements, et accroît aussi l'opposition à la guerre au sein du peuple américain lui-même. Elle n'a pas atteint non plus l'objectif attendu d'établissement d'un accord bipartite entre l'exécutif et le Congrès nord-américain. Il y a eu des désaccords au sein de cette commission, en particulier des parlementaires du Parti démocrate ont exprimé des critiques ; ce qui annonce le développement d'intenses controverses dans les sessions parlementaires qui reprennent le 23 janvier.

Henry Kissinger, l'ex-secrétaire d'Etat des Administrations Nixon et Ford qui vient de visiter l'Amérique centrale et les pays du groupe de Contadora, y a repris les mêmes sophismes avec lesquels il a couvert toute sa carrière diplomatique : « Le prestige et la sécurité nationale des Etats-Unis », « les investissements pour la paix », etc. ; celui qui a voyagé comme président de la commission bipartite, c'est celui-là même qui, durant les conversations de paix de Paris avec Le Duc Tho, a conseillé à Nixon les bombardements des B-52 sur le Vietnam en 1972... et c'est celui-là même qui a signé ensuite la défaite des Etats-Unis.

Miguel Orozco
20 janvier 1984



Amérique centrale

4 - Tribune internationale - janvier 1984

Les USA transforment le Honduras en leur base militaire

Vers la fin du mois d'octobre de l'année dernière, devant la commission Kissinger, le gouvernement du Honduras a exposé deux formulations possibles des relations de ce pays avec les Etats-Unis : le statut d'« Etat libre associé » (comme Puerto Rico) « ou un traité militaire qui garantisse la présence permanente de troupes nord-américaines sur son territoire ».

Ces propositions sont dirigées, évidemment, contre l'ensemble de la révolution centro-américaine et, en particulier, contre le gouvernement sandiniste, lequel est signalé par le gouvernement hondurien comme un « danger pour sa survie » ; de fait, elles constituent une déclaration de guerre virtuelle contre le Nicaragua et un affront au peuple du Honduras. Peu avant, le général Gustavo Alvarez, chef des forces armées du Honduras, avait dit sans détour que « la paix en Amérique centrale ne sera pas possible tant que les sandinistes seront au pouvoir ».

La base militaire de Puerto Castilla

EN réalité, la mise en place de bases militaires nord-américaines comme celle de Puerto Castilla par exemple, n'est pas simplement celle d'une base supplémentaire. Dans une certaine mesure, elle concentre en elle-même la politique du gouvernement nord-américain vis-à-vis du Honduras et vis-à-vis de l'ensemble de la région centro-américaine, en même temps qu'elle est révélatrice de plans à plus long terme.

Le projet militaire de Puerto Castilla s'est concrétisé le 7 mai 1982, quand le Honduras a signé une annexe à un traité militaire avec les Etats-Unis passé en 1954. En septembre de la même année 1982, les travaux d'infrastructure ont commencé. En juin 1983, alors qu'il y avait déjà là-bas 120 « bérets verts » et que le gouvernement nord-américain avait confirmé l'existence des installations, le gouvernement du Honduras — qui tentait de couvrir leur existence en affirmant qu'elles étaient en discussion — s'est vu obligé d'admettre que c'était une réalité. Quand, enfin, le Congrès a discuté de l'affaire, la base était déjà en fonctionnement ; il a approuvé sa construction alors que les soldats salvadoriens y recevaient déjà une instruction.

Il en est allé de même avec toutes les autres activités militaires des Etats-Unis dans ce pays, bases pour l'entraînement de l'armée hondurienne et des « contras » somozistes, installation de radars, exercices militaires des marines yankees, utilisation du territoire pour agresser d'autres pays, etc.

La vérité est que le Honduras manque absolument de souveraineté. C'est un pays occupé militairement par les Etats-Unis. Dans ce pays, c'est le général Gustavo Alvarez (chef de l'armée) et, surtout, l'ambassadeur nord-américain et la CIA qui commandent. L'existence d'un président civil ne parvient pas à cacher cette réalité.

Plus qu'une base d'entraînement

Les bataillons salvadoriens dits de « chasseurs » reçoivent dans la base de Puerto Castilla et dans les montagnes de la région un entraînement à partir d'expériences faites au Vietnam. Selon cela, leur mission serait de « nettoyer militairement » les zones occupées par la guérilla, cela étant suivi de « programmes économiques et sociaux ». Dans la ville de Puerto Castilla, les instructions nord-américaines développent ces

« civic actions » (actions civiques) — expression civique de la lutte antiguerilla —, travaillent dans l'approvisionnement en eau potable, dans la construction d'écoles, dans les services sanitaires fournis par des médecins militaires.

Mais le CREMS (Centre régional d'entraînement militaire et de sécurité) n'est pas tout à Puerto Castilla. L'infrastructure qui est mise en place indique que le projet va au-delà de l'entraînement de soldats salvadoriens ; construction de quais et de grands aéroports militaires, dépôts de pétrole d'une capacité correspondant à la moitié de la consommation du pays, etc.

En septembre de l'année dernière, Caspar Weinsburger, secrétaire d'Etat nord-américain à la Défense, après son voyage en Amérique centrale, a précisé que le CREMS de Puerto Castilla « sera permanent ».

Selon de nombreux observateurs et analystes, les Etats-Unis pensent à cette zone géographique du Honduras pour y transporter des effectifs de la zone du canal de Panama où se trouve le « US Southern Command » (commandement sud des Etats-Unis), où il y a actuellement près de 20 000 soldats nord-américains parce que Reagan a doublé le chiffre.

« Bien que le gouvernement panaméen ait récemment accepté de prolonger d'une année l'existence de l'école des Amériques de la zone du canal de Panama (elle devait fermer ses portes à la fin de 1984 après avoir formé près de 50 000 officiers de tous les pays du sous-continent), personne ne doute ici que Puerto Castilla est tout indiquée pour prendre la relève », indique un envoyé spécial du Monde (24 septembre 1983).

Les programmes de « civic actions » semblent aussi vouloir rencontrer une bonne réaction de la population vis-à-vis d'un projet militaire aux telles proportions.

La possibilité de la création d'une nouvelle base militaire des Etats-Unis au Honduras a été évoquée en novembre de l'année dernière par le général Gustavo Alvarez. D'après ce dernier, la nouvelle base — qui s'ajouterait aux deux principales bases américaines de Puerto Castilla (côte est) et Palmerola (centre du pays) — servirait à l'entraînement permanent des forces armées honduriennes.

Ahuas Tara

Actuellement, avec les manœuvres militaires « Ahuas Tara », c'est pratiquement tout le territoire du Honduras qui est le champ d'opérations

de l'armée nord-américaine, dont les troupes se sont installées dans quatre localités principalement : Palmerola, La Mesa, San Lorenzo et Trujillo.

Les objectifs : le Nicaragua et le peuple du Salvador

Les postulats tactiques de ces opérations sont conçus pour une guerre éventuelle contre le Nicaragua : simulacre de débarquement amphibie à Puerto Castilla ; près de Choloteca — seule voie possible pour l'entrée de blindés nicaraguayens — des défenses antichars sont installées ; la piste d'atterrissage de San Lorenzo, à 50 km seulement de la frontière avec le Nicaragua, a la capacité de recevoir des avions de transport Hercule C-130. Le deuxième équipement de radar, depuis le golfe de Fonseca, pourrait contrôler tout mouvement aérien du Nicaragua, etc.

Mais il ne faut pas perdre de vue le fait que tout ce dispositif est aussi orienté contre la lutte du peuple salvadorien. Au moyen de la « plaque tournante », on cherche également à isoler les combattants du FMLN, aussi bien actuellement que dans l'éventualité d'une occupation militaire du Salvador par les Etats-Unis.

Les bases militaires nord-américaines et l'occupation du Honduras sont les principaux instruments des préparatifs de l'impérialisme pour la guerre régionale. L'administration Reagan considère comme non négociable le retrait d'un potentiel de guerre aussi énorme.

Dans la dernière réunion des cinq pays centro-américains patronnée par le groupe de la Contadora et qui s'est tenue au début du mois de janvier de cette année, le ministre des Affaires étrangères du Honduras a déclaré que les engagements qui y avaient été obtenus — en particulier le retrait progressif de tous les conseillers militaires dans la région — n'affectent en rien la réalisation des manœuvres Ahuas Tara III.

Edgardo Paz a affirmé que le Panama lui aussi effectue des exercices conjoints avec les Etats-Unis et que son pays ne va pas renoncer à des conventions souscrites avec les Etats-Unis il y a trente ans.

Imposer au Honduras une telle dynamique de militarisation, cela signifie la répression contre les organisations populaires, l'inexistence de libertés démocratiques, des assassinats politiques et des disparitions. Cela signifie aussi que la politique de l'administration Reagan conduit à la remise en cause de la souveraineté des pays d'Amérique latine, que la victoire des USA en Amérique centrale transformerait la région en un domaine colonial à peine déguisé (voir résolutions de la 1^{re} Conférence latino-américaine). Mais la mobilisation populaire n'a pas pu être empêchée. Le mot d'ordre de « Paix avec le Nicaragua », présent par exemple dans la manifestation du 1^{er} mai de l'année dernière à Tegucigalpa, est étroitement lié de façon objective à l'exigence du retrait de l'occupation militaire nord-américaine, comme une composante essentielle de la lutte pour la libération nationale.

Le 20 janvier 1984, Miguel Orozco

La solidarité avec le Nicaragua

DES la fin de la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix, tenue à Paris les 17 et 18 décembre derniers, a commencé la mise en pratique de ses résolutions, c'est-à-dire l'élargissement de la solidarité avec le Nicaragua.

Nous donnons ici quelques exemples de l'activité entreprise dans l'Etat espagnol. Il faut rappeler que la délégation d'Espagne à la Conférence comptait de nombreux membres, en particulier des représentants du Comité promoteur de Madrid, du Comité promoteur de Catalogne, du Comité internationaliste de Biscaye et de diverses forces comme Euzkadiko Eskerra et les Jeunesses socialistes. Benjamin Bastida, vice-doyen de la faculté d'Economie de Barcelone, et Juan Maria Bandrés, député d'Euzkadiko Eskerra, font partie du Comité coordinateur de la Conférence.

Parallèlement, dans le travail de préparation de la Conférence et dans l'activité ultérieure, de nombreux comités d'université ou de ville se sont formés et entreprennent un important travail.

Nous voulons, à titre d'exemple, en présenter deux cas : Sabadell et

Ont envoyé aussi leur adhésion à la Conférence les syndicats régionaux de l'UGT et des CCOO, les comités locaux du PSUC, du PSC, de l'ERC, la junte des associations de quartiers et d'importants représentants de la culture.

Après la réunion d'information et la constitution d'un comité, le travail a été réparti pour mener à bien les résolutions de solidarité avec le Nicaragua.

Comité Nicaragua à Getafe

Le 15 décembre, un festival rassemblant 250 étudiants de l'INB-1 de Getafe a préparé la délégation à la Conférence de Paris. Le festival a compté avec la présence du premier secrétaire de l'ambassade du Nicaragua, le groupe du PSOE et des professeurs de l'Institut.

Grâce au soutien recueilli dans cette initiative, à la contribution des professeurs, à celle des partis et syndicats qui ont soutenu (PSOE, PC, POSI, UGT, CCOO et Jeunesses socialistes) et de la mairie, trois délégués ont été envoyés à la Conférence : Manolo Moran pour les enseignants, Esther Perez pour les



L'ambassadeur du Nicaragua en France s'adressant à la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, les peuples d'Amérique centrale et pour la paix.

Getafe, cités ouvrières de la banlieue de Barcelone et de Madrid respectivement. Des délégués de ces villes se sont rendus à la Conférence de Paris et un large mouvement s'est organisé autour de cette réunion.

Constitution a Sabadell d'un comité contre l'intervention US en Amérique centrale

Le 21 décembre, s'est tenue une réunion d'information sur la Conférence de Paris dans l'Ecole universitaire d'études de gestion. Dans cette réunion, a été décidée la constitution d'un comité de la ville de Sabadell. La réunion était sous la présidence de Guillemi Lusa, professeur de l'Université polytechnique de Barcelone qui coordonne le comité de Sabadell et celui de Catalogne. A la présidence, il y avait aussi Jose Antonio Pozo, qui a participé à la Conférence de Paris à titre de délégué d'une réunion préparatoire qui s'est tenue le 7 décembre sur la base de l'adhésion de 13 professeurs de cette université, ainsi que des membres des CCOO, CSTC, PCC, MCC, POSI, Lliga de los derechos de los pueblos, Casal de Amistad con Cuba.

étudiants suivant les cours de la journée et Ramona Escribano pour les étudiants en cours du soir.

De retour de la Conférence, le mercredi 21 décembre, les trois délégués ont convoqué une réunion rassemblant 100 étudiants. Immédiatement s'est constitué un Comité Nicaragua pour mettre en pratique les résolutions de la Conférence et commencer à rassembler des signatures de soutien à l'appel, dès la reprise des cours.

Dans la réunion, il y a eu une discussion sur la nécessité d'étendre l'activité à toute la ville. En effet, en raison du manque de temps, la campagne s'est développée à l'INB et s'est limitée au soutien des directions de partis et syndicats. Il était nécessaire d'aller plus loin, vers les comités d'entreprise de John Deere, Kelvinator, aux Associations de quartiers, aux maisons de la culture, d'organiser des piquets sur les places, et maintenir en même temps une coordination avec le Comité promoteur de Madrid.

Organiser la campagne en profondeur par des rassemblements, des meetings, des festivals pour soutenir la délégation au Congrès nord-américain et aux Nations-Unies, c'est là la tâche entreprise.

TUNISIE

Le peuple se dresse contre les affameurs

VENDREDI 6 janvier 1984 : le président tunisien Habib Bourguiba s'adresse aux Tunisiens. Il annonce qu'il a décidé de surseoir pour trois mois à toutes mesures d'augmentation des prix des produits céréaliers : « *J'ai demandé au gouvernement de me présenter dans les trois mois un nouveau budget qui tiendra compte des intérêts des pauvres et qui diminuera les charges qui les affectent.* » Une déclaration de 5 minutes marquant le recul du régime face aux émeutes qui touchaient tout le pays depuis plusieurs jours.

Les émeutes de la faim

Tout avait commencé dès le 29 décembre 1983 après l'annonce officielle de l'augmentation de 70 % du prix du pain et d'autres produits céréaliers. D'environ 50 centimes, la baguette de 300 grammes passe du jour au lendemain à 90 centimes (le salaire minimum mensuel d'un travailleur tunisien est d'environ mille francs français).

Les premières révoltes éclatent dans le Nefzaoua, une région désertique située au sud-est du Chott Djerid, une dépression qui sépare la Tunisie « utile » du nord où se trouvent la plupart des industries et des terres cultivables, du sud entièrement conquis par le désert saharien. Les décisions de hausses des prix ne peuvent qu'être ressenties avec colère dans les régions rurales, particulièrement déshéritées, où la population se nourrit essentiellement de pain, de pâtes et de semoule. La population

des quatre grandes palmeraies Kebici, Douz, Soul el Ahad et El Halla, déjà frappées par la mauvaise commercialisation d'une récolte de dattes abondante, sort dans les rues, pille les magasins, affronte la police, rapidement renforcée par l'armée.

Très vite la révolte, qui était partie des oasis pauvres et des régions rurales, s'étend aux centres industriels. Elle gagne la ville industrielle de Kasserine située à 250 kilomètres au sud-ouest de Tunis, puis la ville de Gafsa, avant d'atteindre l'important port de Gabbès. Dans toutes les villes, les bâtiments publics sont mis à sac, les magasins pillés, des barricades sont édifiées dans les rues et des barrages sur les routes.

L'armée tire, on relève plusieurs dizaines de morts. Le 2 janvier 1984, les « émeutes » de la faim touchent Sfax et Tunis. Dans les villes et la capitale tunisienne, la jeunesse est aux avant-postes des affrontements. Il faut savoir en effet qu'en Tunisie, dans l'effectif des 300 000 chômeurs généralement annoncé (1), la jeunesse tient la plus large part. Le problème revêt d'autant plus d'importance quand on sait que 60 % des 6,5 millions de Tunisiens ont moins de 20 ans. A Tunis, ce sont des écoliers, des lycéens, des jeunes chômeurs (âgés de 14 à 18 ans) qui lancent des pierres sur les voitures des forces de répression. Dans le même temps, les habitants des cités populaires de la périphérie commencent à envahir le centre de la ville de Tunis. Là aussi, on relève plusieurs dizaines de blessés et de morts.

Très vite, et pour toute explication de ces émeutes de la faim, les médias officiels diffusent des communiqués (repris largement en France et en particulier par le journal *Le Monde* (2)) où l'on évoque pêle-mêle « la main mise libyenne », « les menées intégristes », « les milieux extrémistes réticents à la démocratisation en cours »... Mais les émeutes en Tunisie ne sont pas « un coup de tonnerre dans un ciel serein » et ce pays est déjà riche d'une longue tradition ouvrière de résistance contre la répression, d'affirmation de l'indépendance du mouvement ouvrier.

Les luttes de classe en Tunisie et la place de l'UGTT

Les 26 et 27 janvier 1978, de violents incidents opposant de jeunes manifestants à la police et à l'armée avaient marqué le début de la « grève générale d'avertissement », décidée l'avant-veille par l'Union générale des travailleurs Tunisiens. Au moment de cette grève déclenchée pour protester contre les violations des libertés des syndicalistes, il y eut une centaine de victimes à Tunis, selon les sources mêmes de la CISL. Plusieurs centaines de militants étaient arrêtés, et Habib Achour, secrétaire général de l'UGTT, était jugé pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat » et condamné à 10 ans de travaux forcés. La mobilisation en Tunisie et à l'échelle internationale avait contraint — déjà — le pouvoir à un important recul : la plupart des militants syndicalistes étaient libérés. En 1983, derrière « l'ouverture » proclamée du régime, avec le « retour au multipartisme », la répression s'exerce à l'encontre des militants de l'UGTT, les partis sont à peine tolérés, les journaux muselés. Ainsi, dans le seul mois de janvier 1983, le 20, l'hebdomadaire *Réalité* est interdit pour 6 mois. Le 25 janvier, la Cour d'appel de Tunis examine le procès intenté au journal *Errai*, suspendu le 25 juin 1982 pour 6 mois, condamné à 1 000 dinars d'amende, et il y a confirmation du verdict. Le 26 janvier, Mohamed Belhadj Amor, directeur du journal *Elaouahda*, comparaît devant le tribunal pour répondre du contenu d'un article qui entraîne l'interdiction de son journal pendant 6 mois. Les sections de la Ligue des droits de l'homme n'ont cessé de s'activer pendant cette période (voir notre encadré sur les sections de Sfax et de Kairouan).

Dans ce contexte, le refus de 6 députés de l'UGTT de voter le budget d'austérité, se prononçant pour le maintien du pouvoir d'achat des salariés, annonce le durcissement de la lutte des classes, et l'explosion des « émeutes de la faim ». Le lundi 2 janvier 1984, la direction de l'UGTT tient à rappeler la position qu'elle a adoptée en mettant en garde le gouvernement dès le 26 décembre lors d'une réunion de sa commission administrative, « contre les effets négatifs et dangereux sur le pouvoir d'achat et sur le niveau de vie des citoyens des mesures alors envisagées, qui ne peuvent manquer d'engendrer une tension accrue du climat social », et demandant « une revalorisation des revenus sur l'ensemble des salariés ». L'UGTT, le lendemain, menace d'en appeler à la grève générale, au terme d'un important débat dans ses rangs. Trois jours



après, Bourguiba annonçait le respect des mesures.

Ce qu'exige le FMI

A la fin de l'année 1983, la dette extérieure de la Tunisie qui a subi le contrecoup de la réévaluation du dollar, s'élève à 2 475 millions de dollars, soit 45 % du PNB, alors que les prévisions le chiffraient à 40 %, taux de 1982. Les charges de remboursement représentant 16 % des recettes en devises, contre 14,7 % en 1982, prennent le pays à la gorge. Le budget imposé par le FMI est draconien : blocage des salaires dans la fonction publique, réforme fiscale, hausse des produits de première nécessité, réduction du budget de l'Etat (éducation, santé, logement), et cela alors que l'inflation atteint 15 %. Il y a deux ans, des émeutes éclataient au Maroc, dans les grandes villes et à leur périphérie, précisément contre l'augmentation des produits de première nécessité. Là aussi, dans cet autre pays du Maghreb, le régime n'avait pas hésité à faire appel à l'armée, aux blindés, pour écraser les manifestants, casser le mouvement syndical (3). Le diktat du FMI amène les pays coloniaux et semi-coloniaux à vivre en permanence au bord de la banqueroute. Engagé dans sa guerre de rapine à l'échelle du globe, l'impérialisme US, via le FMI, a imposé au gouvernement tunisien des conditions qui ont provoqué la colère des masses, déclenché l'explosion sociale dont les développements se font sentir sur l'ensemble du Maghreb.

Dans la résolution « Sur le tournant de la situation mondiale », le comité central du PCI dégageait comme suit les traits de cette période :

« La manipulation continue du dollar et des taux d'intérêt par l'im-

périalisme US ruine dans tous les pays tous les résultats des politiques d'austérité. L'impérialisme US, par l'utilisation de sa puissance économique et de sa puissance militaire, pille, étrangle, cherche partout à enchaîner tous les autres pays dans le but unique de maintenir ses propres profits.

Il ressort que, dans une telle situation mondiale, l'accroissement de la volonté de résistance auquel nous assistons dans tous les pays entraîne et entraînera un développement des crises révolutionnaires, sous les formes et dans les relations spécifiques nationales (...).

De tout cela, deux données fondamentales de la révolution se dégagent. D'une part, la misère, la ruine, l'oppression et la surexploitation, d'autre part, les crises politiques des classes dominantes. Et ce sont précisément ces deux conditions qui conduisent les travailleurs à une conscience instinctive de la grandeur et de l'importance des luttes qu'ils vont être obligés d'engager. »

H. Vigier

(1) Sur une population de 6,5 millions d'habitants (voir dossier Maghreb dans *Tribune internationale* n° 15).

(2) *Le Monde* étale à la une dans son édition du 5 janvier : « Le Premier ministre tunisien dénonce un plan concerté pour abattre le régime. » Et dans son article, P. Balta, « spécialiste » des questions maghrébines, n'hésite pas à écrire : « En début d'après-midi, le vandalisme atteint son paroxysme. Après le pillage, c'est le saccage gratuit. Des bandes d'énergumènes qui prétendaient vouloir dénoncer l'augmentation du prix du pain et se solidariser avec leurs « frères du Sud » se déchaînent, hilares, heureux de détruire. »

(3) Voir l'article « Le Maroc et l'impérialisme », *Tribune internationale* n° 20.

L'activité de la Ligue des droits de l'homme en Tunisie

Motion de la section de Sfax

« Nous, adhérents de la section de Sfax de la Ligue des droits de l'homme, réunis en assemblée générale informative le samedi 7 janvier 1983 à 15 heures, sous la présidence du comité de section, et après avoir été informés de l'arrestation de notre ami Nourredine Gargouri, enseignant au lycée 20 Mars de Sfax, survenue le 6 janvier alors qu'il rentrait du lycée chez lui,

— nous exprimons notre inquiétude devant cette arrestation, et notre indignation quant à la manière dont elle a été faite ;

— nous exprimons notre profonde préoccupation au sujet des arrestations qui auraient eu lieu ces jours-ci dans différentes régions, et nous craignons qu'elles s'insèrent dans une campagne de violations des libertés publiques et individuelles garanties par la Constitution ;

— nous demandons la liberté des détenus et nous insistons de nouveau sur la nécessité de définir la durée de la détention préventive. »

Communiqué de la section de Kairouan

« Nous adhérents de la section de Kairouan de la Ligue des droits de l'homme, réunis le dimanche 16 janvier 1983 au local de la section, après avoir étudié la situation actuelle qui se caractérise par :

— des arrestations illégales dont ont été victimes ces derniers temps des citoyens, en raison de leurs opinions intellectuelles et politiques ;

— une grande violence qui a caractérisé l'intervention des forces de l'ordre dans de nombreux lycées au cours des derniers événements ;

— une violation de la liberté de la presse, qui s'est manifestée par la suspension de la revue *El Wahda* et son procès, et par la suspension de la revue *Réalités* ;

Nous dénonçons avec force ces pratiques non humaines et non constitutionnelles, ainsi que toutes les violations des libertés d'expression, d'organisation et de presse.

Nous demandons aux autorités responsables de respecter la Constitution du pays et ses lois, et la garantie des droits de l'homme et de sa dignité.

Nous rappelons de nouveau la nécessité de promulguer une amnistie générale. »

Pour les adhérents réunis,
le président de section,
Ahmed Kilani

PEROU : ELECTIONS MUNICIPALES Défaite de Belaunde

C'EST dans un climat d'énorme tension provoquée par l'immense appareil policier et militaire déployé dans différentes villes du pays que les élections municipales péruviennes se sont tenues le 13 novembre dernier. En ne portant pas plus de 12 % de ses suffrages sur l'Action populaire (AP), le parti du président Belaunde Terry, et en votant massivement pour les formations d'opposition, l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine) et Izquierda Unida (IU), le peuple péruvien a exprimé dans ces élections son rejet de l'actuel gouvernement pro-impérialiste, antipopulaire et antidémocratique (cf. notre encadré sur les résultats électoraux).

Il s'agit d'une éclatante défaite pour un gouvernement qui, avec le soutien de Reagan, et entièrement soumis aux diktats du Fonds monétaire international, a accéléré la crise économique du pays (chute de 14 % dans le PNB en 1983, 140 % d'inflation, chômage atteignant l'indice de 50 %, tout cela pour rembourser le paiement des intérêts d'une dette extérieure qui dépasse les 15 milliards de dollars) et qui entreprend, derrière une façade « démocratique », de lancer des actions successives de féroce répression contre le mouvement des masses. Que Belaunde, minoritaire, s'en aille, tel a été le verdict clair des urnes.

Pour l'unité contre Belaunde

Cette défaite électorale de Belaunde (qui avait obtenu 36 % des voix lors des élections de 1980) montre clairement l'échec de ses tentatives de recomposition des institutions de l'Etat, secouées par le combat des masses contre la dictature militaire de Morales Bermudez à partir de 1977-1978, et pour surmonter la crise de l'ensemble de la bourgeoisie.

Celle-ci se trouve aujourd'hui confrontée à la faillite de son projet de « concertation sociale » — soutenu par le stalinisme — dont l'objectif était l'intégration des syndicats indépendants des travailleurs à l'Etat, afin de briser la résistance des masses.

De fait, malgré les successives entreprises de division et de collaboration avec le gouvernement de la part du Parti communiste péruvien, et malgré la répression menée contre des dirigeants syndicaux et le mouvement des travailleurs sous prétexte du « combat contre le terrorisme » du groupe « Sendero luminoso » (1), ce qui a eu lieu durant l'année passée, ce fut l'éclosion d'une série de combats de la classe travailleuse et le renforcement du syndicalisme indépendant, en particulier des fédérations indépendantes.

Le 10 mars 1983 a eu lieu la « grève nationale » où la force et la mobilisation des travailleurs ont imposé à l'appareil stalinien lui-même la réalisation de l'unité dans le « Commandement unitaire de lutte ». Une nouvelle « grève nationale » a eu lieu le 27 septembre contre l'état d'urgence instauré le 31 mai dans tout le pays et qui avait déjà

provoqué de nombreuses grèves de différents secteurs, comme celle de la fédération des mineurs, celle de la fédération des enseignants, la grève départementale de Puno, entre autres.

Reprenant les thèses approuvées depuis son XXV^e plénum qui soulignaient la nécessité de chasser le gouvernement de Belaunde Terry, et répondant à la volonté unitaire des travailleurs, le journal *El Minerero* (organe de la Fédération nationale des travailleurs des mines et de la métallurgie du Pérou - FNTMMP) de mai 1983, affirmait que l'actuel gouvernement « a démontré qu'il n'était pas la démocratie qu'attendait le peuple, mais bien plutôt un régime trompeur au service de l'impérialisme, des multinationales, de la bourgeoisie monopoliste, ceux-là mêmes qui sont les intimes du palais et des proches de Belaunde. Pour le peuple, c'est le régime de la faim et de la misère, des bas salaires, du chômage, de la pénurie alimentaire, de la répression contre les justes revendications, etc. »

C'est pourquoi la FNTMMP considère comme une tâche à accomplir sans retard la centralisation et l'unification des luttes des travailleurs au niveau national (...) contre le gouvernement de Belaunde, en avançant sa propre alternative. »

Izquierda Unida, regroupement front-populiste, et l'APRA, parti bourgeois qui se revendique du combat anti-impérialiste et du nationalisme, qui ont canalisé les votes d'opposition lors des élections de novembre, poursuivent une politique dont l'axe est le soutien à Belaunde au gouvernement (voir l'article sur IU). Le vote en leur faveur ne peut être expliqué, fondamentalement, que par l'absence d'un parti politique national qui offre une perspective concrète à la solution des problèmes qui touchent la majorité de la nation d'un côté, et de l'autre, par l'existence de fortes illusions (dépassant même ce qu'on aurait pu attendre) chez d'importants secteurs de la classe travailleuse par rapport à IU, qui a obtenu le pourcentage de voix le plus important dans la capitale Lima (60 % de l'électorat du pays).

En ce sens, le résultat électoral confirme le fait que le renforcement des fédérations indépendantes qui constituent aujourd'hui un axe véritable de regroupement de la classe ouvrière, est un instrument privilégié pour faire progresser le combat en faveur de l'unité contre Belaunde, pour la satisfaction des revendications des masses exploitées et opprimées du Pérou.

10 janvier 1984,
Jorge Adamastor

(1) Les actions du groupe de guérilla Sendero Luminoso, implanté dans la région d'Ayacucho et qui a rencontré un certain écho parmi les travailleurs et la jeunesse, en raison principalement de la politique de soutien au gouvernement de l'APRA et d'IU, ont été utilisées par le gouvernement comme prétexte pour une série d'arrestations et d'attaques contre les libertés démocratiques.

Le PRT rejoint le front

LE numéro n° 164 (janvier 1984) d'*Inprecor*, organe du Secrétariat unifié, publie parmi ses articles sur le Pérou un document intitulé « Autocritique du Parti révolutionnaire des travailleurs », en date du 3 décembre 1983, où il est affirmé que :

« Nous ne pensons pas que notre erreur ait résidé seulement dans le fait de ne pas avoir retiré nos listes pour apporter un soutien critique à l'IU (le PRT a présenté ses propres listes dans six municipalités lors des élections de novembre - NDLR). Nous estimons que cette erreur a été plus importante et plus profonde. Depuis pratiquement sa fondation (1978), notre parti a suivi une ligne dogmatique et sectaire, opposant à tort la défense de positions révolutionnaires et la construction du parti à la pratique du front unique (...). »

C'est cette même politique dogmatique qui nous a maintenus de façon irresponsable à l'écart de l'IU, en septembre 1980, quand cette coalition s'est constituée comme cadre unitaire de la gauche. Depuis lors, notre parti est resté, à tort, en marge d'IU (...).

IU est le cadre de front unique des travailleurs et du peuple péruvien.

une question de principe fondamentale pour quiconque se revendique du trotskysme, comme c'est le cas pour la section péruvienne du SU.

La première question qu'il faut poser à partir du raisonnement développé dans ce document est celle-ci : on ne doit pas opposer la construction du parti à la pratique du front unique ; mais ce problème, c'est le « front unique » avec qui, contre quoi ?

A cette question, qui concerne la composition même d'IU, le document ne répond pas, omettant le fait qu'en fait partie, par exemple, le PSR, parti du général Leonidas Rodriguez, qui se revendique de Velasco Alvarado, qui a tenté de briser les organisations indépendantes des travailleurs, allant jusqu'à organiser entre 1973 et 1975 le tristement connu MLR (Mouvement travailliste révolutionnaire) typiquement fasciste, composé de bandes de « lumps » payés par l'Etat pour attaquer les assemblées de travailleurs et les sièges de leurs syndicats. Leonidas Rodriguez, candidat soutenu par le PC aux élections de 1980, est le général qui a organisé directement la répression contre les travailleurs de Lima en 1972.

D'autre part, le Parti communiste du Pérou lui-même, qui, à cette époque, au nom de l'« unicité », soutenait les tentatives d'Alvarado pour intégrer la CGTP (indépendante) à l'Etat par le biais de la CTRP (« centrale » créée par la dictature militaire au début des années 1970), est aujourd'hui l'axe de ce regroupement de type front populiste dénommé IU. Et quelle est sa politique ?

La politique d'IU qu'omet de signaler le PRT : avec Belaunde jusqu'en 1985 !

Depuis l'arrivée au pouvoir de Belaunde, IU a porté ses efforts vers la « non-déstabilisation » du gouvernement. Cet accord a été mis clairement en lumière lors du fameux déjeuner offert au Palais du gouvernement par le président et ses ministres aux représentants d'IU en 1980.

C'est là qu'ont été mises en place les bases du soutien d'IU au plan belaudiste d'entrée de la CGTP et de la CTP au « Conseil national du travail » et la « concertation sociale », afin de briser l'indépendance de classe des travailleurs — objectif si cher à la bourgeoisie péruvienne — afin de rendre pleinement possible l'exécution des plans



Le président Belaunde Terry.

C'est pourquoi c'est dans IU que doit être impulsée l'action commune des partis de gauche, et c'est en son sein que doivent se dérouler le débat et la confrontation démocratique entre les diverses options qui existent dans la gauche. En affirmant ceci, notre parti s'engage publiquement à travailler unitairement et loyalement dans ce cadre et à impulser ses comités de base (...).

Cette « autocritique » par rapport à IU et à l'ensemble de son intervention depuis 1978, de la part du PRT péruvien, appelle une discussion internationale d'énorme importance, parce qu'elle concerne non seulement la situation spécifique du Pérou mais

AP : Action populaire, parti bourgeois du président Belaunde Terry, au pouvoir, en coalition avec le PPC (démocratie chrétienne).

APRA : Alliance populaire révolutionnaire américaine : parti constitué après la Première Guerre mondiale par Haya de la Torre. Il a été le parti traditionnel de la lutte anti-impérialiste dont il continue à se revendiquer en dépit d'une politique effectivement axée sur la collaboration avec l'impérialisme. Durant de nombreuses années, jusqu'aux

années 1960, ce parti a conservé un strict contrôle sur le mouvement syndical, par le biais de la « Confédération des travailleurs du Pérou » (CTP).

IU : Izquierda Unida (Gauche unie) : regroupement composé essentiellement par le Parti communiste péruvien, l'Union démocratique péruvienne (UDP), le PCR (maoïstes), l'UNIR (maoïstes), le PSR (parti du général Leonidas Rodriguez, qui se revendique de Velasco Alvarado).

Résultats des élections municipales du 13 novembre 1983 (en % des suffrages exprimés) :

AP : 12 %
PPC : 18 %
APRA : 38 %
IU : 32 %

populaire

de misère dictés par le FMI et parvenir à la « stabilité » ardemment désirée.

Ce n'est pas un hasard si le PCP n'a cessé d'attaquer à différentes occasions la fédération des mineurs et d'autres fédérations indépendantes qui ne se sont pas pliées à ses projets et qui, au contraire, ont mené une ferme combat en défense de l'indépendance de classe.

A ce sujet, le journal *El Minero* (organe de la fédération des mineurs) de février 1983 affirmait dans son éditorial :

« Nous, travailleurs, nous n'avons rien qui nous lie à ce gouvernement ; au contraire, c'est lui qui est responsable de ce que tant d'attaques, d'entraves et d'injustices soient lancées contre les mineurs et la classe travailleuse (...).

La défense des revendications des travailleurs et du peuple péruvien contre ce gouvernement met au premier plan la nécessité de défendre avec conséquence les libertés démocratiques et syndicales aujourd'hui foulées aux pieds (...).

(...) La voie de l'émancipation du prolétariat et de tout le peuple passe nécessairement par l'organisation indépendante de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la jeunesse. La défense de leurs organisations qui canalise toute l'énergie déployée par les masses dans leur lutte contre l'exploitation de l'homme par l'homme et l'oppression impérialiste ouvrant la voie vers la construction d'une organisation politique qui soit capable de représenter ses intérêts d'ensemble, immédiats et historiques. »

S'opposant frontalement à cette ligne politique de combat, IU mène une « campagne » pour le « changement de politique économique du gouvernement », prenant ouvertement en charge le maintien de « Belaunde à la présidence jusqu'en 1985 » (année des prochaines élections générales).

C'est en toute cohérence que le président d'IU, Alfonso Barrantes, aujourd'hui maire de Lima, a déclaré lors d'un récent voyage en Europe son soutien à la « répression contre le terrorisme » entreprise par Belaunde.

Un rapport central de la direction de la Fédération nationale des mines et de la métallurgie du Pérou, en date des 2 et 3 décembre 1983, affirme :

« (...) IU et l'APRA ont proposé le changement de cabinet et de la politique économique sans changer le gouvernement. Nous sommes respectueux de cette position, mais nous considérons qu'il s'agit d'une interprétation de la volonté des majorités nationales. Nous pensons pour notre part que ce à quoi le peuple aspire de toutes ses forces, ce n'est pas à un simple changement de gouvernement, plus encore avec de nouveaux ministres et le même président et les mêmes Chambres, ce qui ne serait qu'un maquillage de l'exécutif et du législatif. Les mêmes resteraient au pouvoir, imposant la politique que le peuple majoritaire vient de condamner (...).

De cette façon, un gouvernement minoritaire avec des Chambres elles aussi minoritaires restent et resteront au pouvoir en utilisant contre la majorité nationale qui les a rejetés et qui exige qu'ils s'en aillent.

Nous nous demandons : pourquoi le pays doit-il continuer à s'inféoder et rester sous la férule du rapace Fonds monétaire international ? Pour quelle raison le peuple doit-il

continuer à supporter plus longtemps le gouvernement minoritaire et rejeté ?

Est-ce pour cela, pour que rien ne change, que le peuple majoritaire a donné la préférence à la gauche par son vote aux élections du 13 novembre ? Nous pensons sincèrement que non.

Il n'est pas démocratique qu'une minorité isolée reste à la tête du pays.

Il n'est pas démocratique que la majorité ne gouverne pas.

Le respect de la volonté du peuple, les résultats du vote, la sauvegarde de la démocratie exigent que la nouvelle majorité consacrée par le peuple rejette la continuité du régime de la faim et de la répression, en impulsant de façon décidée la mobilisation populaire pour défaire sa politique et conquérir son départ par l'action organisée des masses. »

Tout cela, le document du PRT l'omet, car il serait alors obligé d'admettre qu'en réalité, sous prétexte de défendre un gouvernement « démocratique » contre la possibilité d'un coup d'Etat militaire, le stalinisme et IU ne font rien d'autre que laisser la voie ouverte au coup d'Etat contre le mouvement des masses. C'est là la question : ce qui caractérise ce regroupement, c'est le soutien à Belaunde dont l'orientation est donnée par le PCP sur les ordres du Kremlin, comme partie intégrante de la politique de la bureaucratie de l'URSS d'accord avec l'impérialisme en défense du maintien du statu quo mondial.

IU est bien loin, comme on le voit, de représenter un « cadre unitaire de la gauche » et bien plus encore le « cadre de front unique des travailleurs et du peuple péruvien », à plus forte raison de permettre le « débat démocratique » en son sein. Il s'agit en réalité du front populaire au Pérou, le même que celui qui, au Chili, sous la direction d'Allende, a laissé les portes ouvertes au coup d'Etat et à la dictature de Pinochet contre le peuple.

Or, traitant spécifiquement de cette question — que Léon Trotsky considérait en 1936 comme la « question centrale de la stratégie de la classe ouvrière pour notre époque » — le Programme de transition, programme de fondation de la IV^e Internationale rédigé par Léon Trotsky en 1938, résume clairement :

« La IV^e Internationale n'a, ni ne peut avoir de place dans aucun front populaire. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche c'est de renverser la domination du capital, son but c'est le socialisme, sa méthode, c'est la révolution prolétarienne. »

Nous ne connaissons pas encore la position du Secrétariat unifié à ce sujet. Cependant, la conclusion de « l'autocritique » du PRT qui dit : « Considérant qu'IU représente le chemin de l'unité pour les masses, nous demandons l'intégration du PRT à IU », cette conclusion nous amène à penser que cette prise de position constitue une profonde inflexion dans la politique de couverture et d'adaptation à l'appareil stalinien au Pérou. Il s'agit d'une décision qui n'a rien à voir avec la IV^e Internationale et qui, au contraire, risque de « représenter la voie » conduisant en définitive à la destruction du PRT en tant qu'organisation trotskyste.

Jorge Adamastor,
10 janvier 1984

Nahuel Moreno met les bourreaux et les victimes dans un même panier

LE MAS (organisation fondée par Nahuel Moreno après qu'il ait dissous le PST) a lancé une campagne après l'entrée en fonction du gouvernement d'Alfonso pour que « ceux qui ont enlevé et assassiné soient présentés devant des tribunaux et des jurys populaires ».

Pour le MAS, il s'agit de « dirigeants politiques qui ont pris, à partir des pouvoirs de l'Etat, la décision de tuer », et qui sont responsables de « génocide et de crime contre l'humanité ».

En effet, le démantèlement de l'appareil répressif de la dictature exige que tous les militaires et civils qui ont appliqué une guerre implacable contre le peuple soient jugés et condamnés par le peuple lui-même. C'est ainsi que le comprennent des milliers de manifestants qui ont crié à de multiples reprises : « Au poteau, les militaires qui ont vendu la Nation ! » C'est enfin, non pas l'unique, mais la plus importante signification du vote contre la dictature.

Mais nous devons constater (cf ci-contre la reproduction intégrale d'un article de *Solidarité socialiste* n° 52, organe du MAS) que pour les dirigeants morenistes, les responsables du génocide ne sont pas exclusivement les militaires et les civils qui ont collaboré à la « disparition » et à l'assassinat de milliers de citoyens, de centaines de militants syndicaux et politiques (en particulier de la Jeunesse péroniste et des Montoneros).

Non, pour le MAS, les Montoneros sont aussi responsables de génocide et devraient être jugés par les mêmes tribunaux. Le MAS affirme, de la même façon exactement qu'Alfonso, qu'il s'agit d'une « variante de génocide, de signe différent mais de contenu égal à celui des généraux qui ont exercé le terrorisme d'Etat ».

Il est nécessaire d'affirmer bien clairement que cette position réac-

« Solidarité socialiste » n° 52

« Firmenich a le droit de revenir mais il devrait se soumettre au même tribunal politique »

« L'annonce du retour de Mario Firmenich, un des fondateurs et dirigeants des Montoneros, a amené ceux qui acceptent sans s'en scandaliser que le général Camps écrive et circule librement dans le pays, à développer une campagne malhonnête qui nuit à leur prestige. De diverses manières, on tente de dénier son droit à rentrer au pays. De hauts fonctionnaires radicaux menacent de le faire passer en justice ordinaire, comme s'il était un délinquant commun, coupable d'un simple vol ou assassinat.

Ils tentent de nier de cette façon le fait que Mario Firmenich est un des principaux dirigeants politiques du pays, dont la lutte a été et est basée sur des idées et des objectifs sociaux, pour lesquels il a mis sa vie en jeu et auxquels il la consacre.

Le dirigeant de ce qui a été la guérilla péroniste a le droit de revenir au pays et d'être traité comme un dirigeant politique et non comme un délinquant de droit commun. Et nous défendrons ce droit.

Mais précisément, comme dirigeant politique, nous pensons que Mario Firmenich devrait être jugé par le même tribunal ouvrier et populaire qui devrait juger les responsables des enlèvements et assassinats.

C'est que très probablement l'orientation de Firmenich pourrait être cataloguée comme d'une politique criminelle et une variante du génocide, d'un signe différent mais d'un contenu égal de celle des généraux qui ont exercé le terrorisme d'Etat.

Même s'il est certain que ni Firmenich, ni les Montoneros n'ont pu compter sur les rouages de l'Etat, ils ont pratiqué la tuerie indiscriminée, ils ont assassiné des politiciens comme Mor Roig et des syndicalistes et ils ont déclaré la lutte armée contre un gouvernement comme celui d'Isabel Peron qui, en son temps, avait eu plus de voix et un plus grand soutien ouvrier et populaire que le gouvernement actuel d'Alfonso.

Nous ne doutons pas que, précisément, en raison de son caractère de dirigeant politique, Firmenich n'hésitera pas à se soumettre au tribunal ouvrier et populaire et à y exercer sa défense politique. »

tionnaire n'a rien à voir avec la IV^e Internationale et est indigne d'un démocrate. Nous ne confondons pas les bourreaux et les victimes.

Nos divergences politiques avec les Montoneros, notre opposition dans certaines circonstances aux méthodes du terrorisme individuel ne nous empêchent pas de manifester notre solidarité avec les Montoneros et

d'exiger le droit, pour Mario Firmenich et les autres dirigeants de la Jeunesse péroniste qui sont exilés, de rentrer librement en Argentine.

Il s'agit de la reconnaissance élémentaire de la solidarité envers ceux qui ont été à l'avant-garde de la résistance contre la dictature militaire.

L. F.
19 janvier 1984



Manifestation des Mères de la place de Mai.

Jaruzelski s'acharne contre les prisonniers politiques

On trouvera ci-dessous la reproduction d'un appel lancé par un collectif d'avocats français pour la défense des prisonniers politiques en Pologne. Les faits qui sont donnés attestent du redoublement de la répression en Pologne ainsi que de son caractère. Le régime de Jaruzelski, qui prétend avoir renoncé à l'« état de guerre » mais qui, plus que jamais, est effectivement en guerre contre tout le peuple de Pologne, vient de franchir un nouveau pas dans le déni des droits les plus élémentaires. Il a arrêté un avocat de la défense, M^e Bednarkiewicz. M^e Bednarkiewicz était, entre autres, défenseur d'Edmund Baluka.

La situation des prisonniers politiques est très alarmante. Edmund Baluka, qui fait la grève de la faim pour que sa femme Françoise Baluka et son fils Mikael obtiennent un visa — il n'a pu les voir depuis son arrestation le 13 décembre 1981 — est « nourri de force » et est interdit de visite. Les prisonniers politiques de Barzewo responsables de *Solidarność* qui s'étaient associés à sa grève de la faim ont été transférés sans que l'on connaisse le lieu où ils sont incarcérés. Les grèves de la faim se poursuivent également dans d'autres prisons comme celle de Strezlin où, selon une dépêche de l'AFP, certains de ces prisonniers ont déjà perdu jusqu'à 15 kilos.

Isolé et contraint de l'admettre, le régime de Jaruzelski s'acharne sur les meilleurs représentants de l'avant-garde combattante du peuple polonais. Il compte, comme toujours, sur le silence. Les militants des organisations affiliées à la « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » multiplieront les initiatives pour aider à une large mobilisation des travailleurs aux côtés de leurs frères de classe de Pologne et des militants frappés par la bureaucratie.

Le Collectif des avocats pour la défense des emprisonnés politiques en Pologne exprime ses graves inquiétudes à la suite des nouvelles les plus récentes concernant les conditions de détention des dirigeants et militants de *Solidarność* dans les différentes prisons de Pologne. Les brimades se sont multipliées, notamment à l'égard de ceux qui ont déclenché des grèves de la faim pour que soient respectés leurs droits.

C'est ainsi qu'Edmund Baluka, qui depuis le début de sa détention en décembre 1981 n'a pu voir une seule fois sa femme et son enfant, a été frappé d'une sanction le privant pendant trois mois du droit de recevoir la visite d'un membre quelconque de sa famille et même de son avocat. Ses huit codétenus de *Solidarność*, qui faisaient la grève de la faim avec lui, ont été transférés de la prison de Barzewo probablement à celle de Bartoszewo. Le but recherché est de tenter de briser le moral des détenus, de les couper du monde extérieur et d'empêcher toute information sur leur sort.

Par ailleurs, l'on savait combien précaires et limités étaient les droits de la défense en Pologne. Or, voici que les sanctions frappent les défenseurs parmi les plus notoires de *Solidarność* et du KOR.

Maître Sila-Nowicki, avocat d'Anna Walentynowicz, vient d'être atteint par une limite d'âge très récemment fixée par les autorités.

Maître Andrzejewski, avocat de Gwiazda, l'un des sept dirigeants de *Solidarność*, vient d'être suspendu pour un an du barreau de Varsovie.

Enfin, est arrivée le 12 janvier 1984 la nouvelle de l'arrestation de Maître Maciej Bednarkiewicz, l'un des avocats les plus connus de *Solidarność*. Selon l'agence officielle polonaise, l'avocat est « soupçonné d'incitation à faux témoignage, d'assistance à personnes se cachant et faisant l'objet d'avis de recherche, d'incitation à dévoiler les secrets d'Etat et professionnels ».

Maître Bednarkiewicz est l'avocat entre autres de la partie civile dans l'affaire des coups mortels donnés au jeune Grzegorz Przemysk dans un commissariat de police ; de Jan Rulewski, l'un des sept dirigeants de *Solidarność* ; de l'épouse de Janas, dirigeant de *Solidarność* clandestine (Ursus), qui a été menacée et brutalisée par la police ; d'Edmund et de Françoise Baluka.

Le Collectif des avocats pour la défense des emprisonnés politiques en Pologne propose d'engager une campagne active de protestations contre les brimades et les violations des droits de la défense dont sont victimes les emprisonnés politiques en Pologne. Il demande particulièrement aux avocats des divers barreaux de France, mais aussi des autres pays, de manifester leur totale solidarité avec les avocats de Pologne qui, courageusement, s'efforcent, malgré les obstacles et les risques, d'assurer la défense de toutes les victimes d'une répression syndicale et politique qui va chaque jour s'aggravant. »

16 janvier 1984.

Pour le Collectif,

Rémy Douarre, Yves Dechezelles, Françoise Cotta

Adresse du Collectif : M^e Françoise Cotta, 132, boulevard Saint-Germain 75006 Paris
ou contact éventuel : M^e Yves Dechezelles, 2, rue du Mal-Harispé 75007 Paris (tél. : 705 18 55).

Le vocabulaire de la bureaucratie

Nous publions ci-dessous un extrait du bulletin de janvier de *Solidarność*, le bulletin d'information publié par le bureau de coordination du syndicat *Solidarność* à l'étranger.

La presse de *Solidarność* à Varsovie a révélé les dernières recommandations de la propagande du parti, précisées dans une note confidentielle du département de la Propagande auprès du comité central du POUP. Voici les plus importantes d'entre elles :

— Eviter les expressions : « notre acquis inaliénable » ou « l'acquis inaliénable ».

— Lier ensemble les mots : « *Solidarność* - Crise - Grèves », pour qu'ils se transforment en un bloc associatif.

— Détacher à chaque occasion la direction du syndicat de sa base ouvrière. Inventer les expressions associatives du genre : « La direction du syndicat - la politique extrémiste », « La direction - les objectifs étrangers à la classe ouvrière ».

— Diminuer (réduire, tourner en dérision) l'importance de l'activité clandestine menée par *Solidarność* ainsi que ses conséquences. Ostensiblement, tourner en dérision toutes les manifestations de rue. Accorder le moins de place possible dans les mass-medias, transmettre les informations sur leur activité clandestine aux cadres supérieurs seulement.

— A chaque occasion, rendre *Solidarność* responsable de la chute de la production d'il y a deux ans, la rendre responsable de la pénurie des logements, de l'alimentation et des produits du marché. Faire abs-

traction de toutes les démarches positives de *Solidarność*, par exemple, dans l'affaire des revendications exprimées par les ouvriers, déclarer qu'elles ont été formulées bien avant déjà par les cellules du parti attachées à chaque entreprise. Citer l'ancien syndicat uniquement dans un contexte d'erreurs : par exemple, trop de revendications économiques comme l'une des sources de la crise. Faire abstraction des erreurs commises par le parti. Eviter les propos sur le rôle directeur du parti formulés dans le contexte de la réalisation d'après guerre. Passer sous silence absolu les procès (même ceux qui ont abouti à une condamnation) des anciens militants du parti et des anciens fonctionnaires de l'administration, surtout départementale. L'appareil moyen doit avoir un sentiment de sécurité. Ne pas citer l'affaire et le nom de Narozniak (1), cela aurait pu inciter au colportage du document volé par lui. Appeler les événements des années passées de façon extrême, par exemple la « provocation de Rulewski » (2), « l'attaque du commissariat à Otwock » (3), l'attaque encouragée par *Solidarność*, « la grève à l'école des pompiers - grève provoquée ». Exagérer l'importance de Radom (4) et du 1^{er} congrès de *Solidarność* (5), surtout le message adressé aux peuples de l'Europe de l'Est. Faire croire que l'activité de *Solidarność* a failli provoquer une intervention. Ridiculiser Walesa, déstabiliser son autorité, le brouiller avec ses conseillers. Exposer ses atta-

ches familiales américaines et ses comptes en banques étrangers. Citer ses interviews concernant les sanctions (sans justifier toutefois cette position). Eviter de rappeler le nombre des effectifs de *Solidarność*. Rendre *Solidarność* responsable des morts innocents et n'en parler seulement que lorsqu'il y aura nécessité absolue.

(1) Mathématicien et imprimeur de *Solidarność* à Varsovie. Il a imprimé et diffusé un document secret, émanant du procureur général, sur la façon dont il faut agir avec les militants de l'opposition démocratique. Arrêté et peu après relâché à la suite d'une action de protestation faite en sa faveur par les ouvriers de Varsovie. Pendant l'état de guerre, il a été pris alors qu'il colportait des tracts, et lorsqu'il a essayé de s'évader il a été blessé par balle. Transporté à l'hôpital, il a été kidnappé par l'un des groupes clandestins de *Solidarność*. Narozniak a vécu caché jusqu'en septembre 1983.

(2) Passage à tabac des militants de *Solidarność* régionale de Bydgoszcz, fait par les miliciens en mars 1981. Parmi les personnes battues, il y a eu Jan Rulewski, président de *Solidarność* régionale.

(3) En 1981, à Otwock, petite ville à proximité de Varsovie, la foule, ameutée par les informations sur les sévices corporels violents subis par les détenus, allait incendier le commissariat. C'est Adam Michnik qui a sauvé les miliciens du lynchage.

(4) Il s'agit là de la réunion de la Commission nationale de *Solidarność* avec les présidents des différentes régions qui a eu lieu à Radom les tout premiers jours de décembre 1981. Les dirigeants ont insisté pour raffermir la politique du syndicat à l'égard du pouvoir.

(5) La résolution de l'assemblée générale de *Solidarność* en direction des ouvriers de l'Europe de l'Est. C'était un appel à diffuser l'idée de *Solidarność*.

BIULETYN INFORMACYJNY

La lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière ne peut être menée que par la classe ouvrière elle-même

A Paris, se sont tenues en octobre 1983 des Journées d'études du PSPP (Parti socialiste polonais du travail) dont Edmund Baluka est l'un des fondateurs.

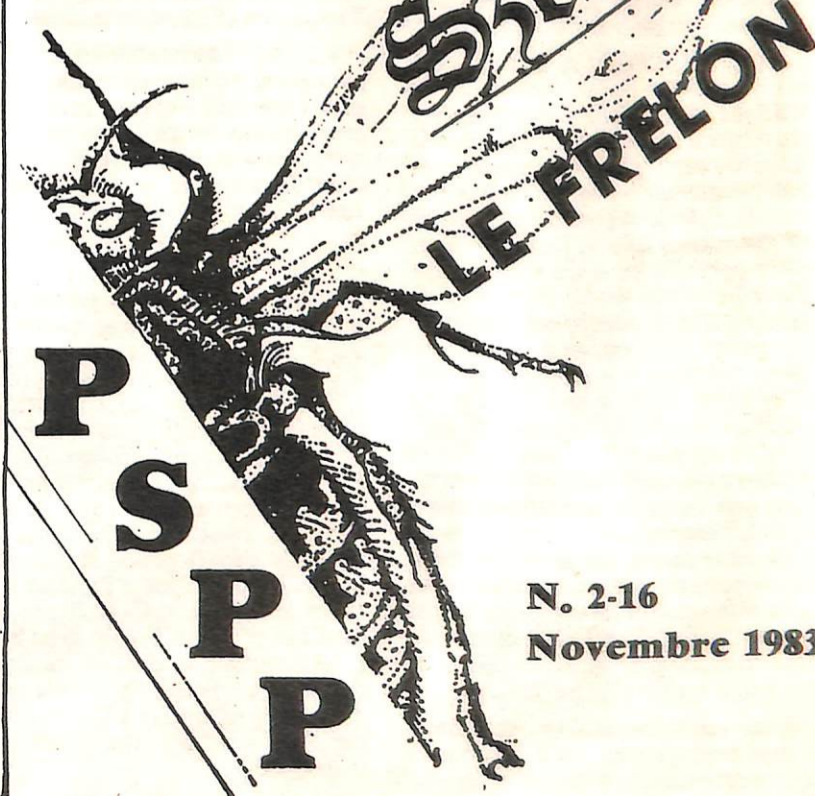
Dans ces Journées d'études sont notamment intervenus Françoise Baluka, M^e Yves Dechezelles, Stanislaw Kaszmarcy, Danuta Nowakowska, Pierre Lambert, Heinrich Saar et Jan Tesar.

Un numéro spécial de l'édition française de *Szerszen* (« Le Frelon ») reproduit les débats de ces Journées d'études.

Il est en vente au prix de 10 F (commandes à l'Association *Szerszen*, 91, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris).

LISEZ, ABONNEZ-VOUS AU FRELON

édition française ou polonaise



N. 2-16
Novembre 1983

Algérie

Durcissement et amplification de la répression

PLUSIEURS centaines de morts : tel est le tragique bilan que la presse internationale dresse au lendemain des émeutes qui ont secoué tout le Maroc dans la semaine du 17 au 25 janvier 1984. Comme en Tunisie (voir notre article), les masses laborieuses, exaspérées par la hausse brutale des prix des produits de première nécessité, sont descendues dans la rue pour « réclamer le droit à la vie ». Dans les deux pays du Maghreb s'affirme avec force une volonté de refus des plans d'austérité dictés par l'impérialisme, via le Fonds monétaire international.

Et l'Algérie ? Tout semble fait pour accréditer l'idée que le pays est « calme », qu'il n'y règne « aucune agitation ». Pourtant, selon le correspondant du journal *Le Monde* (17 janvier 1984), « 400 arrestations ont été opérées en Oranie, dans l'Algérois et dans les Aurès en octobre 1983 », et le même journal mentionne l'existence d'un comité qui s'est formé pour la libération de Maître Ali Yahia Abdenour, et qu'« une pétition portant 2 700 noms avec professions a été remise au ministère de la Justice (...). Six personnes arrêtées fin décembre pour détention de

tracts sont actuellement incarcérées à Alger. » Par ailleurs, la Ligue des droits de l'homme et l'Association internationale des juristes démocrates ont été informées.

C'est ainsi que l'opinion publique ouvrière et démocratique vient d'apprendre qu'en Algérie, une dure répression sévit depuis des mois. Des étudiants, des amis d'A. Ben Bella, des femmes qui ont combattu pour leurs droits, ceux qui défendent les droits culturels berbères subissent la répression. Et effectivement, fin décembre, 11 personnes — 9 hommes et 2 femmes — ont été emprisonnées sous l'accusation d'appartenance à l'Organisation socialiste des travailleurs, section de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

Cette répression ne peut être séparée de la situation qui règne dans le pays et que l'élection de Chadli — seul candidat ! — à la présidence ne peut masquer. Hausse constante du coût de la vie, préparation d'une augmentation généralisée des loyers, plans de remise en cause de la Sécurité sociale. Et enfin, expulsion brutale des habitants des « bidonvilles »

d'Alger, baptisée opération « dégourbisation » et menée à bien par la police, l'armée et l'appareil du parti.

L'Organisation socialiste des travailleurs, dans son journal *Tribune ouvrière*, combat pour que la parole soit donnée au peuple algérien, pour que le peuple algérien décide. Elle se prononce pour le rétablissement de toutes les libertés démocratiques et ouvrières et pour la libération de tous les détenus politiques, pour l'élection au suffrage universel d'une Assemblée constituante souveraine.

L'accentuation de la répression en Algérie met au premier plan la nécessité de l'action contre les arrestations, pour la libération des détenus politiques. Une initiative importante a déjà été prise en France : on trouvera ci-dessous le texte d'un appel à la constitution d'un comité pour la libération des prisonniers politiques, ainsi que la liste des premiers signataires qui démontre d'ores et déjà que ce n'est pas dans le silence que la répression pourra continuer à se développer en Algérie.

23 janvier 1984,
H. Vigier

Appel pour la constitution d'un comité pour la libération des emprisonnés politiques en Algérie

UNE importante vague d'arrestations a eu lieu en Algérie depuis les trois derniers mois.

Les soussignés décident de porter à la connaissance de l'opinion publique les principales personnalités arrêtées :

- Ali Yahia Abdenour, vieux militant nationaliste, âgé de 64 ans, qui a défendu en tant qu'avocat les militants arrêtés en Kabylie.

- Fattouma Ouzegane, héroïne de la guerre de libération nationale.

- Louiza Hannoun, juriste.

- Leila Souidi, géographe-urbaniste.

Toutes trois animatrices du Collectif-Femmes contre le Statut Personnel, pour le droit des femmes.

- Abderahmane Arfountni, enseignant, militant syndicaliste.

- Mohamed Nakkache, vieux militant nationaliste, ancien ministre de la Santé.

- Mme Nakkache, dont on n'a aucune nouvelle depuis son arrestation.

- Omar Sakhri, ex-membre du comité central du CNRA.

- Mohamed Kharisse, ouvrier, ancien délégué syndical.

- Boubakar Benmansour, militant.

- Ouadah Benaouda, ancien militant de l'OS, homme du 1^{er} novembre 1954.

Que leur reproche-t-on, ainsi qu'aux nombreuses autres personnes incarcérées, pour certaines depuis des années ?

Pour les uns, de défendre les droits culturels berbères ; pour d'autres, d'animer le « Collectif femmes » ; pour d'autres enfin, d'avoir eu des relations avec M. Ben Bella.

Les récentes arrestations concernent des personnes accusées d'être des militants de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), section algérienne de « IV^e Internationale (CIR) ».

Le dénominateur commun à toutes ces arrestations est clair : on dénie en Algérie le droit de se réunir, celui de distribuer un tract, d'émettre une opinion politique différente de celle du pouvoir.

Nous, soussignés, nous élevons contre l'arrestation arbitraire dont

sont victimes ces personnes, demandons leur libération, ainsi que celle de tous les détenus politiques.

B. Stora, assistant Paris VII - M. Harbi, historien - L. Schwartz, mathématicien - C. Bourdet, journaliste - S. N'Dango, syndicaliste - M. Leiris, écrivain - D. Guérin, historien - M. Nadeau, écrivain - D. Champault, ethnologue - G. Rouget, directeur de recherches CNRS - D. Fraysse, avocate - S. Nair, professeur sciences politiques Paris VIII - M. Belhadj, journaliste - S. Bachir, syndicaliste - K. Amour, maître-assistant Paris VIII - A. Salhi, étudiant-syndicaliste - Taleb-Sayeh, journaliste - L. Abssi, retraité - Mousa, syndicaliste - P. Broué, historien - Maîtres : Buhl, D. Marouani, H. Carrera-Rubinstein, Bourdon, Maison-Neuve, J.-L. Malterre, Dolard, Lejard, Lambert, Viallet : avocats - A. Khalaf, F. Blot, J. Coby, Waizani, P. Ménard : médecins - Fiere, professeur de médecine - D. Berger, assistant sciences politiques Paris VIII - J.-M. Vincent, directeur UER sciences politiques Paris VIII - J. Valier, professeur sciences économiques Paris X - J.-P. Audigier, professeur lettres anglaises Paris VIII - A. Challier, enseignant Beaux-Arts - Coppon, psychiatre - J. Aster, directeur auditorium M. Ravel Lyon - F. Mennecier, chercheur CNRS - M.-F. David, syndicaliste - M. Combe, enseignante - W. Andreff, J.-P. Dougeon, universitaires Grenoble.

Au cours de l'année 1983, *Tribune internationale* a consacré plusieurs études et articles à l'Afrique dans son ensemble et aux pays du Maghreb.

Rappelons notamment :

- dans le numéro 13 (avril 1983) « La question de l'Assemblée nationale souveraine au Sénégal ».

- dans le numéro 15 (juin 1983), un dossier

sur le Maghreb (l'unité maghrébine, le Maroc, l'Algérie, Islam et politique).

- dans le numéro 16 (juillet/août 1983), « La grève des enseignants en Côte-d'Ivoire ».

- dans le numéro 17 (septembre 1983), un dossier sur l'Afrique du Sud et un article sur l'intervention impérialiste française au Tchad.

- dans le numéro 20 (décembre 1983), « Le Maroc et l'impérialisme ».

Déclaration politique

Le peuple a dit assez au gouvernement ! Le peuple exige un changement de cap !

La déclaration que nous publions ci-dessous ne nous est parvenue qu'au moment où *Tribune internationale* était déjà sous presse. Les circonstances nous empêchent donc de la placer dans les pages consacrées à la situation au Pérou (pages 6 et 7). L'importance de cet appel, lancé par des dirigeants syndicaux et des militants de diverses tendances, représentatifs de larges secteurs de la classe ouvrière péruvienne, imposait cependant que nos lecteurs en aient rapidement connaissance. Ces responsables et militants, tirant les leçons de la défaite subie par le gouvernement de Belaunde Terry lors des élections municipales, constatent que le gouvernement est frappé d'illégitimité par le verdict du peuple. Ils posent la question de la lutte unie pour que la souveraineté du peuple s'exerce et qu'il soit mis fin au gouvernement Belaunde Terry.

LORS des élections du 1^{er} novembre dernier, en votant de façon écrasante contre les candidats gouvernementaux et en faveur d'Izquierda Unida et de l'APRA, le peuple exploité et opprimé a dit ASSEZ ! au gouvernement de Belaunde Terry, ASSEZ aux politiques officielles de misère, d'insécurité et de répression contre la majorité nationale.

La volonté du peuple, qui s'est exprimée de façon plébiscitaire dans les élections municipales et pas seulement pour un simple changement des directions municipales, doit être respectée. Le respect de la démocratie et les besoins pressants de notre peuple exigent un changement de cap immédiat et véritable dans la vie du pays. Les choses ne peuvent rester inchangées, comme si rien ne s'était passé. Le président de Izquierda Unida, M. Alfonso Barrantes Lingán, élu maire de Lima, a exigé, le soir de la victoire, le changement du gouvernement et la modification de son actuelle politique économique, ce qui devrait signifier l'application d'une politique qui rompe avec la subordination au FMI et qui satisfasse les revendications non résolues du peuple, et serait l'expression concrète du respect de la volonté souveraine.

La situation est claire, elle est aussi urgente. Le gouvernement, aussi bien l'exécutif que le Parlement, se sont retrouvés à partir du 13 novembre frappés d'illégitimité, en recevant la censure sans appel du peuple, puisqu'en trois années de fonction, il n'a rien décidé d'important pour la nation, et qu'il a en revanche couvert et toléré la vague de corruption et d'immoralité portant atteinte au pays.

Cependant, malgré tout cela, le gouvernement de Belaunde, non seulement se refuse à modifier le cap de sa politique, mais s'obstine à renforcer les liens avec le FMI pour continuer à appliquer sa politique contre le peuple et la nation.

Le respect de l'authentique démocratie et de la décision souveraine du peuple exige que la nouvelle majorité consacrée par le peuple, surtout Izquierda Unida, ne se soumette pas à la continuité du gouvernement AP-PPC, rejeté comme illégitime par le peuple. La responsabilité que le peuple a remise à Izquierda Unida et à l'APRA est claire et inéluctable : personne ne supporte plus l'actuelle situation, elle doit changer.

Si le gouvernement ne le comprend pas, et si n'apparaissent pas immédiatement la fin de cette politique de faim et son remplacement par une politique au service de la majorité nationale, ce sera parce que ses liens avec l'impérialisme et les multinationales l'ont rendu incapable de faire écho à l'exigence populaire. Si cette situation persiste, il revient à l'opposition majoritaire, et en particulier à Izquierda Unida, de se mettre à la tête de l'ensemble du peuple, de ses organisations populaires, syndicales, politiques pour brandir la bannière d'élections générales libres et souveraines immédiates pour un nouveau gouvernement, qui soit capable de résoudre les problèmes du pays.

A l'ensemble des forces révolutionnaires, de classe, progressistes, composantes de Izquierda Unida et/ou aux militants de classe indépendants, il revient d'assumer la tâche de renforcer d'en bas l'organisation de notre peuple pour défendre la victoire du 1 novembre et être prêts à toute éventualité.

Suivent de nombreuses signatures de militants syndicalistes et de militants politiques, parmi lesquels :

Victor Cuadros Parades, président FNTMMP, Edgardo Cuba E., secrétaire général de la Fédération des employés de banques, Nazario Tintaya P., secrétaire général de la Fédération nationale des employés municipaux, Julio Castro Celis, maire élu de San Luis (Izquierda Unida), Pedro Mendoza Y., secrétaire des relations extérieures de la Fédération Luz y Fuerza, Miguel Ortecho, conseiller élu de Ancon (Izquierda Unida), Francisco Gonzalez, Porfirio Delgado, Maximo Paz Calle, Guillermo Diaz Sojo, Santiago Machaca, membres de la direction de la Fédération nationale des travailleurs des mines et de la métallurgie (FNTMMP), Guillermo Lobon A., Fidel Perez, membres de la direction du syndicat des travailleurs de Moraveco, José Ona Meono, avocat du travail, Ana Maria Zegarra, Carmen Velarde, Benigno Gutierrez, Jorge Villaran.

Interview de Mesias Tatamuez, secrétaire de la Fédération nationale des organisations

MESIAS Tatamuez est secrétaire général de la Fédération nationale des organisations paysannes (FENOC) et secrétaire général adjoint de la Centrale équatorienne d'organisations de classe (CEDOC).

La FENOC a été fondée en 1968 et regroupe toute une série d'associations paysannes régionales. Elle fait partie, avec d'autres organisations nationales paysannes, du Front unique de lutte paysanne (FULC), créé pour combattre contre la « loi de développement agricole » (Ley de fomento agropecuario), qui donne aux latifundistes le droit de se servir de la force publique contre les paysans travaillant pour lui.

Le CEDOC était à l'origine (1938) une centrale syndicale dominée par le Parti conservateur. A partir de 1965, elle est contrôlée par la Démocratie chrétienne. Mais à l'occasion du XII^e congrès, en 1976, les dirigeants démocrates-chrétiens sont exclus et la CEDOC devient indépendante. A partir de cette rupture, la CEDOC développe une nouvelle politique et adopte une « déclaration de principes » qui affirme notamment :

« La CEDOC est sensible aux sentiments démocratiques profonds du peuple équatorien et elle s'identifie avec les objectifs les plus élevés du prolétariat.

Nous considérons que la lutte démocratique n'est pas incompatible avec la lutte pour le socialisme ; bien au contraire, elle n'est qu'un processus unique où le prolétariat établit les alliances nécessaires avec la paysannerie et d'autres secteurs populaires pour créer le pouvoir populaire qui détruit l'Etat capitaliste, qui instaure la dictature du prolétariat et qui ouvre la voie à la société socialiste.

(...) L'étape actuelle du capitalisme, système auquel appartient notre pays, est marquée par la présence de grands monopoles internationaux qui exploitent une grande partie de la planète et qui, par des mécanismes multiples, ont mis leurs griffes sur notre pays. Notre lutte anti-capitaliste est, par conséquent, une lutte anti-impérialiste.

(...) Nous nous solidarisons avec les peuples qui ont trouvé le chemin de leur libération, spécialement avec Cuba et le Nicaragua ; avec les peuples qui luttent les armes à la main contre l'intervention US en Centramérique, comme les peuples du Guatemala et du Salvador. Nous exprimons notre engagement de lutte pour l'unité des peuples latino-américains pour affronter et défaire notre principal ennemi, l'impérialisme US.

Le syndicalisme que nous pratiquons ne pourchasse personne à cause de son affiliation à un parti quelconque, parce que la Centrale n'appartient à aucun parti politique ; la Centrale a sa propre politique de défense des intérêts des travailleurs et elle contribue à renforcer les organisations politiques révolutionnaires et leur unité. L'indépendance face à l'Etat : dans une société de classes comme la nôtre, l'Etat est l'organisation politique supérieure des exploités, c'est pourquoi nous pratiquons le syndicalisme indépendant par rapport à l'Etat et aux gouvernements de nos ennemis. »

d'Equateur lui-même a condamné cette politique, en disant qu'on était en train de trahir le peuple.

La riposte des travailleurs

D'autre part, le coût de la vie est très élevé, les articles de première nécessité et les combustibles ont augmenté de 75 %. Pendant que les salaires montent par l'escalier, les articles de première nécessité prennent l'ascenseur.

Question : Quelle a été la réponse des travailleurs face à cette politique ?

Réponse : Les mobilisations populaires, les grèves de l'année dernière et de cette année ont constitué cette réponse et marqué un rejet du gouvernement. Le pays s'est trouvé pratiquement paralysé. Ce sont les centrales syndicales dirigées par le Front unitaire des travailleurs qui l'ont paralysé, mais avec le soutien massif du peuple équatorien et des fonctionnaires. Le gouvernement a prétendu que les « ennemis » du peuple ce sont ceux qui ont paralysé le pays. C'était faux, c'est la faim, l'injustice que nous voyons chaque jour qui ont amené, y compris la bureaucratie d'Etat, à dire : « Cela suffit ». Parce qu'ils avaient besoin d'une hausse des salaires. Les salaires actuels dans notre pays sont de 5 800 sucres et un Equatorien ne peut plus vivre aujourd'hui avec moins de 10 000 sucres. C'est pourquoi nous sommes en train d'exiger du gouvernement, à travers le Front unitaire des travailleurs où sont regroupés toutes les centrales syndicales, un salaire de 10 000 sucres mensuels et le contrôle immédiat sur les articles de première nécessité, le blocage des prix. On a mis en avant l'expulsion de nombreux organismes internationaux, la nationalisation, par exemple, du pétrole et de l'industrie. Ce sont des propositions anti-impérialistes.

La loi de sécurité nationale

Les grèves ont été une épreuve de force, il y a eu des morts. Le gouvernement, pour effrayer le peuple équatorien, a déclaré l'état de siège, lors des grèves en octobre 1982. Mais le peuple équatorien a été rendu plus furieux encore et a transgressé cette loi. Ces lois sont copiées sur celles du Brésil, copiées elles-mêmes sur les USA, sur tous les pays réactionnaires d'Amérique latine, et elles ont été mises en place suivant les mêmes accords militaires.

Question : C'est la fameuse loi de sécurité nationale ?

Réponse : Bien sûr. Cette loi donne des attributions dictatoriales au président. Le président, quand il déclare l'état de siège, est le seul à pouvoir décider, et c'est pourquoi nous exigeons l'abrogation de cette loi.

Les prisons se sont remplies, mais les prisonniers ont dû être libérés grâce à la lutte même du peuple parce que le pays est resté paralysé huit jours durant, et nous étions prêts à continuer la grève si le gouvernement ne donnait pas une réponse. Nous ne sommes pas d'opposition pour être d'opposition : nous détenons la vérité, nous savons ce qu'est vivre dans la misère, et nous savons dans quel pays nous vivons. Mais, de l'extérieur, on pense souvent que le gouvernement équatorien est un gouvernement démocratique.

C'est aussi l'appareil militaire qui dirige le pays. Il y a un pantin comme président civil, mais ce sont les militaires qui décident, eux qui en der-

nière instance sont responsables de toute violence (...), aucun Equatorien ne connaît le montant du budget des militaires, parce que ceux-ci disent qu'ils ont la Cour militaire et que seule la Cour militaire doit le connaître (...). Les militaires se couvrent derrière l'écran d'un président civil.

L'état de siège est mis en place par décret, mais ce qui existe en permanence, c'est la loi de sécurité nationale. Et la lutte du peuple est pour l'abrogation de la loi. Alors, le président de la République dit : « Selon la loi de sécurité nationale, article tant, il convient de déclarer l'état de siège. » Il n'y a plus de chambre qui détienne le moindre pouvoir. Seul dirige l'exécutif avec les militaires.

Question : Cette loi est-elle issue du Parlement ou directement du pouvoir exécutif ?

Réponse : Cette loi a été faite directement par les militaires, par la dictature précédente. Mais les militaires étaient tellement incapables qu'ils ne se sont jamais risqués à la mettre en place mais ils ont laissé quelques pantins dire : « Vous devez l'appliquer ». Cela a été leur première condition pour rendre le pouvoir, et la première chose qui a été

populaire a été sanglante, parce que les communes, les associations et les coopératives avaient pris la terre, ce que, nous, nous appelons « récupération de la terre ».

En 1973, la dictature militaire de Rodriguez Lara a intégré dans cette même loi l'article 25 qui dit que toutes les terres non cultivées (85 % de la terre) doivent être remises à la paysannerie. Le peuple pensait que cette loi allait être appliquée, que cet article allait correspondre à une réalité, ce ne fut pas le cas. Mais la FENOC, avec les autres centrales syndicales, a engagé cette lutte, et de 1973 à 1979 des occupations de terre ont eu lieu dans tout le pays. Il y a eu des morts. Ce qu'a fait la dictature militaire de Rodriguez Lara, c'est décapiter le mouvement en assassinant les dirigeants (...). La lutte des paysans a été puissante, mais une autre dictature est venue ensuite.

Il y a eu une restructuration de la loi de la réforme agraire appelée « codification ». A chaque lutte populaire, les autorités codifient la loi et, en outre, lui donnent une réglementation. Bien sûr, pour être appliquée, toute loi a besoin d'une réglementation, mais il s'agit dans ce cas d'une réglementation contradictoire avec la loi (...). Maintenant,



Manifestation à Quito, lors de la dévaluation de la monnaie équatorienne.

discutée, dès les premiers jours, au Parlement, ce fut la « loi de sécurité nationale » et elle a été approuvée, envoyée à l'exécutif, et l'exécutif l'a signée.

La question agraire

Question : Comment se présente la question agraire en Equateur ?

Réponse : La loi de réforme agraire a été déclarée en 1964, l'argument des propriétaires terriens était que c'était une loi copiée sur Cuba, le Pérou, le Mexique. Mais nous, nous savons pourquoi cette loi a été décidée : pour calmer les paysans, parce qu'en 1962, tous les « huasipongeros » (*), ceux qui vivaient comme « métayers » et « petits propriétaires » auxquels le propriétaire terrien donnait la parcelle la plus misérable pour qu'ils travaillent gratuitement sur leur hacienda, ont commencé à engager une dure bataille pour que ce lopin de terre soit à eux. La réforme agraire n'a jamais fonctionné ici, elle n'existe que sur le papier. La lutte

tous les propriétaires terriens demandent l'abrogation de la réforme agraire, tous. Et nous, nous la défendons telle qu'elle est, parce que c'est la seule marge qui nous reste pour combattre. Les propriétaires terriens ont demandé la loi sur l'aide à l'agriculture que cette Chambre a déjà approuvée et cela donne au propriétaire une garantie de 24 heures pour déloger un paysan.

Question : Quels sont les problèmes spécifiques de la population indienne ?

Réponse : Ils ont aujourd'hui un problème bien spécifique, en particulier à l'ouest. Parce que, depuis qu'on a trouvé du pétrole, les grandes compagnies comme la Texaco les délogent et les envoient dans d'autres régions (...). La FENOC lutte pour le respect du territoire indien...

Le gouvernement, pour appliquer « la loi de réforme agraire » qui est aussi une loi de « colonisation », faisait venir des colons de partout, des métis, les plaçait dans la zone peuplée par les Indiens.

T.I. : Comment voyez-vous la situation économique en Equateur ?

M. Tatamuez : Ce que la classe ouvrière a proposé dans notre pays, en particulier dans le Front unitaire des travailleurs (FUT), c'est que la dette extérieure soit remboursée par ceux qui l'ont dépensée, par ceux qui ont empoché cet argent : la bureaucratie de l'Etat, les militaires, les propriétaires terriens et les industriels. Parce que le peuple équatorien ne peut pas payer des dettes dont personne n'a su l'existence ni la façon dont elles ont été négociées. Pourquoi, pour négocier le crédit, n'ont-ils pas fait appel à la classe laborieuse, à la CEDOC, aux centrales syndicales ? Les propriétaires terriens ont proposé au gouvernement la « suretisation » (1) : ils paient le gouvernement en sucres, et le gouvernement paie en dollars. Cela a été totalement condamné par le peuple équatorien, en particulier par les centrales syndicales qui sont au sein du FUT. Le gouvernement s'est laissé manipuler et est un valet de Reagan et du FMI, qui ont posé toutes les conditions.

Les ordres du FMI

Nous avons avancé une solution : d'abord la renégociation conjointe avec les pays latino-américains ; deuxièmement, que ceux qui ont dépensé la dette la paient ; et troisièmement, que le peuple équatorien

fasse tout un programme pour ne plus accepter de conditions du FMI. Une des conditions du FMI est la renégociation de la dette chaque année. Pour le FMI, il est plus facile de renégocier chaque année, mais pas pour les peuples, parce qu'il pose des conditions plus grandes d'année en année et peut ainsi ne pas dépenser son argent prêté et vivre des intérêts.

Face à cela, le gouvernement a dû dévaluer la monnaie. La monnaie est dévaluée en permanence, quotidiennement, dans notre pays. Ce qui a été le plus criminel vis-à-vis du peuple équatorien, c'est, de la part du gouvernement, accepter que le FMI lui dicte une dévaluation journalière et le faire. C'était trahir ses principes, ceux-là mêmes de la propagande électorale qu'il a faite pour arriver au pouvoir, en disant qu'il satisfait les besoins du peuple. C'est pourquoi nous ne pensons pas qu'un gouvernement bourgeois démocrate-chrétien puisse régler les choses ; c'est l'ensemble du peuple qui doit régler les choses, sur décision du peuple et suivant sa propre autodétermination.

Question : Ce gouvernement a donc appliqué toute la politique dictée par le FMI ?

Réponse : Toute. Les centrales syndicales, le peuple dans son ensemble, la CEDOC l'ont dit, et le gouvernement n'a jamais pu répondre. Et le vice-président de la République

général paysannes (FENOC)



Manifestation des organisations syndicales paysannes d'Equateur.

Cela avait pour but de faire apparaître le métis comme l'ennemi de l'Indien. C'est pourquoi celui-ci dit souvent : « Vous les Blancs, vous êtes nos ennemis »... Il était difficile de l'expliquer à l'Indien. Alors, nous avons dit : « Nous ne bougeons pas, nous voulons que la réforme agraire s'applique là où est le paysan, qu'il soit brun ou métis »...

Le problème se pose aussi du côté de l'Indien de sa propre culture, comme ils le font en implantant des compagnies étrangères et des missions religieuses dans les zones indiennes.

La question des élections

Question : Que proposez-vous face aux élections ?

Réponse : Pour les centrales syndicales, ce qui doit être bien clair, c'est qu'elles ne sont pas un parti... Nous sommes des travailleurs équatoriens qui doivent avoir une opinion, un critère. Le panorama électoral, principalement pour la FENOC, est secondaire. Nous ne pensons pas que ce sont les élections qui vont régler la crise économique du pays.

Sur le terrain électoral, il y a plusieurs courants : le courant de la droite retardataire de notre pays, le courant de la social-démocratie et un petit secteur de la gauche équatorienne. La droite s'appelle « Front de reconstruction nationale ». Ils vont « reconstruire » le pays. Nous, nous disons qu'ils vont détruire le pays. Les partis les plus réactionnaires, le Parti libéral, le Parti conservateur, le Parti social-chrétien et l'Eglise se sont unis et préparés depuis longtemps derrière un leader : Leon Fevres Cordero. Il vient du Parti social-chrétien, du secteur industriel.

L'autre côté est composé de la social-démocratie et se dit « centre-gauche », mais ce sont des partis

bourgeois, ce sont aussi des partis de la même droite. Nous pensons que ces messieurs ne vont jamais combattre en faveur du peuple équatorien, en faveur de lois pour le peuple équatorien : nous pensons que la droite a besoin de survivre sous de nouveaux masques (...).

Une véritable unité

Nous avons proposé, en tant que travailleurs, qu'il y ait une unité de la gauche, parce qu'en tant que centrale, nous ne pouvons pas dire que nous sommes avec tel ou tel parti. Nous comprenons ce qu'est une centrale syndicale, une organisation de masse, et nous comprenons ce que sont les partis politiques. Cela ne veut pas dire qu'on dénie le droit à tout travailleur d'être militant de l'un des partis. Parce que nous pensons qu'une centrale syndicale doit être démocratique.

Question : En quoi consisterait cette unité ?

Réponse : Eh bien, nous proposons que le Parti communiste, le Parti socialiste et les autres mouvements s'unissent. Mais nous voyons cela très loin, parce que chacun se croit meilleur que les autres (...).

Nous avons appelé tout le pays à ne s'affilier à aucun parti tant que nous ne verrons pas qui sont les candidats.

De nombreux secteurs croient comme nous à la nécessité de la création de leur propre parti, créé depuis la base du peuple équatorien qui dirige la lutte populaire. Nous avons toujours insisté, en tant que travailleurs, sur le fait que la gauche doit être unie... et si nous sommes pour les exploités, nous devons avoir une position radicale et d'indépendance de classe.

Question : Outre l'indépendance de classe, quelle autre caractéristique doit avoir ce parti et comment pensez-vous qu'il pourra être constitué ?

Réponse : Ce n'est pas le sigle qui vient d'abord. Nous pensons qu'il doit naître au feu de la lutte populaire, non par un décret. Il doit être commandé par la classe travailleuse elle-même, et quand je parle de travailleurs, ce ne sont pas seulement les ouvriers et les paysans mais tous ceux qui se sont engagés et aguerris dans la lutte pour l'indépendance et dans la lutte pour l'autodétermination...

Question : Y a-t-il déjà un début vers la constitution de ce parti ?

Réponse : Il existe des secteurs qui se posent la question et il y a un parti qui s'appelle Parti de la libération du peuple-PLP. Et, non comme centrales syndicales mais comme personnes et comme Equatoriens, nous sommes d'accord pour que se constitue ce parti, pour qu'il soit un parti large, démocratique, révolutionnaire, de gauche, avec une position radicale...

Question : Peux-tu nous expliquer ce qu'est le PLP que tu as mentionné ?

Réponse : Sur ce point, je parlerai à titre personnel. Plusieurs courants socialistes se sont rendus compte de ce qu'il faut créer un mouvement de gauche qui participe à la lutte et ait le soutien du peuple. Il y a des mouvements qui se sont unis dans la création de ce parti. Le PLP, étant en formation, ne peut pas participer aux élections...

Question : Le PLP se prononce-t-il aussi pour l'unité des travailleurs, et pour la candidature de gauche aux élections ?

Réponse : Oui, bien sûr.

Question : Quelle réponse a rencontré cette proposition de l'unité dans d'autres secteurs qui se disent aussi "de gauche" ? Par exemple, le Parti communiste a-t-il répondu ?

Réponse : Ils ne vont jamais accepter que soit créé un nouveau parti, parce que le Parti communiste dit toujours qu'il est « l'avant-garde »... Nous voulons faire nos propres pas en avant et nous voulons que ce parti soit national, qu'il soit créé pour les intérêts du peuple avec une politique propre, avec une structure nationale.

Le Parti communiste a un sigle légal, l'UDP, alors ils mettent les premiers candidats et ensuite ils disent à toutes les autres forces : « Mettez le deuxième, le troisième... ». Nous leur disons que si nous voulons nous unir, nous devons avoir les mêmes conditions et discuter sur le même terrain, cartes sur table. Nous ne pouvons pas discuter avec des cartes dans la manche. Il y a quatre ans aux élections présidentielles, ils ont impulsé un « front large de gauche ». Nous leur avons dit que ce n'était pas un front large de gauche parce que toute la gauche n'y était pas. Nous sommes tombés d'accord sur cela et nous leur avons dit très clairement : si vous ne respectez pas des critères, vous allez vous retrouver seuls. Mais nous savons que le Parti communiste peut rester seul, peu lui importe. L'exemple en a été donné à Cuba, au Nicaragua, au Salvador, ils sont entrés dans la lutte les derniers, toujours quand ils voient que le mouvement est puissant.

(*) Huasinpongo : lopin de terre attribué aux Indiens de l'Equateur en plus de leur salaire.

(1) Sucre : nom de la monnaie d'Equateur.

Les intertitres sont de la rédaction de Tribune internationale-La Vérité.

URUGUAY

Réussite de la grève générale

LE 18 janvier, les travailleurs et jeunes d'Uruguay ont réalisé la première grève générale du pays depuis l'arrivée du pouvoir militaire en 1973. Le ministre du Travail lui-même, le colonel Nestor Bolentini, a admis que « l'activité a été presque totalement paralysée ».

Cette grève générale appelée par le PIT (1) a reçu, selon les dépêches de l'AFP, l'adhésion générale, y compris des fonctionnaires des entreprises d'Etat qui avaient été cependant menacés de « graves sanctions » par leurs supérieurs et qui étaient amenés au travail dans des véhicules officiels. Malgré l'imposant dispositif militaire et policier qui a occupé les rues de Montevideo (la capitale), la paralysie des transports a été presque totale ; les quotidiens ne sont pas parus et les radios se sont limitées à un programme minimum. Plusieurs usines ont été occupées par les travailleurs dans les secteurs du textile, de la pêche et de l'électroménager. Et peu après l'annonce de la décision du COSENA (Conseil de sécurité nationale), ce même 18 janvier, de « dissoudre » le PIT et d'imposer la censure sur les informations sociales et d'interdire « toute propagande orale et écrite sur les occupations d'usines, les paralysies de travail et les grèves », des milliers de personnes sont descendues dans les rues de la capitale pour réaliser un véritable « concert de casseroles ».

Tous les avertissements et menaces, toutes les poursuites contre les dirigeants syndicaux, le fait que la grève ait été décrétée « illégale », la répression exercée le 18 au matin, rien de tout cela n'a pu faire reculer la volonté et la disposition à la lutte du peuple uruguayen contre la répression du régime militaire et ses attaques contre les conditions de vie (2).

Cette grève générale constitue sans aucun doute un pas qualitatif en

avant dans le processus de reprise de la mobilisation et de l'organisation des masses contre la dictature. Elle s'inscrit dans la ligne de la défaite électorale subie par le gouvernement à l'occasion du plébiscite de novembre 1980 et des élections « internes » de 1982 (3), défaites approfondies par la tenue du 1^{er} mai de l'année dernière avec 150 000 personnes à Montevideo, par les successives journées de lutte et « concerts de casseroles » et par la gigantesque mobilisation qui a réuni 400 000 personnes le 27 novembre dans la capitale (qui compte 1 500 000 habitants).

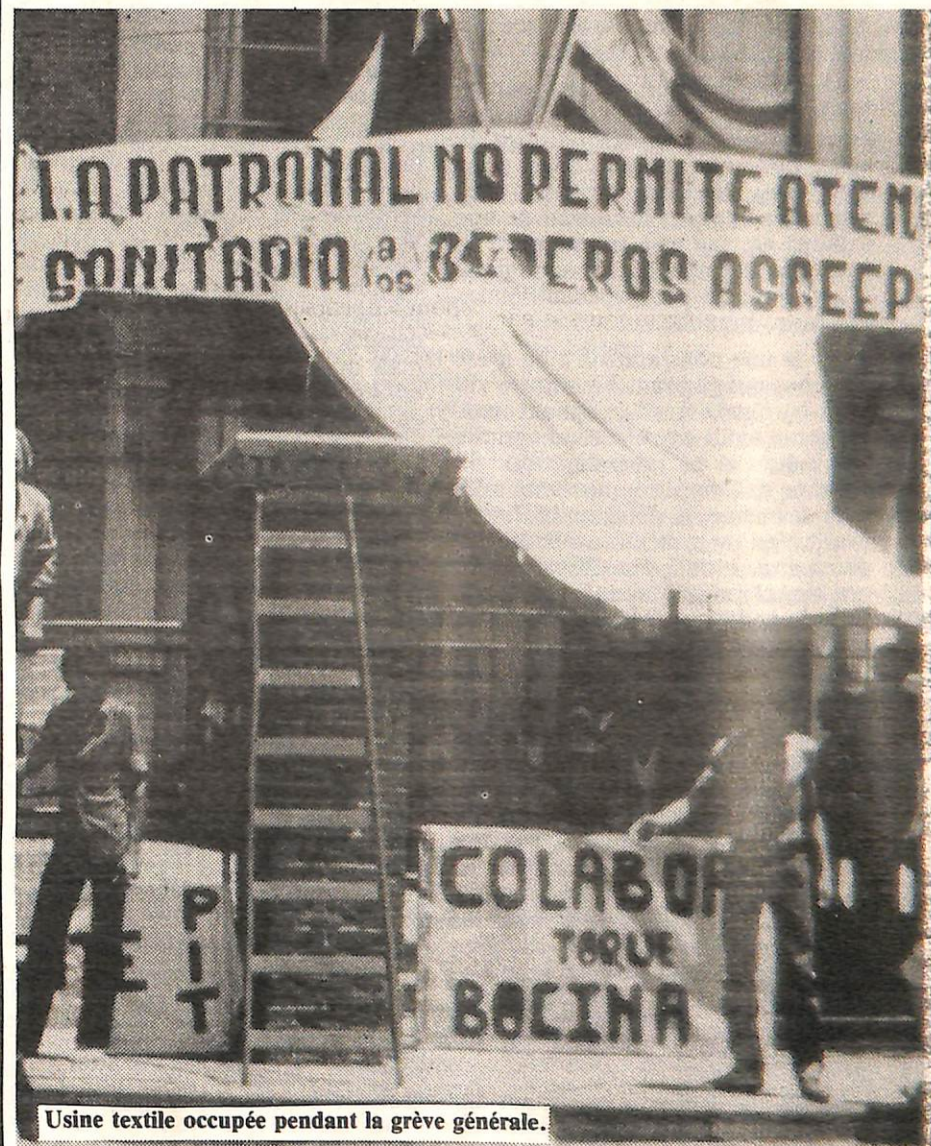
L'heure est sur le point de sonner pour Gregorio Alvarez, pour le régime qui détient 1 500 prisonniers politiques, qui étouffe totalement toute ombre de liberté politique et syndicale et qui a constitué un point d'appui pour l'impérialisme américain en Amérique du Sud.

J. Adamastor
19 janvier 1984

(1) PIT : Plénum intersyndical des travailleurs : formé à partir de la préparation du 1^{er} mai 1983, constitue l'embryon de centrale syndicale indépendante, en continuité avec la CNT qui a été frappée par la dictature.

(2) La revendication centrale de la grève est l'augmentation des salaires. En effet, alors que l'inflation atteint 51,5 % en 1983, les augmentations de salaires autorisées par le gouvernement en janvier 1984 sont de 12 % (pour les fonctionnaires), 15 % (employés des entreprises privées) et 11 % pour le salaire minimum.

(3) Lors du plébiscite de 1980, la population a rejeté la nouvelle « Constitution » proposée par les militaires. Dans les élections « internes » des partis qui avaient été autorisées, les candidats se revendiquant de l'opposition au régime avaient obtenu près de 80 % des voix. Et à Montevideo, le vote en blanc — pour lequel le « Front large », interdit, a fait campagne... a obtenu 12 %.



Usine textile occupée pendant la grève générale.

Entretien avec F. Caravante, dirigeant syndical,

Francisco Caravante est un des dirigeants syndicaux qui ont participé à la fondation du Parti des travailleurs. Il est l'un des dirigeants du syndicat de la raffinerie de pétrole de Paulinia (proche de la ville de Campinas, dans l'Etat de Sao Paulo) qui ont été destitués de force par le gouvernement au moment de la grève de juillet 1983.

Le 6 juillet, les travailleurs des raffineries de Paulinia et de Mataripe (cette dernière dans l'Etat de Bahia) déclenchent une grève qui vite provoque un puissant mouvement de solidarité dans tout le pays. Les travailleurs des raffineries se dressent contre les décrets 2 036 et 2 037, le premier déterminant des restrictions aux augmentations de salaire dans le secteur public et le deuxième portant atteinte à certains avantages décernés à la Petrobras, entreprise de l'Etat, par rapport aux entreprises de pétrole étrangères.

Le 8 juillet, les métallurgistes de Sao Bernardo (zone industrielle de Sao Paulo) entrent en grève en solidarité avec les travailleurs des raffineries et aussi contre le décret 2 045 qui déterminait une nouvelle compression des salaires pour les autres catégories de travailleurs.

A la suite de la grève de Sao Bernardo, des dirigeants d'importants syndicats décident une grève générale de vingt-quatre heures le 21 juillet : elle sera largement suivie à Sao Paulo et dans sa banlieue industrielle.

Par ailleurs, Caravante fait ici le point sur la situation actuelle de la CUT (Centrale unique des travailleurs), fondée en août dernier, et sur l'opposition faite à cette centrale syndicale indépendante par les « pelegos » liés à l'appareil d'Etat et par les partisans de la politique des stalinien (groupés essentiellement autour du journal *Voz da Unidade*) qui soutiennent le syndicalisme officiel.

Cette coalition s'est réunie en novembre pour créer un « Conseil national de la classe travailleuse », composé majoritairement par un représentant de chaque confédération et fédération syndicale officielle (c'est-à-dire par le sommet de l'appareil contrôlé par le ministère du Travail), créant ainsi un regroupement de dirigeants syndicaux pour combattre contre le mouvement syndical indépendant qui s'organise dans la CUT.

La grève de juillet

Question : Comment s'est développée la grève des travailleurs des raffineries et quelle importance a-t-elle pour la grève de juillet ?

Réponse : Commençons par la question des salaires. Les travailleurs du pétrole n'ont pas fait la grève pour une revendication salariale, nous l'avons exprimé très clairement, parce que le niveau de nos salaires est un peu supérieur à la moyenne nationale, cela en raison d'une série de conquêtes obtenues par notre branche.

De là une constatation : ce n'est pas nous qui gagnons bien notre vie mais les autres qui la gagnent mal. La grève avait deux revendications spécifiques : la revendication de garantie de l'emploi pour deux ans, et la deuxième, la défense de Petrobras ; c'est un symbole au Brésil, la défense du monopole d'Etat sur le pétrole, et nous n'avons pas lâché sur cela parce que Petrobras est une conquête du peuple.

Jusqu'à présent, jusqu'à juin, il n'y avait aucun décret par-dessus la tête des travailleurs du pétrole. Mais nous nous préparions, étant donné les propositions de privatisation de Petrobras, de terrains de forage qui sont en train d'être remis au capital international. Le contrat de risque en est un exemple, et pour confirmer tout cela, nous avons la proposition des Etats-Unis d'acheter Petrobras pour alléger le poids de la dette extérieure. Mais en mai, on sentait déjà à la base le mouvement visant à la défense de ce monopole d'Etat et pour garantir l'emploi, parce que les tentatives du gouvernement commençaient à apparaître imposant aux travailleurs du pétrole et de toutes les

entreprises d'Etat du pays un décret qui a porté plus tard le nom de 2 036, qui est sorti fin juin. Et le syndicat convoque une première assemblée le 6 juin où 400 employés se sont réunis pour une branche qui n'a que 1 000 ouvriers, 1 050 à cette époque.

Il y a eu une grande mobilisation au Brésil, dans la Banque du Brésil, à la Banque d'Amazonie, dans les syndicats des employés des banques et à Petrobras, avec 50 000 personnes qui sont descendues dans la rue en juin. Il y avait alors une première protestation contre les premiers décrets pris par le gouvernement mais qu'il n'a pas publiés au *Journal officiel*, et qui ne sont parus que dans la presse.

Ce n'est que le 29 juin que le gouvernement décide « le train de mesures sur les entreprises d'Etat » avec deux décrets : un numéro 2 036 et l'autre 2 037. Ce sont deux décrets qui s'attaquent au système Petrobras. Le premier, le 2 036, s'attaque aux travailleurs, et le 2 037 s'attaque à la structure même de l'entreprise, au crédit, aux possibilités d'importation de machines et d'autres choses importantes pour le forage du pétrole, y compris sur les investissements.

Nous avons alors tenu une assemblée le 29 juin et plus des 2/3 des personnels de la branche ont proposé dans l'assemblée au gouvernement qu'il retire le décret 2 036.

Et cela a été très bien compris par les travailleurs du pétrole de Campinas et de Mataripe na Bahia. Mataripe s'est dressé et a décrété l'état de grève le 6 juin (1), et nous, nous avons décrété la grève le 29 juin. Le 29 juin, la grève a été décidée dans une assemblée massive, en présence

de tous les camarades disponibles. Ce fut l'assemblée la plus massive du syndicat du pétrole, même si notre syndicat est connu pour avoir des assemblées massives.

Cette grève a été très importante, d'abord par la conscience de classe même qu'ont eue les travailleurs quand ils ont arrêté la raffinerie. Le syndicat n'a eu à aucun moment à placer des piquets dans les rues. Non, nous les travailleurs, nous avons pris en mains la grève durant tout ce temps, pendant les 6 jours de grève dans la raffinerie, sans aucune pression. Tous les travailleurs conscients de ce qu'ils étaient en train de faire, puisque Petrobras organisait des navettes entre nos maisons et la raffinerie sans aucun problème ; les travailleurs ont décidé d'aller sur place et d'y tenir des assemblées ; le but était la garantie d'emploi et la défense de la souveraineté nationale. De là l'importance de la grève en ce qui concerne la conscience de classe : nous avons subi des pressions de la part de la Petrobras. Je croyais que la pression est une chose qu'on ne peut supporter, mais ce n'est pas vrai, j'ai vu que ce n'est pas vrai. Parce que la Petrobras et la police fédérale ont fait pression de la façon la plus stupide et la plus criminelle qui soit. Ils téléphonaient chez les ouvriers qui étaient en grève, parlaient à leur femme, exigeaient le retour du mari et menaçaient de problèmes plus sérieux pour la famille, que les enfants pourraient mourir et ainsi de suite.

La grève politique

Maintenant, l'importance de cette grève en tant que grève politique est due au fait qu'elle a eu lieu à

un moment d'effervescence dans le mouvement syndical au Brésil. Notre grève a été immédiatement suivie par la grève de Mataripe sur les mêmes revendications, ils ont commencé la grève eux aussi le 6. Il y a alors eu deux raffineries en grève au Brésil. Et le 8, c'est Sao Bernardo do Campo qui se met en grève, décision qu'ils avaient prise au congrès d'Etat des métallurgistes et qui disait la chose suivante : s'il y avait un décret qui s'attaquait aux salaires, il y aurait grève. Et au congrès de Sao Bernardo do Campo, qui s'est tenu à Piracicaba, coïncidant à peu près avec nos dates, ils ont réaffirmé cette position du congrès d'Etat des métallurgistes, car le gouvernement a englobé leurs salaires dans un autre décret. Il y avait alors SBC, Campinas et Mataripe en grève. C'est-à-dire un mouvement beaucoup plus puissant et tous présentaient une revendication contre les décrets que le gouvernement était en train d'adopter : celui qui nous concernait était le 2 036 et le leur le 2 045, qui était d'ores et déjà entré en vigueur à cette époque.

Il y avait à l'échelle du pays tout un mouvement allant dans le sens de la grève générale, et la proposition a surgi de la grève générale le 21 juillet. C'est là la portée politique de la grève des pétroliers, c'est-à-dire qu'elle a ouvert une perspective politique permettant aux travailleurs de faire la grève générale contre la politique économique du gouvernement.

Question : A ton avis, la grève de Paulinia et des pétroliers en général, bien qu'elle ait cessé au bout de six jours, a-t-elle eu un résultat positif ?

Réponse : Oui, elle a eu un résultat positif dans la mesure où on

analyse les causes de cette grève, la grève elle-même et la façon dont elle s'est déroulée. Il y a une chose que j'ai oubliée et qui est que les travailleurs ont soutenu cette grève en versant deux jours de salaire. Avant la grève, chaque travailleur du pétrole a déposé sur un compte du syndicat deux jours de salaire, c'est-à-dire qu'ils ont constitué un fond de grève, ce qui est interdit. Alors, qu'a apporté cette grève ? Elle a apporté un nouveau caractère aux travailleurs du pétrole, elle leur a apporté plus : ils se sont trouvés en conditions de conquérir leur conscience et de la renforcer, et cela est un aspect positif. Aujourd'hui, les 24 dirigeants de Campinas et les 24 dirigeants de Mataripe sont inculpés par la police fédérale. Trois de nos camarades à Campinas sont déjà inculpés selon la loi de sécurité nationale ; nous ne savons pas encore s'il y a d'autres choses.

La défense du syndicat

Au niveau politique, les travailleurs du pétrole ont acquis une conscience. Maintenant, une autre question : le syndicat se trouve aujourd'hui sous l'intervention (1) du gouvernement, et déjà les 90 jours requis pour convoquer des élections sont passés et le gouvernement ne les a pas convoqués. L'importance politique majeure maintenant : le syndicat crée les directions et les travailleurs créent une association dont nous pouvons dire même qu'elle est parallèle au syndicat placé sous l'intervention du gouvernement. Nous avons une association représentative de la branche, qui envoie des bulletins et où les travailleurs peuvent discuter de quelque chose, et se renforcer plus encore.



A Sao Paulo, le 21 juillet 1983, la police arrête des grévistes.

(1) Intervention : mise en place par le gouvernement d'une équipe de direction du syndicat nommée, à la place de la direction élue.

un membre du Parti des travailleurs

Question : Cette association, qui a été créée après que les dirigeants de la grève aient été chassés de leur poste de direction du syndicat par décision administrative, est-elle considérée comme représentative de la branche ?

Réponse : Parfaitement, il existe une association (beneficente) que nous, les travailleurs du pétrole, avons créée, et il existe la direction du syndicat (sous contrôle). L'association est financée jusqu'à présent par les camarades de base qui versent près de 12 ou 17 % de leur salaire, ou un jour de salaire par mois, à l'association, pour financer les camarades licenciés et financer l'association elle-même. Dans l'association, c'est-à-dire au sein de l'espace physique de l'association, de la maison, les directions fonctionnent, les dirigeants du pétrole, ceux qui ont été cassés sont ceux-là mêmes qui font des bulletins pour informer des conditions actuelles au Brésil tout entier, et les travailleurs viennent discuter avec nous. Nous tenons des réunions avec les travailleurs dans certains endroits. On ne tient pas de réunion dans l'association parce que c'est un peu dangereux dans la mesure où cela peut permettre à la Petrobras de renvoyer. Alors nous tenons les travailleurs informés et nous réalisons des réunions dans différents endroits de Campinas, dans plusieurs localités.

Maintenant, la situation de la Petrobras : nous sommes sans salaires depuis le mois de juillet, nous les 24 dirigeants de Campinas, ainsi que les 24 de Bahia. Ce qui se passe à Campinas se passe aussi à Bahia, exactement de la même façon. La Petrobras a engagé un procès contre les 24 dirigeants et nous nous défendons dans ce procès devant les tribunaux du travail. Elle veut renvoyer les dirigeants « selon une juste raison » et nous nous défendons contre la Petrobras devant les tribunaux du travail. Il existe un autre procès devant les tribunaux militaires contre les 24 dirigeants ; nous avons déjà répondu à l'enquête.

Il y a un procès que nous, nous engageons contre le ministre du Travail, contre l'intervention dans le syndicat, et d'ores et déjà le mandat de sûreté est en marche contre l'acte du ministre du Travail et nous proposons en plus un procès contre la Petrobras pour pouvoir récupérer nos salaires.

Aujourd'hui, les travailleurs du pétrole sont conscients du rôle qu'ils ont joué, ils sont prêts à faire grève à nouveau. C'est là l'état d'esprit général dans la catégorie. Nous avons toutes les informations à ce sujet.

La construction de la CUT

Question : La CUT est-elle réellement en train de s'implanter, d'élargir sa base de soutien chez les travailleurs ?

Réponse : Je pense que oui, j'en suis sûr. Parce que nous sommes déjà en train de créer les CUT régionales, nous commençons déjà à intervenir au niveau de la base. Si vous alliez aujourd'hui au Brésil et si vous y prononciez le mot CUT, le travailleur des villes sait déjà ce qu'est la CUT, il la connaît. Dans les campagnes aussi. Il existe donc vraiment une mise en mouvement à la base et la CUT elle-même

s'adresse aux travailleurs pour s'implanter.

Question : Cet élargissement du soutien à la CUT se manifeste-t-il par la création d'unions régionales ?

Réponse : Oui. Ce n'est pas simplement une question de soutien, mais au niveau organisationnel, il n'est pas possible d'avoir un corps de direction au niveau national, ne serait-ce que parce que le pays est très grand et notre force de travail est énorme. Il y a 48 millions de travailleurs et il y a donc nécessité, pour la grande place physique qu'occupent les travailleurs, qu'ils s'organisent aussi au niveau des quartiers, au niveau des villes et au niveau des régions. Nous aurions alors la CUT nationale, les CUT régionales existeraient par Etat et il y aurait les CUT municipales. Tout cela, le propos fondamental de tout cela, de cette organisation, est que les dirigeants de la CUT seront élus par les camarades de la base dans des élections directes par le biais de leurs congrès nationaux. Cela est aussi un plan de luttes qui est aussi en train de s'implanter, peut-être déjà pour mars ou avril de l'année prochaine ; et dès le mois d'août, nous aurons la première direction élue de la CUT, suivant des délais relativement courts.

Question : Ce sera une élection directe ?

Réponse : C'est ce que nous proposons.

Question : Il n'y aura pas de délégués élus ?

Réponse : Vous aurez tout un cadre. Le but est que tout se joue à la base, ou qu'on n'empêche pas que soit enclenché un nouveau mécanisme pour faire un nouveau CONCLAT, où serait élue une nouvelle direction. Je pense que la CUT maintenant, en raison de la dernière discussion que j'ai eue avec les membres de la CUT, est en train de se poser la nécessité de diriger la lutte politique des travailleurs qui irait contre la politique économique du gouvernement.

Question : Jusqu'à quel point la CUT, outre un rôle dans le développement de la lutte des travailleurs, peut-elle être un instrument de caractère plus politique, dans le processus aboutissant à la chute de la dictature au Brésil ?

Réponse : Je pense que pour chasser le régime qui existe aujourd'hui dans le pays, toutes les forces devront être organisées. La CUT joue le rôle fondamental d'organisation, je pense qu'elle exerce exactement ce rôle dans la mesure où elle propose l'abolition de la politique économique. Dans la mesure où elle propose l'abolition de la politique économique, cela pose aussi au niveau politique la question du régime. Et c'est tellement vrai que dans ses documents, elle propose la fin du régime militaire. Et par décision du congrès, elle doit mener en avant cette lutte. Alors je pense qu'à ce niveau aussi, elle joue un rôle fondamental. Je pense que le remplacement de la politique économique actuelle dans le pays par une nouvelle alternative économique dans le système lui-même ne résoudra rien. Les travailleurs vont continuer à recevoir des coups, et la base du système va rester la même. Il est donc nécessaire de chasser ce système politique, le régime, et en conséquence ce sera

aussi la politique économique qui sera chassée.

Question : *Tribune internationale*, dans son dernier numéro, s'est fait l'écho du congrès de fondation de la CUT. Les lecteurs de ce journal sont évidemment intéressés par le développement de la situation, et précisément, il y a la question d'un nouveau congrès tenu en novembre par des syndicalistes qui n'ont pas voulu fonder la CUT en août de cette année. Quelle est la position de la CUT à ce sujet ?

Réponse : A ce sujet, la CUT prend position pour unir les deux courants ; et je pense qu'il va y avoir une union de ceux-ci. Pourquoi ? Parce que nous pensons que la classe ouvrière est une et indivisible, et à partir du moment où les militants font pression, c'est ce qui va se produire. Et la CUT a pour principe l'unité de la classe travailleuse.

base ». On vise réellement à une union de tous les travailleurs, par-delà les lignes, les projets concrets. Il est logique que nous n'allons pas nous unir aux pelegos pour balayer les luttes des travailleurs, mais que l'union aura lieu au moment où les travailleurs eux-mêmes passeront par-dessus le syndicalisme officiel du syndicalisme aux ordres de fédérations et confédérations et définiront leur propre ligne d'action. J'appelle cela l'autodétermination des travailleurs. Et c'est là la question fondamentale qui doit être posée au niveau national.

Question : Y a-t-il une différence, sur le terrain de l'attitude politique vis-à-vis de la dictature, entre la CUT et le courant de novembre ?

Réponse : Je comprends la chose ainsi : la CUT avance sur l'aspect politique du renversement du

ser par-dessus cela. Ils sont déjà en train de le faire. Il y a peu, se sont déroulées les élections chez les travailleurs du gaz ; nous sommes aussi en train d'y construire une opposition, et lors du premier scrutin, il y a eu 10 votes de divergence au sein d'une structure canalisée par le syndicat. Nous allons tenter de gagner lors des prochaines.

Question : Une question qui n'a pas été bien claire, c'est ce qui a exactement été fondé dans cette réunion de novembre, parce que nous avons l'impression que la situation actuelle au Brésil est qu'il existe d'un côté une CUT, une centrale syndicale, et de l'autre il y a une autre centrale syndicale, c'est un regroupement de dirigeants syndicaux qui s'opposent à la CUT, bien qu'ils n'aient pas de contre-proposition syndicale centrale avec une perspective différente. En quoi consisterait donc réellement ce type



Jair Meneguelli, coordinateur de la CUT, l'un des organisateurs de la grève du début de juillet 1983.

A ce congrès convoqué en novembre, les dirigeants de la CUT seront présents pour proposer l'unification.

Question : Bien sûr, la CUT, organisation syndicale de tous les travailleurs au Brésil, pas seulement d'une partie, et qui vise à devenir la plus forte possible, n'est pas une CUT sous tutelle du ministre du Travail. Ainsi est posée la question du rôle des fédérations contrôlées par le ministère du Travail. Jusqu'à quel point l'union est-elle possible face à ces contradictions.

Réponse : Je pense la chose suivante. La question de l'unité de la classe travailleuse ne se trouve pas au niveau des sommets, précisément parce qu'il n'y a pas de conditions pour faire alliance aujourd'hui avec le syndicalisme officiel, les fédérations du syndicalisme aux ordres, et le courant qui a fondé la CUT en août propose exactement une union par la base. A tel point que le « slogan » de la CUT est « CUT par la

régime politique existant dans le pays ; et l'autre courant prône aujourd'hui la coalition. Je comprends clairement cette situation où les travailleurs, même sous la coupe de l'organisme syndical aux ordres et tout le reste, vont commencer à passer par-dessus.

En finir avec les pelegos

Et la CUT intervient aussi au niveau des oppositions qui sont en train de surgir. La CUT intervient au niveau de l'organisation des oppositions pour qu'on finisse par chasser les pelegos aux ordres, et ceux-ci ne vont jamais vouloir entreprendre un combat très fort contre le gouvernement parce qu'ils ne vont pas vouloir perdre leur poste, parce qu'aujourd'hui être dirigeant syndical est une bonne chose pour les pelegos. Ils ont aujourd'hui un statut de dirigeants syndicaux dans le pays. Et ceux qui sont combattifs perdent. Mais je pense que les travailleurs vont pas-

ser de structure créée par les dirigeants syndicaux dissidents de la CUT ?

Réponse : Le document lui-même du Conseil national des classes travailleuses dont j'ai eu connaissance par la presse commence en ces termes : « Nous, travailleurs, conjointement avec les fédérations et confédérations... » Il est déjà clair pour nous qu'ils veulent maintenir la structure syndicale aux ordres, selon la presse. Alors, mon analyse personnelle est celle-ci : si tout de suite dans le document même les travailleurs se trouvent conjointement aux confédérations et liés aux fédérations, on propose donc ouvertement de maintenir la structure syndicale. Sur ce point, je ne pense donc pas qu'ils rencontreront un succès. Dans la déclaration, ils s'affirment comme conseil de syndicalistes et proposent aussi l'union. Je pense qu'ils proposent l'union des travailleurs. Cette union doit se réaliser dans la perspective réelle des travailleurs.

« Aux compatriotes haïtiens »

Tribune internationale-La Vérité publie dans cette page un appel dont le dirigeant syndicaliste en exil Ulrich Joly a pris l'initiative, au sujet des élections qui doivent avoir lieu prochainement à Haïti. Comme l'expliquent d'ailleurs Ulrich Joly et Alain Filion dans un article de *Tribune libre des Caraïbes* (1), les « élus des prochaines élections de février 1984 n'auront aucune légitimité à parler au nom du peuple haïtien. Obligés pour siéger de jurer fidélité à la Constitution Jean-Claudiste, ils ne représenteront qu'eux-mêmes », alors que, dans le contexte des grands bouleversements qui affectent toutes les Caraïbes, la crise de la dictature duvaliériste s'approfondit. Dans cette situation, « l'appel aux compatriotes haïtiens » prend toute son importance.

(1) *Tribune libre des Caraïbes* n° 6.

LE 12 février 1984, la dictature organise des élections à la chambre législative. Pour comprendre ce qui devrait se produire selon les vœux de Jean-Claude Duvalier, il est indispensable de faire un retour en arrière.

En août dernier, la dictature duvaliériste a licencié les « députés » après leur avoir fait voter une prétendue Constitution qui donne à Jean-Claude Duvalier tous les pouvoirs, tout en faisant semblant de reconnaître certains droits démocratiques au peuple et certaines prérogatives à ce soi-disant représentant du peuple.

Duvalier-fils rivalise en mensonges avec son père ; il tente de tromper l'opinion publique mondiale, espérant qu'il va parvenir à lui faire croire que notre pays n'est plus gouverné par le crime et l'arbitraire, qu'au contraire, c'est le droit constitutionnel qui préside aujourd'hui la vie haïtienne.

Mensonges ! Mensonges ! Mensonges !

Jean-Claude croit peut-être qu'il va pouvoir tromper l'opinion publique des autres pays, mais il sait bien qu'à Haïti il ne trompera personne. Aucun Haïtien n'est dupe. Qui parmi vous croit que Duvalier est le chef dont le pays a besoin ? Qui, à part le traître Lafontant et tous les courtisans lâches, serviles, opportunistes ?

Arrêtons-nous un instant sur le cas de Roger Lafontant. Ce bonhomme se voit déjà succéder à Duvalier qui, dans ses espoirs ambitieux, pourrait n'être qu'un pantin lui ouvrant la voie de la « présidence à vie ». Lafontant pourrait bien essayer de faire son affaire à Jean-Claude ainsi qu'à tous ceux qui ont la même ambition que lui. Bien plus que nous, qui sommes loin du pays, vous savez, par les conditions de votre vie quotidienne, que la Constitution Jean-Claudiste n'accorde aucun droit au peuple.

De cet exil où je me trouve, depuis que Jean-Claude Duvalier a été contraint de me laisser sortir de Fort-Dimanche après des années passées dans ses cachots, en 1972, je veux aider, plus encore, je veux apporter ma contribution à la lutte antiduvaliériste ; pas seulement en organisant la solidarité avec ceux qui ont été obligés de fuir le pays.

Au nom du Collectif des réfugiés haïtiens en France, nous avons fait une proposition qui a été unanimement adoptée par la Conférence européenne de solidarité avec le Nicaragua, l'Amérique centrale et pour la paix. 23 pays étaient repré-

sentés par les membres les plus conscients des partis ouvriers, de groupements démocratiques, et des syndicalistes : certains à titre personnel, d'autres au nom de leur organisation. A l'unanimité, cette conférence a été d'accord pour que le 18 mai prochain soit une journée internationale de solidarité avec la cause démocratique haïtienne.

Mes amis, mes frères,

Courage, la dictature des Duvalier chancelle. Les affrontements d'Aquin entre les paysans et les tontons-macoutes, la manifestation de la population du Cap haïtien sont deux événements très importants.

Dans les différentes parties du monde, dans les entreprises et dans les campagnes, la volonté de liberté collective et individuelle, le besoin de rebâtir notre pays pour mieux y vivre et non pour les privilèges et les profits d'une minorité fraient leur chemin. Notre pays arrive à une croisée des chemins ; d'un côté, avec Duvalier, le marasme et la destruction. L'état de l'économie ressemble à ce que la médecine appelle « le coma ». Ça n'est pas encore la mort du pays, mais...

D'un autre côté, il y a à prendre des mesures d'urgence qui ne plairont pas à certains qui nous dirigent ou soutiennent Duvalier : rendre au pays tout ce qu'une poignée de chefs duvaliéristes et d'hommes de mains sans scrupules ont confisqué. De ce côté-là, il s'agira de rendre au peuple toutes les libertés politiques, tous les droits d'organisation dans le travail et dans le pays. La reconstitution de l'Union intersyndicale d'Haïti, qui réunira tous les travailleurs, librement organisés et solidaires les uns des autres, sera une grande étape.

Nous n'y sommes pas arrivés encore, mais qui sait, peut-être les choses iront-elles plus vite que nous ne croyons.

Chers amis et frères haïtiens,

On ne peut laisser mourir notre patrie. On ne peut accepter l'idée que nous devrions tous gagner l'exil, si nous ne voulons pas continuer à nous enfoncer dans la misère et l'oppression politique. Soulignons ce fait que plusieurs pays qui, jusqu'alors, étaient accueillants, voudraient nous fermer leurs portes, allant jusqu'à mettre en doute l'existence d'une dictature dans notre pays pour justifier un reniement des principes démocratiques dont ils se réclament encore — la reconnaissance de la qualité de réfugié politique — cherchant à expulser les réfugiés.

Compatriotes et amis,

Il existe une autre voie, une voie qui peut accélérer le cours des événements. Nous pouvons utiliser les élections duvaliéristes pour combattre le duvaliérisme. Mais attention, pas d'illusions, il ne s'agit pas de croire aux miracles. Duvalier veut se cacher derrière les députés « élus », avec son cortège de tontons-macoutes et de léopards, pour faire croire à l'existence chez nous d'un régime parlementaire et donc d'une variété de démocratie.

Choisissez !

Faites ce choix aujourd'hui. Si vous juriez fidélité à Duvalier et à sa Constitution, vous retarderiez le dénouement, mais vous ne pourriez pas empêcher l'écroulement du duvaliérisme. Et vous sombreriez avec lui. Si vous refusez de jurer fidélité à Duvalier, vous aiderez à la renaissance politique et sociale de la patrie haïtienne.

Chaque jour compte. Nous appelons les Haïtiens, chaque fois qu'ils

liériste à la Constitution et à son chef.

Nous appelons à refuser de voter pour tous ceux qui ne feront pas connaître qu'ils refuseront de jurer s'ils sont élus.

Candidats,

Déclarez et faites savoir que vous ne prêtez serment qu'au peuple, que vous refusez le serment à son oppresseur. Si vous le faites, vous aiderez notre peuple à sortir de la misère.



Ulrich Joly.

Chers compatriotes et amis,

Les électeurs de Cap-haïtien ont déjà une longue expérience de cette démagogie électorale de Duvalier ; de même dans les autres villes qui ont voté en mars et en juillet 1983. Ils ont eu raison de voter pour des hommes qui ont voulu se démarquer de la dictature, ou s'abstenir massivement lorsqu'il n'y avait que des candidats officiels.

Dans tout le pays, le peuple haïtien est convoqué pour déposer un bulletin dans l'urne. Mais attention, ce suffrage est truqué d'avance. Duvalier, avec sa Constitution, fera jurer fidélité à sa personne par tous les élus.

Candidats, allez-vous jurer fidélité à Duvalier ou refusez-vous d'être des marionnettes camouflant la dictature ?

Je m'adresse à tous les candidats et je vous invite à faire de même. Disons-leur : avec ou contre le peuple haïtien ?

le peuvent, sous toutes les formes que les circonstances permettront, à interroger les candidats et à faire connaître leur réponse.

Nous appelons à voter pour tous ceux qui refuseront le serment duva-

Si vous ne le faites pas, le peuple est en droit de considérer que la chambre législative « élue » n'aura aucun titre à parler en son nom, quelles que soient les circonstances.

Le 19 décembre 1983, Paris, Ulrich Joly

tribune libre des caraïbes

Organe ouvert à la discussion entre les militants et les organisations se réclamant du combat pour la démocratie et le socialisme dans les Antilles et les Caraïbes.

Toute commande : *Tribune libre des Caraïbes*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.

Engels : « L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat »

Il y a tout juste cent ans que Friedrich Engels publiait l'un des ouvrages majeurs du marxisme : « *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* ». A notre époque, où tant d'idéologues ont dit et répété qu'il manquait au marxisme une « théorie de l'Etat » et où divers mouvements de femmes ont cru poser en des termes radicalement nouveaux le problème des relations entre les sexes, il nous paraît du plus haut intérêt d'examiner à nouveau le livre d'Engels.

Marxisme et préhistoire

DANS *L'idéologie allemande* (1845), Marx et Engels avaient indiqué que la division sexuelle du travail remontait à un passé antérieur à la division de la société en classes. Mais les connaissances préhistoriques étaient encore si peu développées qu'ils ne pouvaient guère tirer parti de cette juste intuition.

Dans le *Manifeste du Parti communiste* (1848), l'analyse porte sur les sociétés de classes et laisse provisoirement de côté les temps de la préhistoire, bien que Marx et Engels soient déjà soucieux de compléter les acquis du matérialisme historique en résolvant le problème du processus qui a déterminé la division en classes des sociétés, observable dès l'Antiquité.

La parution en 1877 de l'ouvrage de Lewis H. Morgan *Ancient Society* a constitué, pour eux, un événement scientifique de première grandeur. Dans une lettre à Kautsky en 1884, Engels indique que ce livre découvert par Marx est « sur les origines de la société », « un livre décisif, aussi décisif que Darwin l'est pour la biologie ».

De fait, Morgan établissait, à partir d'une documentation anthropologique considérable, que l'humanité était passée par trois grandes époques qu'il appelle, selon le langage du temps : « l'état sauvage, la barbarie et la civilisation ».

Dans « l'état sauvage », les êtres humains restent essentiellement des prédateurs, dans la « période de barbarie », ils créent et développent l'élevage et l'agriculture en devenant ainsi des producteurs ; enfin, dans la période de civilisation, ils portent les techniques artisanales et industrielles à un niveau toujours plus élevé de maîtrise de la matière et de la nature environnante.

Sans doute, l'anthropologue américain a-t-il tendance à expliquer le devenir global des sociétés humaines à partir du seul développement des forces productives. Sans doute ne trouvera-t-on pas, dans son œuvre, une analyse des modes de production et des rapports sociaux de production qui en sont le contenu. Il n'empêche que, comparés aux philosophies de l'histoire de type théologique, à la conception d'un Hegel ramenant le devenir humain à l'histoire de l'Esprit ou à celle de Comte le réduisant à un progrès des idées, les travaux de Morgan privilégient l'explication de ce devenir à partir de conditions matérielles et vont, par là, à la rencontre du matérialisme historique, que, au demeurant, il ne connaissait pas.

De fait, par rapport à l'idéalisme actuel de Levi-Strauss et des autres structuralistes qui prétendent que des combinaisons d'éléments linguistiques seraient constitutifs des institutions, et plus généralement, des formes de la vie sociale, Morgan est encore en avance.

Famille et société

Un des traits permanents de l'idéologie bourgeoise réside dans l'affirmation selon laquelle la famille constituerait la cellule de base de la société. Dans le *Manifeste*, Marx et Engels avaient durement dénoncé l'hypocrisie de la bourgeoisie, en la matière, en montrant toutes les atteintes portées par l'exploitation capitaliste aux anciennes formes de la famille.

En interprétant d'une manière critique *Le droit maternel* de Bachofen et *L'ancienne société* de Morgan, Engels montre que les systèmes successifs de la parenté renvoient à divers stades de la famille et que l'institution familiale elle-même résulte du devenir des rapports sociaux de production et reproduit, en son sein, ces mêmes rapports.

Il écrit : « *Le renversement du droit maternel fut la grande défaite historique du sexe féminin. Même à la maison, ce fut l'homme qui prit en mains le gouvernement, la femme fut dégradée, asservie ; elle devint esclave du plaisir de l'homme et simple instrument de reproduction. Cette condition avilie de la femme, telle qu'elle apparaît notamment chez les Grecs de l'époque héroïque, et plus encore de l'époque classique, on la farde graduellement, on la pare de faux-semblants, on la revêt parfois de formes adoucies, mais elle n'est point du tout supprimée.* »

Certes, on peut discuter pour savoir si le matriarcat, état social dans lequel les femmes auraient constitué le sexe dominant, a effectivement existé ou non. Mais, ce qui est scientifiquement acquis, c'est que le rapport entre les sexes, dans la famille et aussi hors d'elle, reproduit le rapport d'exploitation sur lequel est fondée la société.

En ce qui concerne le mode de production capitaliste, la formule d'Engels est célèbre : « *Dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétariat.* » D'où la conclusion qui vient à la fin de ce même texte : « *L'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique et cette condition exige à son tour la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société.* »

Nous ajouterons que la libération des femmes ne peut s'accomplir que dans le développement de la lutte des classes et qu'il appartient au mouvement ouvrier révolutionnaire de prendre en charge les revendications des femmes travailleuses, comme travailleuses, et comme femmes. Le danger du féminisme bourgeois et petit-bourgeois qui a mené, il y a quelques années, grand tapage, c'est de réduire le problème de la libération des femmes à une « identité culturelle » et de permettre ainsi à la bourgeoisie de se maintenir en fonction des rapports de classes dont l'immense majorité des femmes sont des victimes dans la famille et dans

la société. Contre ce danger, et les illusions qui l'accompagnent, l'ouvrage d'Engels demeure pleinement actuel.

Le communisme primitif

A la suite de Morgan, Marx et Engels découvrent que les sociétés humaines les plus anciennes ne connaissaient ni la propriété privée ni la division en classes, ni l'existence de l'Etat. Il reste que ces sociétés de communisme primitif étaient organisées selon des formes institutionnelles, à l'intérieur desquelles la famille (lieu ultérieur de la vie privée) et la société globale (lieu ultérieur de la vie publique) n'étaient pas encore séparées.

Cette organisation, que les anciens Grecs appelaient le *genos* et les anciens Romains la *gens*, était, à la fin de la préhistoire et au début de l'Antiquité, universelle. Morgan montre que la *gens* des Iroquois, peuple de l'Amérique du Nord étudié par lui, est tout à fait de même nature ; elle a seulement duré plus longtemps que dans d'autres régions du monde.

Ainsi, du temps du communisme primitif, chaque peuple comportait un certain nombre de tribus et chaque tribu un certain nombre de *gentes* dont les membres étaient réputés provenir d'un ancêtre commun.

L'organisation gentile était fondée, initialement, sur la propriété commune des moyens de production et des autres biens matériels, sur la solidarité entre ses membres et le caractère électif des fonctions auxquelles certains d'entre eux étaient désignés. Le communisme primitif consistait donc dans une démocratie lignagère, encore que, en cours de route, les hommes aient établi leur domination sur les femmes et les anciens sur les jeunes. Mais tant que les forces productives demeurent trop faibles pour que soit engendré un *surproduit* pouvant faire l'objet d'un accaparement par des particuliers, l'oppression des femmes par les hommes est restée moindre et la division en classes n'est pas apparue.

Marx a d'ailleurs montré que l'importance des déesses dans les plus anciens cultes de la Grèce témoignait d'une situation des femmes antérieure à leur asservissement ou à leur plus grand asservissement ; ce qui confirme, encore de nos jours, les dernières persistances de certaines religions africaines.

Engels analyse le long passage qui va du communisme primitif aux premières sociétés de classes et qui a entraîné la destruction, chez de nombreux peuples, de l'organisation gentile, et la genèse de l'Etat. Et cette analyse est suffisamment diversifiée pour que l'on y trouve des éléments substantiels de réponse aux problèmes de l'instauration de ce que Marx appelle le mode de production asiatique, dans certaines régions, et à l'instauration du mode de production esclavagiste dans d'autres régions ou à d'autres moments.

Le niveau atteint par les forces productives, chez les Iroquois, à la veille de la colonisation européenne, était resté trop faible pour que la division en classes se produise. Chez les Germains de l'Antiquité, les choses se sont passées différemment, avec l'apparition de troupes permanentes qui a engendré des Etats, bien que, pendant des siècles, la propriété du sol soit demeurée collective : il s'agit donc de l'apparition d'un mode de production de type asiatique ou nobiliaire dont on trouvera, au Moyen-Age, des traits dans le mode de production féodal.

« Il en était autrement chez les Grecs, écrit Engels. Les progrès de la propriété privée en troupeaux et en objets de luxe amenèrent des échanges entre les particuliers, la transformation des produits en marchandises... Avec la production marchande apparut la culture du sol par des particuliers pour leur propre compte, et bientôt, du même coup, la propriété foncière individuelle. »

Ainsi les peuples grecs ont perdu leur organisation gentile et connu des royautes, caractéristiques du mode de production de type asiatique, enfin, avec l'appropriation privée du sol, des Etats du mode de production esclavagiste.

L'intérêt considérable de l'ouvrage d'Engels réside ici dans une conception large et scientifiquement ouverte de la succession des modes de production que Staline devait, plus tard, réduire à un développement linéaire en escamotant d'ailleurs le mode de production asiatique et en apportant dans ce domaine la plus grande confusion.

En réalité, de la fin du communisme primitif à l'instauration du mode de production capitaliste, les voies suivies par les différents peuples ont été fort diverses. Mais, ce sont les rapports entre les classes et les luttes de classes qui ont commandé le parcours de ces différents chemins historiques.

A partir de l'ancienne universalité de l'organisation gentile, Engels a su parfaitement comprendre et analyser les devenir sociaux différents des Iroquois, des Grecs, des Romains, des Celtes, des Germains, des Slaves et d'autres encore, sans perdre de vue que l'instauration du mode de production capitaliste en Europe et l'établissement forcé des rapports capitalistes de production ailleurs — par le fait de la colonisation — ont unifié, au cours des temps modernes, les conditions objectives de la lutte des classes sur la base d'un marché mondial unique.

Formation et nature de l'Etat

Le développement des forces productives entraîne l'engendrement d'un *surproduit* qui devient un enjeu dans l'histoire des sociétés. Une minorité s'en empare, à travers les pratiques guerrières, s'érige en classe dominante et fait de la masse des producteurs une classe exploitée et asservie.

Dès l'Antiquité, les temps de l'organisation gentile sont apparus rétrospectivement comme un âge d'or « par comparaison avec les temps nouveaux » de l'exploitation du travail social, de l'antagonisme entre deux classes principales et de l'Etat, comme instrument de domination d'une classe par l'autre. Ce passage du mode de production communiste primitif aux modes de production suivants a permis à Marx et à Engels de comprendre pleinement le processus de formation de l'Etat dont ils connaissaient la nature de classe dès 1848 et dont ils avaient approfondi le rôle dans la lutte des classes en 1871.

Engels écrit : « *Comme l'Etat est né du besoin de réfréner des oppositions de classes, mais comme il est né, en même temps, au milieu du conflit de ces classes, il est, dans la règle, l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée. C'est ainsi que l'Etat antique était avant tout l'Etat des propriétaires d'escla-*



« *Il en était autrement chez les Grecs, écrit Engels. Les progrès de la propriété privée en troupeaux et en objets de luxe amenèrent des échanges entre les particuliers, la transformation des produits en marchandises... Avec la production marchande apparut la culture du sol par des particuliers pour leur propre compte, et bientôt, du même coup, la propriété foncière individuelle.* »

« *Il y a eu des sociétés qui se sont tirées d'affaire sans lui, qui n'avaient aucune idée de l'Etat ni du pouvoir d'Etat. A un certain stade du développement économique, qui était nécessairement lié à la division de la société en classes, cette division fit de l'Etat une nécessité. Nous nous rapprochons maintenant à pas rapides d'un stade de développement de la production dans lequel l'existence de ces classes a non seulement cessé d'être une nécessité, mais devient un obstacle positif à la production. Ces classes tomberont aussi inévitablement qu'elles ont surgi autrefois. L'Etat tombe inévitablement avec elles. La société qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs reléguera toute la machine de l'Etat là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze.* »

« *Il y a eu des sociétés qui se sont tirées d'affaire sans lui, qui n'avaient aucune idée de l'Etat ni du pouvoir d'Etat. A un certain stade du développement économique, qui était nécessairement lié à la division de la société en classes, cette division fit de l'Etat une nécessité. Nous nous rapprochons maintenant à pas rapides d'un stade de développement de la production dans lequel l'existence de ces classes a non seulement cessé d'être une nécessité, mais devient un obstacle positif à la production. Ces classes tomberont aussi inévitablement qu'elles ont surgi autrefois. L'Etat tombe inévitablement avec elles. La société qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs reléguera toute la machine de l'Etat là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze.* »

Ici apparaît l'objectif fondamental de l'auteur de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* : donner aux travailleurs, à partir des découvertes de Morgan, les moyens de s'organiser dans la lutte des classes pour préparer la révolution prolétarienne et pour combattre, dans leurs organisations, les effets des préjugés bourgeois relatifs à la famille conjugale, à la propriété privée et à l'institution étatique.

Finalement, la publication de ce magistral ouvrage s'inscrit pleinement dans l'activité militante dont sera issue, cinq ans plus tard, la fondation de la Deuxième Internationale.

Pierre Fougeyrollas,
10 janvier 1984

La dernière bataille de Lénine

AU printemps 1920, la Russie soviétique peut un instant croire que la guerre civile est gagnée et que la paix va s'installer et permettre d'entamer la reconstruction d'un pays dévasté : en décembre 1919, l'amiral Koltchak a été arrêté, le front est (Sibérie) disparaît, en janvier 1920 l'Armée rouge a pris Tsaritsyne et l'armée contre-révolutionnaire de Denikine (dans le sud) est en débandade, puis en février Odessa : le front sud se disloque, seules vont rester les troupes du général Wrangel dans la péninsule de Crimée ; au nord, en février, l'Armée rouge libère Arkhangelsk : le front nord s'évanouit. Trotsky commence à transformer des armées entières dont la démobilisation poserait de gigantesques problèmes en « armées de travail ». La peine de mort est abolie, le Parti menchevique légalisé.

L'impérialisme ne désarme pas

Cette accalmie et les espoirs qu'elle éveille ne durent pas. L'impérialisme ne désarme pas. Il confie au général Pilsudski, chef du nouvel Etat polonais, le soin de se lancer à l'assaut de la Russie soviétique. Une mission militaire française dont le capitaine Charles de Gaulle est un membre éminent l'assiste dans cette agression qui commence le 6 mars, laquelle impose un nouvel effort militaire gigantesque et exige que la République soviétique bande ses forces au bord de l'épuisement. Cette agression donne un nouvel élan à la contre-révolution organisée au sud par le général-baron Wrangel, entraîne une nouvelle aggravation de ce que l'on appelle « le communisme de guerre », c'est-à-dire en particulier des réquisitions imposées aux paysans. Les insurrections paysannes de la région de Tambov rassemblent près de 50 000 paysans en armes, qui ne veulent ni du retour des blancs ni des réquisitions organisées par les bolcheviks pour nourrir les soldats... et les ouvriers ; elles annoncent l'insurrection de Cronstadt qui éclate le 2 mars. C'est le symbole de toute une situation politique intérieure et extérieure que le même jour, le 18 mars, marque l'écrasement de l'insurrection, la signature du traité de paix avec le gouvernement polonais et la clôture du X^e Congrès du parti qui a décidé de desserrer l'étreinte du communisme de guerre devenue insupportable dans un pays *totallement ruiné* en laissant libre cours à un certain nombre de mécanismes de l'économie de marché (capitaliste).

Le vaste champ que ces décisions économiques offre aux forces bourgeoises (qui reprennent la propriété et le commerce privés) alors même que le prolétariat a été, comme classe, saigné à blanc par la destruction de l'industrie, sa décapitation physique et son déclassement, tout cela conduit Lénine à faire prendre par le congrès des décisions de « salut public » tant que subsiste cette situation instable et explosive.

Cette situation économique, sociale et politique dont le reflux de la révolution en Occident entraîne la prolongation va nourrir le développement rapide d'une couche bureaucratique, qui plonge ses racines dans l'arriération et l'isolement de la Russie.

Le X^e Congrès qui se tient en mars 1921 pendant l'insurrection des marins de Cronstadt, pour l'essentiel jeunes paysans sous l'uniforme, pro-

clame la Nouvelle Politique économique (NEP).

« Dans mon rapport, dit Lénine, j'ai tout ramené aux leçons de Cronstadt, tout depuis le début jusqu'à la fin ».

« Un vaste champ de ruines »

Quelles sont ces leçons ? Il faut attendre jusqu'à la prochaine vague révolutionnaire en Europe. Dans la Russie, réduite à un vaste champ de ruines, « le paysan doit se serrer un peu la ceinture pour éviter la famine totale aux fabriques et aux villes. A l'échelle de l'Etat, c'est là une chose facile à comprendre, mais nous n'espérons pas que le petit exploitant isolé, réduit à la misère, le comprenne ».

L'économie soviétique, soumise par la force pendant trois ans aux besoins de la guerre civile et internationale, est totalement grippée, paralysée, démantelée. Le congrès décide donc de rétablir le commerce libre, de supprimer les réquisitions de grains auprès des paysans, de rétablir certains rapports capitalistes.

Il faut éviter que ce recul ne se transforme en déroute. Or, que signi-

Quelques semaines après la fin du congrès, une nouvelle vague d'agitation révolutionnaire en Allemagne est contenue puis reflue ; la famine en même temps dévale sur le sud de la Russie... En août 1922, la grève générale échoue en Italie et en octobre Mussolini arrive au pouvoir...

Des intérêts différents

La situation extérieure et intérieure de la Russie soviétique accélère le développement d'une couche bureaucratique née des restes puissants de l'appareil d'Etat tsariste et adossée à des secteurs entiers de l'appareil du parti gagnés par la lassitude et l'aspiration à jouir quelque peu de la vie après les épreuves de la révolution et de la guerre civile et nourrie par le vif développement de la petite bourgeoisie que la NEP fait fructifier (commerçants, trafiquants...).

C'est à ce moment-là que Lénine, frappé fin mai 1922 par une première attaque qui lui paralyse provisoirement la jambe droite, commence à se pencher sur certains phénomènes de bureaucratisation de l'Etat et du parti... Depuis deux mois déjà, Staline est secrétaire général du comité central.

PC géorgien par les menaces, les sanctions et même les coups ! Lénine, alerté, fait envoyer une commission d'enquête en Géorgie... Lorsque le rapport de la commission lui est transmis le 13 décembre, l'indignation qui le saisit suscite en lui une nouvelle attaque.

Pendant ce temps, Lénine s'était encore affronté à Staline et d'autres membres du comité central, dont Boukharine, qui voulaient « affaiblir » le monopole étatique du commerce extérieur, c'est-à-dire permettre au commerce international de se développer librement en URSS ; vu la faible qualité des produits de l'industrie soviétique vieillie et à petite rafistolée et la très basse productivité du travail, cette ouverture aurait amené à la liquidation de secteurs entiers d'une économie à peine renaissante. Lénine y voit la conjonction des forces bourgeoises intérieures et extérieures, il s'y oppose farouchement et propose une alliance à Trotsky en décembre 1922 sur ce point...

Le combat de Lénine

Écarté une seconde fois de la vie active par sa nouvelle attaque,

y revient 4 jours après : « Nous avons emprunté au tsarisme l'appareil russe en nous contentant de l'joindre légèrement de sainte huile soviétique. »

Pendant ce temps, Staline se fait confier par le bureau politique le soin de veiller personnellement à la santé de Lénine, au nom du parti. Il fait adopter par un bureau politique restreint à trois membres la résolution suivante, qui lui permet de réduire Lénine au silence politique : « 1/ Le camarade Vladimir Ilitch a le droit de dicter chaque jour, pendant cinq à dix minutes, mais les notes qu'il dictera ne doivent pas avoir le caractère d'une correspondance et Vladimir Ilitch ne doit pas attendre de réponse à ces notes. Les rendez-vous lui sont interdits. 2/ Ni ses amis ni ses proches ne doivent communiquer à Vladimir Ilitch aucune nouvelle de la vie politique, afin de ne pas lui donner matière à réflexion et de ne pas l'agiter. » « Afin de ne pas lui donner matière à réflexion », Staline refuse jusqu'au bout de communiquer à Lénine le recensement sur le nombre des fonctionnaires soviétiques, c'est-à-dire sur la réalité de l'appareil d'Etat (aux 3/4 constitué purement et simplement des membres de l'appareil d'Etat tsariste encore gonflé...). Au moment où Lénine insiste encore sur le fait que « notre appareil d'Etat constitue dans une très grande mesure une survivance du passé », Staline est ainsi le gardien de prison de l'homme qui veut engager le combat contre lui.

« Mieux vaut moins mais mieux »

Au début de mars, Lénine écrit un article intitulé « Mieux vaut moins mais mieux » qu'un partisan de Staline propose d'imprimer dans un exemplaire de la Pravda destiné au seul Lénine et remplacé par une babiole quelconque dans les autres numéros. Lénine y écrit : « Les puissances capitalistes de l'Europe occidentale (...) ont fait tout leur possible pour nous rejeter en arrière (...). En fin de compte, elles ont accompli leur tâche à moitié. Elles n'ont pas renversé le nouveau régime instauré par la révolution, mais elles ne lui ont pas permis non plus de faire aussitôt un pas en avant. »

Et il propose, « pour empêcher les Etats contre-révolutionnaires de l'Europe occidentale de nous écraser (...), pour que nous puissions subsister », un programme de réformes de l'Etat et de l'économie. En même temps, il décide de rompre les relations avec Staline, annonce aux communistes géorgiens victimes de ce dernier qu'il prépare un discours en leur faveur et contre Staline pour le prochain congrès, propose à Trotsky de prendre cette offensive en charge au prochain comité central...

Trois jours plus tard, un mois avant le congrès où il voulait lancer sa bombe contre Staline, Lénine est définitivement réduit au silence par une attaque qui le prive de la parole et lui interdit d'écrire... Il traînera ainsi une existence impuissante jusqu'à sa mort physique le 21 janvier 1924 sans pouvoir engager publiquement le combat qu'il avait décidé de livrer au congrès d'avril 1923... Trotsky et l'Opposition de gauche reprendront ce combat brutalement interrompu quelques mois plus tard, sans que Lénine ait ainsi pu interdire à Staline de se réclamer indûment de lui et de son héritage politique.

J.-J. Marie



Lénine et Trotsky en 1920.

fic l'insurrection des marins de Cronstadt ? « Là-bas, dit Lénine, on ne veut ni les gardes-blancs, ni notre pouvoir, et il n'y en a pas d'autre. » Le paysan ne veut pas du retour des blancs qui lui reprendraient la terre que la révolution lui a donnée, mais il en a assez des réquisitions de céréales organisées pour nourrir la ville et ses prolétaires qui, requis par la guerre civile, ont cessé de lui livrer quoi que ce soit. Il faut bien, dans l'attente d'une nouvelle vague révolutionnaire en Europe, faire à ce paysan des concessions. Il faut aussi éviter qu'elles ne dégénèrent en restauration capitaliste, il faut donc imposer, pendant cette étape d'attente la plus courte possible, la discipline la plus rigoureuse du parti qui dirige un Etat prolétarien menacé par une conjonction des pressions capitalistes intérieures et extérieures. Aussi, affirme Lénine, « il faut assurer la cohésion du parti, interdire l'opposition, telle est la conclusion politique de la situation actuelle ».

Pendant ce temps s'engagent les discussions sur la Constitution de l'URSS qui doit être proclamée à la fin de l'année. Staline dirige les travaux de la commission réunie à cet effet. Il fait adopter le 24 septembre par le bureau d'organisation du comité central son projet ultra-centralisateur qui réduit à néant l'autonomie des républiques. Le 26, Lénine adresse aux membres du bureau politique une critique de ce projet. Le lendemain, Staline, jusque-là toujours respectueux disciple du « vieux » (1), l'accuse par lettre de « libéralisme national » et lors de la réunion du bureau politique sur ce sujet adresse à Kamenev un petit mot où il est écrit : « A mon avis, la fermeté est nécessaire contre Lénine. » Cette « fermeté » (au compte d'intérêts différents) est le signe d'un tournant.

En Géorgie, les envoyés de Staline mettent en pratique la politique de normalisation chauvine de Staline en tentant de dompter les dirigeants du

Lénine commence à noter pour le prochain congrès ses réflexions sur la situation de la Russie soviétique et sur le parti. Ses réflexions se développent le long de deux axes exactement parallèles :

1/ Les mesures à prendre dans le parti contre la bureaucratisation. « Déplacer Staline du poste de secrétaire général » d'abord, « condamner publiquement les auteurs et les protecteurs de la campagne chauvine et nationaliste engagée contre les Géorgiens : Staline, Dzerjinsky (le chef de la Tcheka), Ordjonikidzé, bras droit de Staline... puis proposer une alliance à Trotsky contre le secrétaire général au prochain congrès... »

2/ L'analyse des sources de la bureaucratisation de l'Etat et du parti soviétiques, contre laquelle il veut engager le combat.

« Nous avons au fond repris le vieil appareil du tsar et de la bourgeoisie, » écrit-il le 26 décembre. Il

Les leçons de la grève Talbot et la situation en France

LE pouvoir contesté sur plusieurs fronts », titre *Le Monde*, sous la plume de Jean-Marie Colombani. On peut lire : « Deux scénarios, dont le premier serait dramatique pour le pouvoir, et dont le second lui serait au contraire favorable », se présentent, selon le rédacteur du *Monde*.

« 1947 : la grève commence chez Renault, sous l'impulsion d'éléments trotskystes. La CGT, puis le PCF, refusant d'être débordés, prennent la tête du mouvement et Paul Ramadier saisira le premier manquement à la solidarité gouvernementale, au Parlement, pour "sortir" les communistes (...).

1963 : le général de Gaulle est confronté à de grandes grèves ouvrières (celles des mineurs) et à de violentes manifestations paysannes. Il gère la crise avec fermeté et en imposant un plan d'austérité. Dans ce second cas, la différence, et elle est de taille, est que le premier président de la V^e République jouissait du soutien de l'opinion, vérifié à la fin de l'année précédente. Cette fois, ce soutien fait défaut (...).

Les développements de la période ouverte par la victoire des masses sur la bourgeoisie en mai-juin 1981 se concentrent de façon aiguë, ouvrant la voie à la crise révolutionnaire.

Pour comprendre le processus engagé, il faut revenir sur les relations entre le gouvernement de front populaire et la V^e République.

La grève générale de 1968 et le référendum de 1969 ont introduit dans la forme bonapartiste inachevée des fermentes de désagrégation de l'Etat bourgeois. Plus particulièrement, depuis l'élection de Mitterrand, ce processus de désagrégation

s'est considérablement accéléré. On doit comprendre que l'élection de Mitterrand a qualitativement modifié le processus de désagrégation des formes bonapartistes de l'Etat bourgeois. Ni de Gaulle, ni Pompidou, ni Giscard n'ont pu véritablement mettre en œuvre les plans de la bourgeoisie en raison des conditions politiques de la lutte des classes (cf. guerre d'Algérie, grève générale des mineurs en 1963, grève générale de mai-juin 1968, référendum, etc.). Ce pour quoi le coup d'Etat de De Gaulle a été réalisé en 1958 est à présent dévolu à F. Mitterrand et au gouvernement de front populaire à qui revient de tenter de le mettre en œuvre, et cela alors que leur venue au pouvoir est le résultat d'une défaite politique de la bourgeoisie.

Il y a contradiction entre le contrôle formellement exercé sur l'Etat par Mitterrand, le gouvernement de front populaire, et la bourgeoisie qui ne peut considérer le gouvernement de front populaire comme son gouvernement.

Les plans de plus en plus meurtriers inspirés par Delors s'affirment. La crise se prolongeant, ils rendent la situation des masses intolérable et accroissent leur indignation. La marche à la crise révolutionnaire mûrit.

Les institutions bonapartistes se sont imposées en 1958 pour tenter de résoudre les insolubles contradictions assaillant l'impérialisme français devenu, depuis la Deuxième Guerre mondiale, un impérialisme de second ordre (Indochine, guerre d'Algérie, etc.). Le bonapartisme s'est imposé dans une situation où les contradictions de tous ordres et plus fondamentalement les contradictions entre les classes ne pouvaient être conciliées dans le cadre

du jeu normal parlementaire où s'opère la conciliation des intérêts de classes, conciliation organisée par la politique de collaboration de classes des dirigeants du mouvement ouvrier officiel.

La bourgeoisie a dû refondre les institutions de l'Etat bourgeois sous une forme bonapartiste et concéder, à l'exécutif tous les pouvoirs, exécutifs et législatifs. Elle a été amenée à liquider la forme parlementaire pour la défense de sa société. F. Mitterrand, qui a succédé à de Gaulle, Pompidou et Giscard, dispose des pouvoirs dévolus au président par la V^e République. Mais, le talon d'Achille du bonaparte Mitterrand réside précisément dans le fait qu'il a été élu comme représentant des forces sociales qui sont contradictoires aux forces sociales bourgeoises, pour la défense desquelles de Gaulle a reconstruit sous une forme bonapartiste les institutions de l'Etat bourgeois.

Sous un certain angle, Mitterrand joue un rôle bonapartiste plus extrême que de Gaulle, Pompidou ou Giscard.

Mais c'est là que réside sa faiblesse : en raison même des conditions de son accession au pouvoir, le pouvoir de Mitterrand est marqué du sceau de l'« illégitimité », bien qu'il soit parvenu au pouvoir « légitimement », dans le cadre des institutions de la V^e République, institutions qu'il entend défendre.

Du fait que le gouvernement de front populaire ne peut pas être considéré par la bourgeoisie comme son conseil d'administration au niveau de l'appareil d'Etat bourgeois, les organes de contrôle et de gestion échappent au contrôle du gouvernement de front populaire,



tendant, de ce fait, à s'ériger en autant d'organes « autonomisés », « indépendants ». Les mesures économiques et politiques dictées par la bourgeoisie au gouvernement renforcent considérablement cette tendance : ainsi, à la mairie de Paris, Chirac s'est constitué un véritable centre autonome de pouvoir. De même, dans les banques et les entreprises nationalisées, les groupes dirigeants de hauts fonctionnaires liés directement au grand capital, de même dans la police et dans l'armée.

Comme tout gouvernement de front populaire, le gouvernement Delors-Mitterrand-Mauroy-Fiterman est un gouvernement de crise, mais la spécificité bonapartiste du gouvernement Mitterrand, compte tenu de la nature des institutions de la V^e République, impulse une crise de dislocation de l'appareil d'Etat bourgeois.

Nous sommes au seuil de la catastrophe (crise révolutionnaire). Un facteur supplémentaire et important de dislocation de l'Etat bourgeois réside dans le fait que la bourgeoisie, qui ne peut que reculer à terme Mitterrand, est placée actuellement dans la situation où elle ne cherche pas à le renverser immédiatement, par crainte de déchaîner la lutte de classe révolutionnaire.

« L'événement », la grève de Talbot, est un élément important de la marche à la crise révolutionnaire qui affole littéralement la « classe » politique française. Les éléments s'accumulent pour l'ouverture de la crise révolutionnaire ou la ligne de développement du mouvement des masses, à partir de la défense de la démocratie et des libertés, se dirigera contre l'ensemble du cadre politique existant.

Kostas,
le 24 janvier 1984



Un événement politique déterminant

A PEINE terminée la grève des usines automobiles Talbot avec les 1 905 licenciements, que de toutes parts tombait en avalanche l'annonce de dizaines de milliers d'autres licenciements dans l'industrie et plus particulièrement la métallurgie et la sidérurgie.

« Sauve qui peut l'industrie : 9 500 emplois supprimés en un jour », titrait le journal patronal *Les Echos*. Sidérurgie, électronique, chantiers navals, aéronautique, automobile... pas un secteur qui ne soit directement visé. Utilisant « l'avantage » que la division leur a donné à Talbot, les patrons, le CNPF exigent du gouvernement d'Union de la gauche qui a été investi par les travailleurs contre les licenciements qu'il continue à se soumettre toujours plus avant aux impératifs capitalistes de restructuration et de licenciements.

Toutes ces questions, tous ces problèmes qui se sont trouvés posés par les ouvriers de Talbot dans la grève et par la grève se posent et vont se trouver posés nécessairement à l'ensemble des travailleurs de ce pays.

Au premier rang de ces problèmes, encore et toujours la question de

l'unité, du front commun des travailleurs et des organisations opposé aux capitalistes et à la politique anti-ouvrière que le gouvernement accepte de se laisser dicter.

Il est une certitude, le combat mené par les travailleurs de Talbot en vue de surmonter la division déchaînée tout au long de la grève par les directions des organisations ouvrières, l'effort entrepris par les ouvriers eux-mêmes pour constituer un comité de grève de délégués de travailleurs auquel ils ont demandé aux organisations de participer pour les « serrer », comme le dit l'un des ouvriers grévistes à la presse, constitue et va constituer l'événement politique déterminant de la grève et va marquer tous les développements immédiats de la lutte des classes en France.

Cette affirmation peut paraître paradoxale alors que 1 905 travailleurs viennent d'être licenciés au terme de cette grève qui a pris une dimension nationale.

Paradoxale ? En apparence seulement. Reprenons la chronologie des événements qui se sont déroulés à Talbot pour en comprendre l'enjeu et la portée.

(suite page II)

La grève de Talbot, jour p

12 juillet 1983 : Les patrons du groupe Peugeot automobile et de sa filiale Talbot demandent au gouvernement l'autorisation de procéder à près de 8 000 suppressions d'emploi — dont 4 140 à Talbot (soit 23 % de l'effectif).

21 juillet 1983 : Réunion du comité central d'entreprise où les patrons présentent aux syndicats leur plan de restructuration. La grève est totale dans l'usine à l'appel de tous les syndicats, une manifestation massive traverse l'usine pour se rendre au bâtiment dans lequel le patron et les syndicats sont réunis. « Non aux licenciements ! » crient les grévistes.

Jacques Delors, ministre de l'Économie et des Finances, véritable porte-parole du CNPF dans le gouvernement d'Union de la gauche déclare : « Les suppressions d'emploi sont nécessaires et inévitables ».

18 août 1983 : Le gouvernement annonce qu'il vient de désigner un expert, M. Jean Prada, pour « examiner la situation de Talbot et la suppression d'emplois demandée... » et lui remettre un rapport.

Qui est M. Prada ?

Depuis 1973, il est président du directoire de la société nationale EMC (Entreprise minière et chimique). A ce titre, il a dirigé la restructuration industrielle de l'entreprise qui s'est soldée par des centaines de suppressions d'emploi. C'est à ce monsieur que le gouvernement confie le sort des 4 140 travailleurs de Talbot menacés dans leur emploi !

9 septembre 1983 : Nouvelle réunion du comité central d'entreprise. Les syndicats refusent les licenciements mais se divisent à propos des pré-retraites (mise à la retraite anticipée de travailleurs de plus de 55 ans qui toucheraient moins de 60 % de leur salaire).

Unis lorsqu'ils se conforment aux exigences des travailleurs unanimes « pas un seul licenciement », les syndicats sont divisés lorsque les dirigeants introduisent les exigences des patrons de PSA et du gouvernement qui les invitent à organiser les suppressions d'emploi déguisées en « pré-retraites ». Ce n'est assurément pas là le rôle des syndicats. On verra plus loin où cette politique conduit.

11 octobre 1983 : Le gouvernement annonce qu'il accepte le plan patronal de 2 800 mises en pré-retraite, mais qu'il refuse les licenciements à cause de « l'insuffisance du plan social ».

Dans un communiqué publié immédiatement, « la direction du groupe PSA constate que le gouvernement, qui reconnaît les nécessaires mutations industrielles, a admis les causes ainsi que la réalité du sur-effectif... et par là même la nécessité d'une réduction de 7 540 emplois... ».

Elle annonce qu'elle est « prête à procéder à un nouvel examen du plan social ».

La CGT déclare : « Nous n'avons jamais refusé d'examiner les problèmes qui touchent aux pré-retraites. »

24 novembre 1983 : Débrayages séparés à l'appel de la CGT d'une part et de la CFDT d'autre part.

30 novembre 1983 : La direction de PSA annonce que tout le personnel sera mis au chômage technique du 19 au 22 décembre et que la 5^e semaine de congés payés sera prise obligatoirement du 23 décembre au 2 janvier.

Elle annonce déjà une période de chômage technique pour chaque mois de l'année 1984.

7 décembre 1983 : La CGT et la CFDT appellent séparément à 24 heures de grève jeudi 8 décembre, lors de la reprise de service de 7 heures du matin. La division, seul obstacle au combat général, est d'ores et déjà imposée chez Talbot par les dirigeants de la CGT (PCF) et de la CFDT (dirigée par une coalition de militants chrétiens et LCR).

A 20 h 30, les travailleurs débordent les consignes syndicales et déclarent la grève totale de l'usine Talbot de Poissy. « La majorité des ouvriers s'est prononcée pour le durcissement de l'action », constate Nora Tréhel, secrétaire de la section CGT de l'usine, membre au PCF.

8 décembre 1983 : Aucun des 8 000 ouvriers de l'équipe du matin n'a repris le travail à 7 heures dans les ateliers. La grève est totale, massive, unie, travailleurs immigrés et travailleurs français. Cela démontre que, face à la menace des licenciements, les travailleurs sont unis comme exploités.

13 décembre 1983 : Alors que les travailleurs dans l'usine occupée « escomptaient, disent-ils, une bonne nouvelle » aucune déclaration n'est faite à l'issue du conseil interministériel présidé par le Premier ministre P. Mauroy (PS), avec Messieurs J. Delors (PS), ministre de l'Économie, P. Bérégovoy (PS), ministre des Affaires sociales, et J. Ralite (PCF) délégué à l'Emploi.

14 décembre 1983 : Monsieur Jacques Calvet, lequel est ancien directeur de cabinet de Giscard d'Estaing avant qu'il ne soit chassé de la présidence de la République, P-DG des groupes PSA, est reçu par les deux ministres, J. Ralite et P. Bérégovoy.

A 17 heures, une délégation de la CGT est reçue à son tour. Aucune déclaration n'est faite.

15 décembre 1983 : Le conseil d'administration de PSA annonce que les travailleurs « ne seront plus payés à compter du lundi 19 décembre ». C'est le lock-out. Les patrons menacent en outre de « déposer le bilan à Talbot si le gouvernement ne décide pas... ».

disant les licenciements ! N'est-ce pas parce qu'elle se refuse à le faire qu'elle contraint les travailleurs à recourir à l'arme de la grève ?

16 décembre 1983 : J. Ralite, ministre PCF délégué à l'emploi, fait état des « efforts du gouvernement qui visent à trouver à travers la négociation la meilleure solution possible au problème Talbot... ».

La meilleure solution possible ? Pour les travailleurs, en est-il une meilleure que l'interdiction de licencier ?

Dans le bâtiment B3, toujours les groupes de discussion : « Pas question d'arrêter... », « Ils ont acheté des robots, maintenant ils n'ont plus besoin de nous ! C'était nous, les robots ! »

Au bâtiment B4 : « On n'est pas syndiqué et on n'a pas voté la grève ! », mais le travail ne reprend toujours pas. « Les 2 905 licenciements ! On ne fait pas partie du premier voyage, mais il y en aura d'autres... », explique un ouvrier professionnel.

17 décembre 1983 : Le gouvernement autorise 1 905 licenciements sur les 2 905 demandés par les patrons.

P. Mauroy et J. Ralite se félicitent de l'accord. La fédération CGT des métaux estime qu'il contient des acquis « non négligeables et demande l'ouverture de négociations avec la direction de PSA ». La CFDT se félicite des « premiers résultats de la lutte : 1 000 licenciements de moins... ». La CGT-FO demande comme la CGT l'ouverture immédiate de négociations.

La direction de PSA « prend acte de ces décisions », tout en rappelant que « les licenciements demandés correspondaient aux nécessités industrielles », sous-entendu : il faudra bien tôt ou tard en arriver là.

18 décembre 1983 : La CGT dénonce la direction de Talbot « qui ne respecte pas les engagements pris devant le gouvernement d'engager des négociations... ». Les patrons quant à eux expliquent qu'il n'y a rien à négocier puisque le plan gouvernemental précise toutes les modalités concernant les 1 905 licenciements.

Elle maintient en outre sa décision de chômage technique et de congés bloqués du 19 au 1^{er} janvier. Le travail ne devrait donc reprendre que le 2 janvier.

19 décembre 1983 : Lockoutée par les patrons, l'usine est occupée par les travailleurs immigrés et français venus très nombreux à la prise d'équipe du matin — depuis leurs lieux d'habitation situés parfois de 30 à 50 kilomètres de l'usine — malgré la suppression de tous les cars et du train de ramassage. Dans l'usine, il n'y a plus ni cantine, ni chauffage.

Les dirigeants de la CGT et de la CFDT tiennent toujours leurs meetings séparés. Les travailleurs scandent, gestes à l'appui, « Zéro licenciement ! ».

Nora Tréhel, secrétaire de la CGT Talbot, déclare : « Bientôt, les travailleurs vont recevoir leur lettre de licenciement, mais les personnes privées d'emploi seront prises en charge par le gouvernement qui leur propose des reclassements et des stages de formation... »

Les travailleurs réagissent vigoureusement : « Non, non, aucun licenciement ! »

A. Sainjon, secrétaire de la fédération CGT des métaux, se déclare « défavorable à l'occupation de l'usine pour l'instant ».

H. Krasucki, secrétaire de la CGT, se félicite des « dispositions sociales prises qui évitent au licencié d'être chômeur ».

Nouveaux meetings dans l'après-midi : de plus en plus brutalement, les travailleurs rejettent les fameuses « dispositions sociales » dont se félicitent les dirigeants CGT.

« C'est une tromperie, dit l'un d'eux, ceux qui ont des diplômes sont au chômage. Ici, personne ne sait lire, ce n'est pas un stage de 6 ou 12 mois qui va nous donner du travail ! »

Non ! Non ! Aucun licenciement, c'est le cri unanime de la grève.

20 décembre 1983 : Le premier ouvrier de Talbot-Poissy porteur de sa lettre de licenciement est arrivé mardi matin à 10 heures, le visage crispé, à l'atelier B3, quartier général des grévistes.

La lettre, signée du directeur général, Max Pecqueur, indique à un



Qu'en est-il des directions syndicales ?

Les sections CGT et CFDT appellent chacune à des meetings séparés. La section CGT-FO déclare « ne pas s'associer à la grève ». Mais les travailleurs ne l'entendent pas ainsi. Ils savent que l'unité est nécessaire pour gagner. Ils veulent l'unité Français-immigrés. Ils assistent, quelle que soit leur affiliation syndicale, aux deux meetings et s'assemblent en de multiples groupes de discussion dans l'immense hall B3 — atelier de montage de l'usine — qui devient le centre d'organisation de la grève.

La CGT reconnaît que « la grève va au-delà des ateliers puisqu'elle a obtenu la sympathie du personnel des bureaux et de nombreux agents de maîtrise ».

Même la CGC (organisation syndicale des cadres) déclare « comprendre » la grève.

L. Jospin, secrétaire du PS, qui déplore la grève, dénonce en même temps « la politique trop étroite et trop dure de la direction de PSA ». G. Ducoloné, vice-président du groupe parlementaire PCF à l'Assemblée nationale, déclare de son côté que « la direction de Talbot s'est livrée à un véritable coup de force ».

Certes ! Mais la question que se posent tous les travailleurs est la suivante : « Qui gouverne ? » La majorité PS-PCF à laquelle appartiennent MM. Jospin et Ducoloné, investie par les travailleurs contre les licenciements, ou les P-DG giscardiens de Talbot qui dans cette affaire parlent au nom du CNPF ?

La majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale dispose des moyens de pouvoir pour briser le coup de force des patrons de Talbot. Qu'elle s'en saisisse ! Qu'elle vote une loi inter-

Le Premier Ministre P. Mauroy déclare : « Les travailleurs ont leurs amis au gouvernement. Qu'ils le sachent... »

En fait, tout se passe entre le gouvernement et la direction de PSA. Seule la CGT a été reçue le 14 décembre. Les syndicats apprendront par la presse la décision qui tombe le 17 décembre, les députés de la majorité PS-PCF ne seront même pas consultés bien qu'ils siègent en réunion ordinaire à ce moment-là. Incontestablement, les décisions concernant Talbot sont prises dans l'esprit des institutions de la V^e République, conformément à ces institutions qui sont un déni permanent des plus élémentaires principes de démocratie et qui furent dénoncées par F. Mitterrand lui-même et tous les ministres actuels et dirigeants PS et PCF comme un « coup d'Etat permanent ».

ar jour

Dossier préparé
par Jean-Pierre Raffi

ouvrier portugais travaillant à Talbot depuis huit ans qu'il est « dispensé de faire son préavis », et que « sa présence à l'usine n'est donc plus nécessaire dès réception de cette lettre ». Ce travailleur est marié et père de trois enfants ; il est non syndiqué.

Un travailleur marocain, père de trois enfants, exclut tout retour dans son pays : « Je refuse mon licenciement, c'est tout », lance-t-il alentour. Interrogé sur les possibilités de formation offertes par l'accord PSA-pouvoirs publics, il rétorque : « Quelle formation ? A 41 ans, je ne sais ni lire, ni écrire, cela n'a aucun sens. »

La réduction de 20 000 F sur l'achat d'un véhicule ? « Grottesque ». La priorité à l'embauche ? Les salariés haussent les épaules, sceptiques.

Un délégué des chaînes licencié a 14 ans d'ancienneté. « Deux policiers ont accompagné le facteur qui m'a apporté la lettre », proteste-t-il.

L'inquiétude est d'autant plus grande que mardi matin, au cours d'un comité d'établissement, la direction n'a pas exclu l'éventualité de « chômage résiduel », en raison de la présence des 1 000 salariés dont le licenciement a été refusé par le gouvernement et malgré les 1 235 pré-retraites déjà accordées le 12 octobre.

Extrait de la déclaration de Jean Delarue, élu de la liste ouvrière d'unité, à la réunion du conseil municipal des Mureaux du mardi 20 décembre 1983

Je tiens à me faire le porte-parole de l'indignation des travailleurs quant à la position actuelle du gouvernement. Je l'affirme, on ne peut pas jouer avec la vie de millions d'ouvriers. Il s'agit de leur avenir immédiat, que les uns et les autres appréhendent aujourd'hui avec angoisse. Il faut sauver notre population de la faim et de la misère. Rien de plus, rien de moins. Pour ma part, j'estime que l'urgence de la situation impose que se réunisse au plus vite, en session extraordinaire, l'Assemblée nationale pour prendre les mesures législatives afin d'empêcher la vague de licenciements qui commence aujourd'hui à Talbot, partout dans la vallée de la Seine, à Suresnes, au Puy, à Font, etc.

Ces milliers de travailleurs de Talbot et de la métallurgie qui ont été une majorité PS-PCF sont en droit d'attendre de cette majorité qu'elle décline ses responsabilités et qu'elle prenne, d'urgence, des mesures législatives.

Il y a urgence ! Nous devons prendre nos responsabilités immédiatement.

Aller dire, à Paris, là où cela se décide, au siège du gouvernement, à l'Assemblée nationale :

Pas un seul licenciement à Talbot !
Annulation du plan de licenciements !
Retrait de l'autorisation donnée à PSA de licencier 1 905 travailleurs !
Organisons, avec toute la population, toutes les organisations ouvrières et démocratiques, la montée par cars entiers sur Paris !

Prenez cette décision conforme à la démocratie et, dans l'unité, toute la population montrera à Paris !
J'appelle les conseillers à prendre cette décision qui est un décalage de survie.

Le texte de la déclaration de J. Delarue est diffusé à 100 000 exemplaires à l'usine de Poissy, dans toutes les cités populaires de Poissy, des Mureaux... où résident les familles d'ouvriers de Talbot, et dans toute la métallurgie.

26 décembre : Quatre délégués CGT de Talbot-Poissy organisent lundi soir dans l'usine une conférence de presse pour exposer eux-mêmes « le problème des immigrés, en dehors de tout cadre syndical ou politique » : « Notre but est de faire entendre ce que pense la majorité des travailleurs. » Ils précisent d'ailleurs qu'ils ne comptent pas quitter la CGT.

Si le conflit persiste, selon eux, c'est parce que le plan social élaboré par PSA et le gouvernement « n'a pas tenu compte de l'avis des travailleurs. »

27 décembre 1983 : le tribunal de Versailles ordonne l'expulsion des occupants des bâtiments de l'usine Talbot de Poissy.

M. André Sainjon, secrétaire de la fédération métallurgie CGT, ne croit pas « que le gouvernement utilisera les forces de l'ordre contre les travailleurs qui luttent pour défendre leur emploi et une industrie ».

E. Maire, secrétaire de la CFDT, « reconnaît les problèmes de sureffectifs mais veut les traiter autrement ».

31 décembre 1983 : les forces de l'ordre (CRS) envahissent l'usine dans la nuit du vendredi au samedi chassant les ouvriers qui occupent l'atelier B2.

Le maire de Poissy, Monsieur Jacques Masdeu-Arus (RPR), déclare, dans un communiqué : « Le gouvernement vient de trouver le courage de faire face à ses engagements et responsabilités. L'intervention de cette nuit à Talbot-Poissy va permettre aux salariés de reprendre leur travail dès le mardi 3 janvier. »

2 janvier 1984 : Devant l'usine occupée par les CRS et les milices patronales organisées par la CSL (syndicat patronal), les ouvriers rassemblés crient : « CSL à la poubelle » et « Les mouchards à la chaîne ».

Dans l'usine, le local de la CFDT est mis à sac par les milices de la CSL.

3 janvier 1984 : La direction ayant appelé à la reprise du travail, des milliers de travailleurs se présentent dès 7 heures à l'usine.

Mais le travail ne reprend pas. Par centaines, des groupes d'ouvriers sillonnent l'usine pour appeler à la grève.

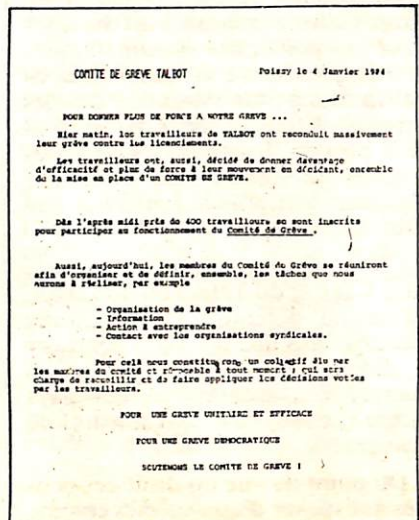
A 14 heures, un meeting appelé par la CGT et la CFDT a lieu devant la mairie de Poissy. Huée et sifflée par une bonne partie de l'assistance, la secrétaire de la CGT Nora Tréhel indique que son syndicat « arrêterait sa position dans la soirée ».

Confrontés à la division qui ne cesse de s'amplifier entre les responsables CGT et CFDT, un des délégués de chaîne CGT — parmi ceux qui ont tenu la conférence de presse du 26 décembre — appelle, au nom de ses camarades, à la constitution d'un comité de grève, demandant aux organisations de s'y intégrer. « C'est la seule solution pour trouver une issue positive à la grève. Serrer les organisations syndicales ! » déclare-t-il. Deux tables sont installées côte à côte, ostensiblement deux délégués, l'un CGT, l'autre CFDT, inscrivent ceux qui veulent participer au comité de grève. En quelques heures, 405 travailleurs, délégués de chaîne, français, immigrés, membres de la CGT, de la CFDT, non syndiqués s'inscrivent, indiquant bien, au-delà de Talbot, ce qui, pour le combat à venir, mûrit dans la conscience de toute la classe ouvrière. L'unité est un combat, pour ce combat, il faut un cadre d'organisation incluant les organisations, permettant à la volonté des masses elle-mêmes de s'exprimer.

« Dès lors que les institutions antidémocratiques ne donnent aux syndicats d'autre pouvoir que la mise en œuvre des plans de licenciements ; dès lors que le gouvernement agit de concert avec le CNPF et PSA ; dès lors que les syndicats sont conduits, au lieu de négocier en défense des intérêts dont ils sont chargés — le combat contre les

licenciements — à devenir les rouages de l'application des décisions du CNPF ; dès lors, que reste-t-il d'autre comme issue pour les travailleurs que de chercher à réaliser leur unité dans des comités de grève, intégrant les organisations syndicales ? » écrit Informations ouvrières.

4 janvier 1984 : Le comité de grève diffuse dans l'usine un tract qui dit :



Comme l'expliqueront les travailleurs eux-mêmes, aussitôt — « à la minute même », dira l'un d'eux — la violence est déchaînée : il s'agit de submerger par un flot montant de division et de violence ce premier pas d'une importance extrême fait par les travailleurs pour se doter des moyens de surmonter toute cette division, de réaliser l'unité.

Le PCI publie un tract en appui au comité de grève. Tract qui encore une fois sera diffusé à 100 000 exemplaires dans toute la métallurgie.



Unis, travailleurs de chez Talbot et syndicats, nous pouvons gagner pas un seul licenciement !

Tous les syndicats doivent répondre à cette exigence des ouvriers et des délégués de chaîne qui ont lancé un appel à constituer un comité de grève uni de délégués de chaîne, de délégués d'atelier et de représentants des syndicats.

Tout le monde le sait, ouvriers immigrés et ouvriers français, ingénieurs et techniciens, PSA exige aujourd'hui 1 905 licenciements, demain c'est tout le site de Poissy qui sera démantelé, et des milliers d'autres travailleurs, immigrés et français, iraient rejoindre l'armée de 2 millions de chômeurs. Ainsi le veut PSA. C'est maintenant qu'il faut réaliser un véritable front commun des travailleurs et des organisations dans un comité de grève démocratiquement élu.

Election de délégués des travailleurs, par chaîne, par atelier ! Comité de grève des délégués élus des travailleurs et des représentants syndicaux !

PSA ne doit pas gagner !
Unis, travailleurs de chez Talbot et syndicats peuvent et doivent gagner pas un seul licenciement !

Mardi 3 janvier 1984, 17 heures.

Imprimerie spéciale

La fédération de la métallurgie CGT propose l'organisation d'un référendum à l'usine Talbot : « Pour ou contre la grève ? »

La CSL (organisation patronale) demande un « vote de l'ensemble du personnel sur le thème de la reprise du travail ».

De violents incidents opposent toute la journée les grévistes qui occupent le bâtiment B3 à des groupes organisés de milices patronales (CSL) armés de barres de fer, de crochets, de lances d'incendie et de gaz lacrymogènes.

Au cours d'un meeting houleux, Nora Tréhel affirme que « maintenir l'usine paralysée serait faire le jeu des fascistes et des racistes. » Sous les sifflets, elle déclare que « poursuivre une action extrémiste, jusqu'au boutiste, divise les travailleurs, met en question 15 000 emplois ».

5 janvier 1984 : Les violents incidents de la veille reprennent de plus belle et il y aura parmi les grévistes plus de 50 blessés, dont plusieurs très gravement atteints. Devant cette situation qu'il juge « désastreuse », le secrétaire de la section CFDT de Talbot demande « que les forces de police interviennent ».

M. Sainjon, responsable CGT de la métallurgie, considère que « la provocation et les affrontements qui se déroulent reposent sur le comportement de 100 à 150 extrémistes animés par des éléments extérieurs et qui, depuis le début de la semaine, ont reçu le soutien de certaines organisations syndicales et la complaisance des mass-médias ».

A son tour, la direction de l'usine demande l'intervention des forces de police. Peu avant 11 heures, plus

d'une quarantaine de cars de CRS pénètrent dans l'usine.

En fin d'après-midi, les 800 grévistes qui occupent encore le B3 sortent de l'usine en manifestation devant 200 à 300 agents de la CSL massés derrière les cordons de CRS qui hurlent des slogans racistes tels que « les Arabes au four », « Le travail aux Français ».

Samedi 7 janvier : 25 travailleurs dont 13 ouvriers de Talbot se réunissent à l'initiative du PCI. Après avoir discuté de la situation, dans laquelle chacun comprend qu'après les 1 905 premiers licenciements une nouvelle vague se prépare, et des problèmes posés dans la grève à Talbot, ils décident de se constituer en comité de défense des licenciés de Talbot, contre les licenciements et pour l'unité des travailleurs et des organisations en s'adressant par un appel à tous les travailleurs de Talbot et à toute la population de Paris, à toutes les organisations ouvrières et démocratiques de Paris et sa région.

« Unis, nous pouvons tout !
Pas un seul licenciement !
Défense des licenciés ! »

19 ouvriers de Talbot dont plusieurs délégués de chaînes qui ont été à l'initiative du comité de grève participeront à la rédaction de cet appel.

« Aujourd'hui Talbot... et demain ? »

Pour la presse, la télévision, les commentateurs « politiques » de l'actualité, c'est sur des images de division et de violences déchaînées par la CSL, que s'achève la grève de Talbot, ou du moins voudraient-ils le croire, et le faire croire. Les 1 905 ouvriers français et immigrés sont licenciés. Une voile d'inquiétude recouvre néanmoins tous ces commentaires intéressés, une voile d'inquiétude fort bien résumée par cette conclusion du journal patronal Les Echos : « Une victoire ? ...Peut-être une victoire à la Pyrrhus ! »

Rappelons pour conclure qu'Informations ouvrières écrivait le 6 janvier sous le titre : « Aujourd'hui Talbot... et demain ? » : « Dans les semaines qui viennent, l'Assemblée nationale va probablement siéger en session extraordinaire pour examiner le projet de loi sur la presse. L'urgence ne commande-t-elle pas une session extraordinaire pour que soient votées les lois qui s'imposent de protection de la classe ouvrière contre l'avalanche de licenciements ? »

Force est de constater que la majorité PS-PCF laisse libre le grand capital (PSA en particulier) de dicter au gouvernement, qui s'y prête, toutes les mesures anti-ouvrières, l'avalanche de licenciements programmés, une amputation sans précédent du pouvoir d'achat. Poursuivre dans cette voie, foncièrement contraire à la démocratie — car c'est pour une autre politique qu'a été investie cette majorité PS-PCF — c'est, sans aucun doute, quel que soit le résultat de la grève chez Talbot, préparer l'explosion. »

LIBAN, TCHAD

1983 : « Une année d'engagement »

LE 24 décembre 1983 M. Charles Hernu, ministre français de la Défense, passait la nuit de Noël au quartier général des forces armées françaises au Liban, au terme d'un séjour de moins de quarante-huit heures dans ce pays où il avait inspecté plusieurs positions du contingent français de la force multinationale à Beyrouth, et s'était rendu à bord du porte-avions Clemenceau.

Huit jours plus tard, c'est dans l'une des bases militaires françaises les plus proches du 15^e parallèle, au-delà duquel stationnaient les forces de Goukouni Weddeï, que le même ministre, venu fêter la Saint-Sylvestre auprès des quelque huit cents soldats en poste dans la région, soulignait que les bérêts rouges n'étaient pas « pressés » de rentrer.

Jamais, depuis plus de 20 ans, les armées n'avaient été appelées à intervenir aussi souvent à l'étranger que durant cette année 1983, deux ans et demi après que les travailleurs de ce pays aient chassé Giscard et porté à sa tête une majorité de députés PS et PCF.

Comme le soulignait le général Imbot, chef d'état-major de l'armée de terre dans son message de Noël, l'année 1983 a été celle de « l'engagement en interventions extérieures de nombreuses unités de toutes armes pour participer, dans des circonstances difficiles et parfois dramatiques, à la sauvegarde de la paix ».

L'intervention du gouvernement de front populaire pour la sauvegarde de l'ordre bourgeois dans le monde, comme pour la défense des intérêts propres de la bourgeoisie française, trouve une mesure immédiate dans les forces engagées et les pertes subies : 82 soldats tués et 89 blessés en moins d'un an de présence au Liban.

C'est sous la garantie de l'armée française, arrivée au Liban en août 1982 avec la force multinationale d'intervention, que sera organisée en septembre la première évacuation des combattants palestiniens, aboutissant aux massacres de Sabra et Chatila.

Revenue fin septembre de la même année pour prêter main forte à A. Gemayel dans sa tentative de reconstruction d'un Etat bourgeois, elle se compose aujourd'hui de quelque 2 000 hommes dans la force multinationale de sécurité de Beyrouth et de quelque 1 000 soldats au sein de la force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul).

Depuis l'été 1982, c'est près de 10 000 hommes, professionnels et appelés volontaires (chômeurs à qui on fait signer un contrat « volontaire » de deux ans) qui s'y sont succédé.

A quoi il faut ajouter les 2 600 marins qui, à bord des douze bâtiments de guerre dépendant du porte-avions Clemenceau, interviennent pour assurer l'ordre dans la Méditerranée orientale depuis plus de 16 mois. C'est cette armée encore qui, le 20 décembre 1983, a été chargée de l'évacuation de 4 000 combattants palestiniens et d'Arafat, boutés hors du Liban par la coalition de la contre-révolution.

Au Tchad, le 9 août 1983, le gouvernement de front populaire déclenchait l'opération « Manta », pour garantir l'intégrité de l'Etat artificiel qu'est le Tchad, et pour cela y envoyait près de 2 900 hommes de la force d'action rapide.

Plus de 20 ans après la fin de la guerre d'Algérie, c'est l'une des opérations les plus importantes qui aient jamais été réalisées.

« Forces permanentes d'intervention », « conseillers », c'est sous ces formes diverses que l'armée française est présente non seulement au Tchad, mais en République centrafricaine, au Maroc, en Tunisie, en Haute-Volta, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire, au Togo, au Niger, au Gabon, au Cameroun, au Zaïre, au Burundi, au Rwanda, à Djibouti.

Il s'agit pour l'impérialisme français, dans des conditions de plus en plus difficiles, de maintenir dans ce qui était son ancien empire colonial, mais pas seulement, ses positions, intérêts économiques et politiques, aujourd'hui battus en brèche par l'offensive d'impérialismes plus puissants, au premier rang desquels figure l'impérialisme américain, comme il s'agit pour lui d'assurer la stabilisation de l'Afrique tout entière menacée de désagrégation. « Nous sommes ici parce que nous savons bien qu'il ne faut pas toucher aux frontières héritées du système colonial », avait déclaré le ministre français de la Défense, Charles Hernu, à propos du Tchad.

Et François Mitterrand précisait, le 28 août 1983, à ce propos que si « la méthode change (par rapport à la politique de la France avant son élection en mai 1981), l'objectif reste, qui consiste à préserver le rôle et les intérêts de la France et à remplir nos devoirs à l'égard de nos amis africains. »

Et c'est ce même héritage impérialiste que le front populaire entend assumer quand il intervient au Liban, à propos duquel le président français déclarait le 16 novembre 1983 : « Je suis porteur d'une tradition, de grands intérêts. Je ne peux signer la disparition de la France de la surface du globe en dehors de son pré carré. »

Qu'il s'agisse du Liban ou du continent africain, les positions menacées que tente de défendre dans des conditions de plus en plus difficiles l'impérialisme français sont considérables.

A travers une politique d'aides financière et militaire, 25 ans après la fin de la domination coloniale (maintenue en Guyane, aux Caraïbes, à la Réunion, en Nouvelle-Calédonie), l'impérialisme français défend ses intérêts économiques, des relations avec les pays africains qui restent largement bénéficiaires.

Tuteur financier à l'égard de 12 Etats d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, comme des Comores, tous d'anciennes colonies, l'Etat français dispense une aide financière au Maghreb comme à 26 pays africains dont 20 pays francophones, à quoi s'ajoutent aujourd'hui les pays de la « ligne de front ».

Avec les pays de la zone franc, l'excédent français a été en 1982 de 8 milliards de francs sur 32 milliards d'échanges. C'est la seule zone économique avec laquelle l'impérialisme n'a pas enregistré de déficit au cours de l'année 1982.

Mais ces positions, directement héritées de l'empire colonial, qui voient dans ces pays les produits français être en situation de quasi-monopole et les « grands contrats » revenir aux entreprises de l'ex-métropole, sont aujourd'hui battues en brèche et l'impérialisme français commence à perdre pied sur le con-

tinant africain comme dans la zone franc elle-même.

Ainsi, les capitalistes japonais ont-ils réussi une prodigieuse percée dans le domaine des automobiles au détriment de la France, et voit-on derrière les heurts politiques du gouvernement de front populaire avec certains pays africains se profiler directement les intérêts américains (comme au Gabon, par exemple, suite à la tournée de C. Crocker, etc.).

La mesure de l'acharnement de l'impérialisme français à défendre ses positions politiques et économiques en Afrique trouve sa source dans ce qu'il a déjà perdu. Alors que dans les années 1960, la France intervenait pour plus de 70 % dans les échanges avec les pays de la zone franc, elle n'y intervient plus aujourd'hui que pour 40 %.

C'est cela, à travers les armes, qu'il s'agisse du Tchad ou du Liban, qu'entend défendre l'impérialisme français dans une politique contraire et directement tournée contre les intérêts des masses de ces pays comme ceux des travailleurs de France.

Du point de vue du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes comme des intérêts des populations de ces régions et des masses laborieuses de France, les troupes françaises n'ont rien à faire au Liban, au Tchad et dans toute l'Afrique ; elles doivent être retirées.

C. Corte



Chômage et profits

DANS une récente interview à la télévision française, le ministre socialiste de l'Industrie reconnaissait que la nationalisation de onze grands groupes industriels après l'arrivée au pouvoir du gouvernement de front populaire avait sauvé ces entreprises, à deux exceptions près, de la faillite et du démantèlement.

Les responsables de ce lourd héritage ont été grassement indemnisés. Aux côtés des capitalistes et spéculateurs français et étrangers, ils viennent de passer à la Bourse de Paris une bonne et heureuse année 1983 : avec une hausse moyenne de 55 % des cours, le marché financier parisien s'est permis, sous le gouvernement Mitterrand-Mauroy, de faire mieux que New York ou Tokyo et toutes les autres places boursières internationales. Avec cynisme, le syndicat des agents de change parisiens vient en quelque sorte de remercier le gouvernement d'avoir « alléger » la cote des titres des industries lourdes « à problème ».

Depuis 1982, le budget de l'Etat, alimenté par les contribuables, inscrit au titre des dépenses des milliards de francs destinés à éponger les pertes laissées derrière eux par les anciens actionnaires.

L'action économique du gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman (ministre des Transports et dirigeant du PCF) tourne le dos aux motifs pour lesquels les travailleurs, en 1981, ont massivement voté pour François Mitterrand, pour le PS et le PCF, car elle est subordonnée aux exigences du capital.

Après avoir obtenu en 1983 une réduction de la consommation et du taux d'épargne des ménages, une baisse de la consommation médicale et du niveau de la protection sociale, un ralentissement de la progression

du taux de salaire horaire, le gouvernement Mitterrand-Mauroy doit maintenant tenter d'aller plus loin. Se soumettant aux besoins et aux exigences des milieux financiers et industriels, il veut assurer la « mutation industrielle », c'est-à-dire en clair procéder à la liquidation massive d'emplois. Dans le même temps, le patronat français est en passe d'obtenir une réforme de l'assurance chômage, qui diminuera les prestations des travailleurs privés d'emploi et mettra à la charge exclusive de l'Etat ceux dont on a décidé qu'ils devaient être exclus définitivement de la vie active.

L'industrie française a perdu 200 000 emplois en 1983. L'hémorragie va se poursuivre en 1984, l'OCDE prévoyant une progression du taux de chômage de 8,2 % à 10 % de la population active. Des dizaines de milliers de licenciements sont préparés dans la sidérurgie, la chimie lourde, les chantiers navals, les charbonnages, l'automobile, etc.

Le gouvernement entend en outre limiter à 5 % la hausse des rémunérations salariales en 1984, alors que celle des prix sera de 7, 3 % selon les prévisions officielles de l'OCDE.

Selon ces mêmes prévisions, la France devrait par contre, et à ce prix, retrouver en 1984 un excédent de 1 milliard de dollars de sa balance des paiements, ce qui sera salué avec intérêt par les milieux bancaires internationaux auxquels elle en doit 50.

La grève Talbot vient en tout cas de donner du poids à une autre prévision qui se répand dans les cercles gouvernementaux : l'année 1984 sera « la plus difficile » depuis l'accession au pouvoir du gouvernement de front populaire.

S. R.